



Rapport annuel 2008

Institut de hautes études en administration publique
Hochschulinstitut für Öffentliche Verwaltung
Istituto superiore di studi in amministrazione pubblica
Swiss Graduate School of Public Administration



Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome

L'Université pour le service public

TABLE DES MATIERES

Introduction	2
Enseignements	4
Recherches	26
Expertises	40
Publications et contributions des chaires	49
Finances publiques (Prof. Nils Soguel)	49
Marketing public (Prof. Martial Pasquier)	51
Politiques institutionnelles (Prof. Andreas Ladner)	55
Politiques locales & évaluation (Prof. Katia Horber-Papazian)	56
Politiques publiques & durabilité (Prof. Peter Knoepfel)	58
Politiques sociales (Prof. Giuliano Bonoli)	63
Ressources humaines (Prof. Yves Emery)	66
Systèmes d'information (Prof. Jean-Loup Chappelet)	67
Professeurs extraordinaires et professeurs assistants	70
Organes de l'IDHEAP	74
Conseil de fondation	74
Bureau du Conseil de fondation	74
Comité de Direction	74
Commission des études	75
Commission pour la recherche	75
Conseil de l'Institut	75
Secrétariat général	76
Bibliothèque	76
Communication	76
Collaboratrices et Collaborateurs	79
AD-IDHEAP	84
Rapport financier	88

INTRODUCTION



Cette année 2008, que l'Histoire retiendra sûrement comme celle du retour de l'État sur le devant de la scène, est aussi à marquer d'une pierre blanche pour l'IDHEAP. Plusieurs événements méritent d'être mis en exergue.

Premièrement, l'IDHEAP compte **trois nouveaux professeurs assistants** depuis l'été dernier: Laure Athias de France, Olivier Glassey de Suisse, et Francesco Maiani, de Saint-Marin. Ces nominations concomitantes ont été faites dans le cadre du **Pôle suisse en administration publique**, un projet de coopération soutenu par la Conférence universitaire suisse et qui rassemble, sous l'égide de l'IDHEAP, les universités de Berne, de Lausanne et de la Suisse italienne (voir page 4). Ce pôle, dirigé par le prof. Martial Pasquier, vise au renforcement de la formation et de la recherche en administration publique en Suisse et à son positionnement en Europe. Avec les trois jeunes professeurs assistants nommés à l'IDHEAP et leurs futurs doctorants, ainsi qu'avec la nomination à la fin de l'année également comme professeur assistant de Jean-Patrick Villeneuve grâce à des fonds de tiers, l'IDHEAP renforce la relève scientifique pour l'ensemble des sciences administratives et frôle pour la première fois les **70 collaborateurs et collaboratrices**, autant de ressources humaines fondamentales dans un institut comme le nôtre qui reste incontournable dans son domaine.



La première prestation du Pôle reste le **Master PMP (Politique et Management Publics)** qui consacre l'arrivée de l'IDHEAP dans la formation universitaire de base au niveau Master, selon la réforme de Bologne. Nous souhaitons saluer tout particulièrement la première diplômée du Master PMP, Magdalena Wicki, qui est emblématique de l'approche multiculturelle que nous voulons donner à ce master suivi par des étudiants qui veulent se préparer à entrer

dans le secteur public. En effet, Madame Wicki, après ses écoles primaire et secondaire à Lucerne, a fait ses études de licence à Genève avant d'entamer le Master PMP à Lausanne en travaillant à temps partiel comme assistante d'enseignement et de recherche à l'IDHEAP. Elle a rédigé son mémoire de master en allemand et travaille aujourd'hui dans l'administration cantonale fribourgeoise. Nous lui souhaitons un bel avenir professionnel au service de l'État, tout comme aux 23 nouveaux diplômés du **MPA (Master of Public Administration)** (voir page 19).

2008 marque aussi le démarrage d'une **formation doctorale en administration publique** dans le cadre des projets Pro*Doc du Fond national suisse (FNS) pour la recherche scientifique. Cette formation mise sur pied avec les mêmes partenaires que le Pôle mentionné ci-dessus permettra, à terme, de doubler le nombre de doctorats en administration publique préparés dans notre institut, un doctorat qui reste unique en Suisse. Cette formation doctorale souligne aussi le **renforcement de la recherche à l'IDHEAP** qui se traduit, par exemple, par une douzaine de projets FNS en cours (certains faisant partie du Pro*Doc), un projet financé par la Commission technologie et innovation et trois projets européens, ou encore par la remise du prestigieux prix Latsis national au Prof. Giuliano Bonoli au début 2008 et du prix de la recherche de la Fondation BCV (Banque cantonale vaudoise) au Prof. Katia Horber-Papazian (voir page 6).

On notera également le démarrage, en 2008, de la FORDIF (Formation en direction d'institutions de formation) où l'IDHEAP est représenté par le Prof. Nils Soguel (voir page 25) et qui débouchera dans les années qui viennent sur un **master of advanced studies** (MAS). Les MAS en développement urbain durable (avec le Prof. Peter Knoepfel) et en administration du sport et technologie (avec le Prof. Jean-Loup Chappelet) se poursuivent avec succès. Ces **MAS délivrés conjointement** avec d'autres institutions universitaires lémaniques répondent à des besoins jusqu'à récemment non couverts.

De nombreuses **collaborations universitaires** existent également en matière de recherche, par exemple au travers du Pôle national NCCR «Challenges to Democracy in the 21st Century» (où l'institut est représenté par le Prof. Andreas Ladner) ou du projet européen COST 601 «Comparative Research into Current Trends in Public Sector Organisation» (Prof. Yves Emery), ou encore du réseau d'excellence RECWOWE (Reconciling Work and Welfare in Europe) du programme cadre européen de recherche et développement (Prof. Giuliano Bonoli).

Du côté de la logistique, la rénovation – sous l'égide du secrétaire général Jacques-André Vulliet – de ce qui sera notre **nouveau siège** a pu commencer sur le campus lausannois à la suite de l'obtention, en septembre 2008, du permis de construire. Ce bâtiment, situé dans le quartier Mouline du campus destiné aux sciences humaines et sociales, a été conçu par le bureau d'architecture Geninasca Delefortrie. Il ouvrira ses portes en juin 2010 et nous permettra d'accueillir dans de très bonnes conditions nos publics traditionnels et aussi, nous l'espérons, de plus en plus d'étudiants étrangers. Le début des travaux a été marqué par une sympathique cérémonie en présence des autorités cantonales et communales.

Pour terminer, parmi de nombreuses promotions concernant les collaboratrices et collaborateurs de l'IDHEAP, on pourra signaler la réussite à son examen final de notre toute première apprentie, Dahlia Parisi-Pastorella, qui a passé trois ans avec nous, la nomination du professeur assistant Stéphane Nahrath comme professeur associé à l'Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) à Sion et le renouvellement du mandat du directeur de l'institut pour la période 2009-2011. Enfin, pour la sixième année consécutive les comptes de l'IDHEAP sont bouclés avec léger surplus versé au capital de fondation.



Prof. Jean-Loup Chappelet
Directeur

Dr Barbara Haering
Présidente

Création d'un pôle académique en administration publique

L'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) et les Universités de Berne, Lausanne et de la Suisse italienne développent un pôle d'enseignement et de recherche en administration publique. Ces institutions offrent conjointement un master, une formation doctorale et des programmes de recherche dans le domaine de l'administration publique. Cette coopération bénéficie du soutien financier de la Conférence universitaire suisse et du Fonds national suisse.

Pourquoi collaborer?

Trois raisons ont motivé ces institutions à développer un tel projet de collaboration. D'abord, il n'existait pas en Suisse de formation académique de niveau master en administration publique. Avec la réforme de Bologne et la nouvelle structuration des études universitaires (bachelor-master au lieu de la licence), il devenait possible d'offrir une formation spécialisée de niveau master aux étudiants qui disposent d'un bachelor par exemple en sciences politiques, en droit ou en management.

Ensuite, l'administration publique, comme d'autres secteurs, va connaître ces prochaines années de nombreux départs à la retraite de cadres et de collaborateurs spécialisés. Il importe donc d'apporter une formation de haut niveau pour les futurs cadres de l'administration, ce d'autant plus que plus de 15% de l'ensemble des emplois en Suisse le sont dans les systèmes administratifs.

Finalement, la représentation de l'ensemble des composantes linguistiques de notre pays dans tous les domaines et surtout dans les postes à responsabilité des administrations est un souci et un souhait largement partagés. Avec la coopération entre institutions universitaires des trois régions linguistiques, cette problématique est ainsi prise en considération.

Quel est le contenu de cette collaboration?

Cette collaboration tourne autour de trois axes: un master, une formation doctorale et des programmes de recherche en administration publique.

Le master spécialisé est proposé aux étudiants disposant d'un bachelor et consiste en une année de formation interdisciplinaire de base suivie à Lausanne, Berne ou Lugano et une deuxième année de spécialisation parmi celles proposées par les partenaires dans une logique de mobilité. Cette formation a démarré à Lausanne en 2006, à Berne en 2007 et débutera à Lugano en 2009. Pour la rentrée 2008, plus de 100 étudiants sont inscrits à Lausanne et à Berne, ce qui atteste de l'intérêt de ceux-ci pour cette formation (voir page 8).

En plus du master, une formation doctorale en administration publique (amélioration de la structure et de l'encadrement de la formation des doctorants) et des programmes de recherche touchant à la gouvernance publique, la gouvernance locale, la gestion des ressources publiques, la transparence, etc. sont développés. La combinaison de ces activités de recherche avec les formations master et doctorale permet de garantir un haut niveau à ces formations.

Comment cette collaboration va fonctionner?

Pour offrir ces prestations, 9 nouveaux professeurs (dont 3 femmes) ont été engagés dans les 4 institutions partenaires. Ils vont pour l'essentiel assurer les enseignements dans le master PMP et la formation doctorale et conduire ces nouveaux programmes de recherche.

Cette collaboration bénéficie d'un soutien financier de la Conférence universitaire suisse (CUS) et du Secrétariat à l'enseignement et à la recherche (SER) à hauteur de Fr. 6 millions pour les années 2008-2011 (master et activités de recherche des enseignants), le Fonds national suisse soutenant la formation doctorale et les programmes de recherche correspondants. Les partenaires se sont engagés à apporter au minimum le même montant que celui promis par la CUS.

Ce réseau est présidé par le Prof. Piero Martinoli (Président de l'Université de la Suisse italienne) et dirigé par le Prof. Martial Pasquier (IDHEAP), le Prof. Andreas Lienhard (Université de Berne), le Prof. Marco Menegguzo (Université de la Suisse italienne) et le Prof. Ioannis Papadopoulos (Université de Lausanne). Il va être conseillé par un comité scientifique composé de personnalités académiques étrangères et placé sous la présidence du Prof. Geert Bouckaert (Leuven).



Prof. Laure Athias, Prof. Francesco Maiani, Prof. Olivier Glassey

Professeurs engagés à l'automne 2008 dans les 4 institutions partenaires:

Laure Athias

Professeure assistante en «Économie publique avec spécialisation en économie des contrats»
IDHEAP

Daniela Cristofoli

Professeure assistante en «Management public»
Université de la Suisse italienne

David Giaque

Professeur assistant en «Sociologie des organisations et des administrations publiques»
Université de Lausanne

Olivier Glassey

Professeur assistant en «Gouvernance publique et société de l'information»
IDHEAP

Mario Jametti,

Professeur assistant en «Économie publique»
Université de la Suisse italienne

Francesco Maiani

Professeur assistant en «Institutions européennes et mondialisation»
IDHEAP

Géraldine Pflieger

Professeure assistante en «Politiques publiques et instances de régulation»
Université de Lausanne

Adrian Ritz

Professeur assistant en «Management du secteur public avec spécialisation
en gestion des ressources humaines»
Université de Berne

Reto Steiner

Professeur assistant en «Management du secteur public avec spécialisation en organisation»
Université de Berne.



Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome

L'Université pour le service public



^b
UNIVERSITÄT
BERN



UNIL | Université de Lausanne

Università
della
Svizzera
italiana

PROF. KATIA HORBER-PAPAZIAN PRIMEE

La prof. Katia Horber-Papazian a reçu le prix 2008 de la Fondation BCV doté d'un montant de Fr. 160'000.–. Ce prix permettra de conduire une recherche centrée sur la question de la place des indicateurs dans les décisions politiques. Ses résultats permettront la mise sur pied d'un centre de compétences dans le domaine du pilotage de l'action publique.

Quelle utilisation des indicateurs par les décideurs politiques?



Le prix de la Recherche de la BCV 2008 a été décerné à la chaire de politique locale et d'évaluation dirigée par la Professeure Katia Horber-Papazian. Ce prix doté de Fr. 160 000.– récompense un projet de recherche **mené en collaboration avec l'équipe du Professeur Max Bergmann, directeur de l'Institut de sociologie de l'Université de Bâle**, sur la place des indicateurs dans le pilotage stratégique des politiques du chômage et de l'intégration des étrangers dans les cantons de Vaud et du Valais.

Après le secteur privé, le secteur public est entré d'une part, dans la logique du pilotage de son action et d'autre part, dans celle de la mesure de son efficacité et de son efficacité. Ceci implique le recours à des indicateurs qui permettent de mesurer une réalité sociale et qui, par là, fournissent des informations aux décideurs sur leurs domaines d'intervention.

Les difficultés liées au recours à des indicateurs dans le pilotage politique sont cependant nombreuses. Au-delà des erreurs inhérentes à la saisie et à l'interprétation des indicateurs, se pose la question de leur définition, de leur qualité, de leur fiabilité et du choix de ceux qui fonderont les décisions.

Dans ce contexte, la recherche vise à répondre aux cinq questions suivantes:

- Quels sont les indicateurs mis à disposition des élus et sur quels éléments constitutifs des politiques publiques portent-ils?
- Quels sont les indicateurs utilisés par les membres des exécutifs et sur la base de quels critères sont-ils choisis?
- Quelles sont les sources et la qualité scientifique des indicateurs utilisés?
- Quelles leçons peuvent être tirées de la mise en perspective des cas valaisans et vaudois avec des études internationales?
- Quelles sont les conditions méthodologiques et politiques à remplir pour que les indicateurs puissent être au service du pilotage des politiques du chômage et de l'intégration des étrangers?

Les résultats de la recherche permettront de tirer des enseignements utiles au pilotage de l'ensemble des politiques publiques. L'IDHEAP et l'Université de Bâle projettent par ailleurs de mettre en place un centre de compétence dans le domaine du pilotage de l'action publique qui fera office de plate-forme de soutien aux autorités politiques et aux administrations helvétiques.

ENSEIGNEMENTS

En 2008, l'IDHEAP a reçu 401 étudiant-e-s dans ses programmes de formation que sont le MPA (Mastère en administration publique), le Master PMP (Maîtrise universitaire en politique et management publics), et les SSC (Séminaires pour spécialistes et cadres), répartis de la façon suivante:

Étudiant-e-s inscrit-e-s au MPA (au 31 déc.)	Participant-e-s extérieur-e-s à des cours du MPA	Étudiant-e-s au Master PMP	Participant-e-s aux SSC
96	25 (+8 PMP)	100	180

MPA 96 personnes sont actuellement inscrites dans la filière du programme MPA (Mastère en administration publique). Pour les deux premiers trimestres de l'année académique 2008/2009, 39 dossiers de candidature nous sont parvenus. À l'issue d'un entretien d'admission, 22 personnes ont été admises au programme MPA, dont 4 débiteront ultérieurement. Le taux d'acceptation s'élève ainsi à 56%. Relevons que 2 autres personnes, ayant été admises lors de sessions d'admission précédentes, ont débuté cette année. À ces chiffres, viendront encore s'ajouter les candidats admis au trimestre de printemps 2009.

Les étudiants MPA à partir d'octobre 2005	Année académique	2005/06	2006/07	2007/08	*2008/09
	Étudiants MPA poursuivant leurs études		87	83	80
Admissions MPA					
	Programme à plein temps (sur 3 trimestres)	2	2	0	1
	Programme à temps partiel (sur 4-9 trimestres)	23	25	19	19
	Total des étudiants MPA	112	110	99	96

* État au 31.12.08, sans les admissions du trimestre de printemps 2009.

Dans le cadre du programme MPA, les enseignements suivants se sont déroulés au cours de l'année académique 2007/2008. Les «cours à choix» de 12 journées (voir page 8) ont également accueilli des participants extérieurs qui n'étaient pas inscrits au programme MPA, lesquels ont pu recevoir un certificat universitaire en cas de réussite de l'évaluation du cours.

Cours de base	Professeurs	Cours	Participants	Trimestre
	Bonoli G./Chappelet J.-L.	Systèmes d'information et statistique publique	22	2008-P
	Emery Y./Pasquier M.	Management public	22	2008-P
	Horber-Papazian K./Knoepfel P.	Politiques publiques	31	2008-H
	Ladner A.	Politique et institutions	31	2007-A
	Mader L./Manfrini P.-L.	Droit et législation	30	2008-H
	Schoenenberger A.*	Économie publique	30	2007-A

* Remplaçant du Prof. Soguel en congé sabbatique.

Cours à choix	Professeurs	Cours	Participants	Trimestre
	Bonoli G.	Politiques sociales	17	2008-H
	Emery Y.	Excellence dans les organisations publiques	13	2008-P
	Manfrini P.L.	Statut de la fonction publique et action de l'État	10	2008-P
	Knoepfel P.	Politiques publiques comparées	19	2007-A
	Ladner A.	Démocratie et formation de l'opinion	10	2008-H
	Pasquier M.	Nouvelles approches du management public	26	2007-A

Master PMP Le Master en politique et management publics (Master PMP) est un master spécialisé de 120 ECTS. Il est composé de deux années d'études, une première année consistant en une formation interdisciplinaire et la deuxième année en une orientation librement choisie par les étudiants parmi plusieurs proposées. L'objectif pour ce master est d'offrir la formation interdisciplinaire de base dans les trois régions linguistiques et de proposer sur ces mêmes sites et sur des sites d'institutions partenaires suisses et étrangères une palette d'orientations liées au secteur public.

Le Master PMP a débuté en automne 2006 à Lausanne (UNIL, IDHEAP) et les étudiants concernés ont déjà pu choisir entre 4 orientations lors de leur deuxième année. L'UNIBE a ouvert une première classe en automne 2007 et l'USI, sur la base d'une collaboration entre les facultés d'économie et de la communication, prévoit d'ouvrir cette même première année de formation interdisciplinaire de base à l'automne 2009.

En 2008, la première année de formation était donc proposée à Berne et à Lausanne et quatre orientations étaient ouvertes aux étudiants: pilotage de l'action publique (arc lémanique avec UNIL, UNIGE et IDHEAP), économie publique (UNINE), droit et management publics (UNIBE), économie et management publics (USI). Le tableau qui suit donne un aperçu du nombre d'étudiants par site et par année.

Année du début de la formation (première immatriculation)

	2006/07	2007/08	2008/09	Total sur 3 ans
Première année (formation interdisciplinaire)				
IDHEAP UNIL	15	28	46	89
UNIBE	5	15	20	
Deuxième année (orientation et mémoire)				
IDHEAP UNIL UNIGE	4	9		13
UNIBE		7		7
UNINE	5	12		19
USI		3		3
Nombre d'étudiants encore immatriculés (fin 08)	8	31	61	100

Titres délivrés en 2008	1	1
--------------------------------	---	---

Le prochain tableau présente de manière synthétique les enseignements des professeurs du SPAN donnés dans le Master PMP.

Prof.	Course	Semester
Athias L.	Éléments d'analyse économique	Automne
	Mise à niveau en sciences économiques	Automne
	Économie Publique	Spring
Giauque D.	Administration publique comparée	Automne
Glassey O.	Public Management	Automne
Jametti M.	Industrial Organization	Fall
Pflieger G.	Décision et politiques publiques	Automne
	Séminaire de recherche (la politique de l'énergie)	Automne
	Mise à niveau en sciences politiques	Automne
Maiani F.	Droits fondamentaux	Automne
	Droit constitutionnel	Automne
	Internationalization of PP (with R. Bieber)	Spring
Ritz A.	Public Management and Human Resources Management	Spring
	Introduction to Public Management	Spring
	Seminar Introduction to Public Administration	Spring
	Seminar Introduction to Public Administration	Fall
Steiner R.	Organization of the Public Sector (Lecture)	Spring
	Network Management (Seminar)	Spring
	Introduction to Public Administration (Seminar)	Fall

En 2008, les SSC (Séminaires pour spécialistes et cadres) suivants se sont déroulés.

Cours SSC	Professeurs	Cours	Participants
	Bonoli G.	Active labour market policies (3 jours)	29
	Chappelet J.-L.	Le management du sport (12 jours)	25
	Emery Y.	Restructurations dans les services publics (4 jours)	15 (13+16+16+15)
	Emery Y.	RH Plus (4 jours)	15 (14+16)
	Horber-Papazian K.	Les moyens de l'action communale genevoise (8 jours)	30
	Horber-Papazian K.	L'évaluation des décisions communales (2 jours)	18
	Knoepfel P.	Piloter l'usage des ressources naturelles (2 jours)	34
	Knoepfel P. et Nahrath S.	Propriété foncière et développement territorial durable (4 jours)	17 (15+19)
	Pasquier M.	Management des organisations à but non lucratif (NPO) (6 jours)	26



ENSEIGNEMENTS

Autres cours

Professeurs	Cours	Date/ Trimestre	Nb participants	Programme d'enseignement	Institution
Athias L.	Économie des Organisations Publiques	Printemps	40	TD. Théorie des droits de propriété, Théorie de la réglementation, Public Choice, analyse de la régulation.	Université Paris 1 Sorbonne
Athias L.	Microéconomie	Printemps	90	TD. Programmes du consommateur et du producteur, Équilibre partiel et général, Optimum de Pareto.	Université Paris 1 Sorbonne
Athias L.	Théories des Organisations et des Marchés	Printemps	38	TD. Théories des coûts de transaction, Théorie de l'agence, Théorie des incitations, approche organisationnelle de l'innovation.	Université Paris 1 Sorbonne
Bonoli G.	Active labour market policies: what can we learn from international experiences	23-24 septembre	29	First RECWOWE – EIPA-IDHEAP international seminar	RECWOWE-EIPA-IDHEAP
Bonoli G.	La transformation de l'État social et les nouveaux enjeux de la politique sociale	Automne	15	Formation préparée pour le Conseil de fondation	Fondation Leenards, Lausanne
Bonoli G.	Les relations entre générations entre solidarité et tensions	21 novembre	13	Programme de formation continue	Pro Senectute
Bonoli G.	The European social model between tradition and reform	Hiver	12	Master of European Studies	Europainstitut, Université de Bâle
Bonoli G.	The political economy of pension reform in OECD countries	Hiver	15	Master of Public Affairs	Sciences Po, Paris
Chappelet J.-L.	Introduction au management public	Printemps et automne	75	Certificate of Advanced Studies en administration et gestion d'institutions de formation (FORDIF)	IDHEAP-UNIGE-HEP Vaud-IFFP

Professeurs	Cours	Date/ Trimestre	Nb participants	Programme d'enseignement	Institution
Chappelet J.-L.	Strategic Management and Sport Governance	Septembre	36	Master exécutif en management des organisations sportives (MEMOS)	Réseau de 12 universités européennes
Chappelet J.-L.	Strategic Sport Management	Février	34	Master of Advanced Studies in Sport Administration and Technology	IDHEAP-EPFL-UNIL-UNIGE
Chappelet J.-L.	Système d'information et organisation	Hiver	26	Master of Advanced Studies in Archival and Information Science	Université de Berne
Emery Y.	Conception intégrée de GRH par processus	24 novembre	250	HR Seminars	Commission européenne
Emery Y.	Défis de la formation continue	7 novembre	100	Congrès annuel des ingénieurs	Commission européenne
Emery Y.	Défis et perspectives de la GRH publique	29 août	20	SPEV	Centre d'éducation permanente (CEP)
Emery Y.	Évolution de la GRH dans les organisations publiques	16 septembre	80	Séminaire annuel	HR Public (Bruxelles)
Emery Y.	Human Value Management	11, 12 et 13 septembre	20	MAS gestion des ressources humaines	Université de Genève
Emery Y.	La GRH dans les réformes et réorganisations: rôles et contributions	27 novembre	10		Hospice général, Genève
Emery Y.	Les nouveaux trends et les nouveaux rôles dans la GRH	6 et 7 mars	15	Human System Engineering	HEIG-VD
Emery Y.	Managerial-musical thoughts about simplicity	5 février	25		Portsmouth Business School

Autres cours

Professeurs	Cours	Date/ Trimestre	Nb participants	Programme d'enseignement	Institution
Emery Y.	Responsabilités et défis de la gestion des personnes (People management)	31 janvier	50	HR Seminars	Commission européenne
Emery Y.	Some pitfalls related to the implementation of Performance Management (PM)	7 janvier	20	Portsmouth Business School	Université de Portsmouth
Emery Y.	Trends in Public Management and Human Resource Management in Switzerland	25 mai	25	Programme Sino-Swiss d'échanges universitaires	UNISG
Horber-Papazian K.	Outils d'analyse du développement durable	Printemps 3 journées	22	Formation en développement durable	UNIGE
Horber-Papazian K.	Acteurs et institutions du développement durable	Printemps 3 journées	22	Formation en développement durable	UNIGE
Knoepfel P.	Analyse et pilotage des politiques publiques	Octobre 07 – mai 08	15	Master 2 Sciences de gouvernements comparées	Université de Grenoble
Knoepfel P.	Politiques publiques comparées	11 janvier – 23 février (six journées)	22	Master of Advanced Studies in Archival and Information Science	Universität Bern
Knoepfel P.	Policy-Analysis	2-6 juillet et 14-17 septembre	28	MPA	NAPA (National Academy of Public Administration) of Ukraine – Kiev
Knoepfel P.	Politiques publiques et politiques de l'environnement	Semestre d'été	12	SSIE	EPFL
Knoepfel P., Nahrath S.	Urbanisme durable, régime institutionnel des ressources urbaines	Février-mars (cinq journées)	12	MAS Développement urbain durable	Université de Lausanne

Professeurs	Cours	Date/ Trimestre	Nb participants	Programme d'enseignement	Institution
Maiani F.	Droit constitutionnel de l'Union européenne (séminaire): le Traité de Lisbonne et la nouvelle Union européenne	2007-08, semestre de printemps	8	MAS en droit européen et droit international économique	Universités de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel
Maiani F.	Droit du marché intérieur: libre circulation des personnes et libertés économiques (avec A. Épiney)	2007-08, semestre de printemps	25	MAS en droit européen et droit international économique	Universités de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel
Maiani F.	Droit européen approfondi: la réception du droit de l'Union européenne en Suisse	2007-08, semestre de printemps	30	Maîtrise en droit	Université de Lausanne, faculté de droit
Maiani F.	EU Migration Law (séminaire): The Relevance of International Human Rights Law in Applying EC Asylum Legislation	2007-08, 2 ^e trimestre	10	Selected issues of European Union Law (Prof. Bruno de Witte)	IUE, Florence, Département de droit
Manfrini P.-L.	Partenariat public privé et mode d'organisation des tâches déléguées dans les communes genevoises	Février	30	Cycle de formation	Association des communes genevoises
Nahrath S.	CPR Institutions, intervention dans le cadre du cours «Politiques publiques comparées»	5 novembre	25	Master en management public	UNIGE
Nahrath S.	La montagne suisse et les nouvelles politiques fédérales: enjeux et opportunités	17 juin	50	Journée de formation continue UNIGE/HES-SO	EPFL

Autres cours

Professeurs	Cours	Date/ Trimestre	Nb participants	Programme d'enseignement	Institution
Nahrath S.	La montagne suisse et les nouvelles politiques fédérales: enjeux et opportunités	17 juin	40	Formation continue	EPFL
Nahrath S.	Politiques de l'environnement et politique d'aménagement du territoire	Automne, 2 jours	30	Formation continue, cycle de formation «Conseil et communication en environnement»	Centre de formation du WWF
Pasquier M.	Le management dans l'administration publique	Janvier	15	Séminaires FOCAFRI	Formation et Perfectionnement des cadres de l'État de Fribourg
Pasquier M.	Management des prestations	Janvier	25	Master of Advanced Studies in Archival and Information Science MAS AIS	Universität Bern
Pasquier M.	Management public	Janvier-décembre	60	Séminaires Diriger 1 et 2	Office fédéral du personnel de la Confédération
Pasquier M.	Markt- und Meinungsforschung	Mai und September	60	Diplom-Lehrgang	Verbandsmanagement Institut VMI der Universität Fribourg
Soguel N., Huguenin J.-M.	Module de management (MAN-1)	Novembre 2008 – Mai 2009	50	Certificate of advanced studies en administration et gestion d'institutions de formation, volée intercantonale 08-09	FORDIF Formation en direction d'institutions de formation (HEP-VD, IDHEAP, IFFP, UNIGE)

Professeurs	Cours	Date/ Trimestre	Nb participants	Programme d'enseignement	Institution
Soguel N., Huguenin J.-M.	Module de management (MAN-1)	Mai à décembre	75	Certificate of advanced studies en administration et gestion d'institutions de formation, volée spéciale Genève	FORDIF Formation en direction d'institutions de formation (HEP-VD, IDHEAP, IFFP, UNIGE)

MPA MASTER OF PUBLIC ADMINISTRATION

Un Master avancé pour accéder aux postes clés du secteur public

- Diplôme généraliste pour approfondir politique, économie et management publics
- Master accrédité eurocompatible (90 ECTS)
- Interactivité entre approches théoriques et cas pratiques
- Programme sur mesure de deux ans en cours d'emploi ou un an à plein temps

Admission sur dossier en continu pour le trimestre suivant.

Renseignements : 021 557 40 00 ou www.idheap.ch

idheap
Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome
L'Université pour le service public

MPA COURS TRIMESTRIELS DU MASTÈRE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE

Méthodes et techniques législatives

Cours sous la direction du professeur **Luzius Mader**
Vice-directeur de l'Office fédéral de la justice

12 vendredis, du 3 avril au 3 juillet 2009

Objectifs: permettre aux participants de contribuer efficacement à l'élaboration d'un acte législatif et de gérer des projets législatifs ainsi que familiariser les participants avec le travail légistique et les initier à la jurisprudence

- Méthodes pédagogiques: analyse critique d'un texte législatif ou élaboration d'un projet d'acte législatif à partir d'un cas concret (un travail valorisable dans votre organisation)
- Public-cible: responsables politiques et administratifs, juristes
- Certificat universitaire capitalisable (10 ECTS)

Programme et inscriptions:
www.idheap.ch/UE09 ou 021 557 40 00

idheap
Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome
L'Université pour le service public

MPA COURS TRIMESTRIELS DU MASTÈRE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE

L'intégration européenne et la Suisse

Cours sous la direction du professeur **René Schwok**
Titulaire de la Chaire Jean Monnet - Université de Genève

12 lundis, du 30 mars au 29 juin 2009

Objectifs: décryptage des institutions et politiques communautaires, analyse des enjeux pour la Suisse

- Pédagogie interactive privilégiant les échanges entre participants et intervenants
- Participation d'invités de haut niveau (ambassadeurs, chefs de service,...)
- Public-cible: cadres et décideurs politico-administratifs, cadres d'ONG, journalistes
- Certificat universitaire capitalisable (10 ECTS)

Programme et inscriptions:
www.idheap.ch/UE09 ou 021 557 40 00

idheap
Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome
L'Université pour le service public

MPA COURS TRIMESTRIELS DU MASTÈRE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE

Leadership public et Gestion des Ressources Humaines

Cours sous la direction du professeur **Yves Emery**
Auteur de «Dynamiser la gestion des ressources Humaines et «Dilemmes de la GRH publique»

12 mercredis, du 1^{er} avril au 1^{er} juillet 2009

Objectifs: présenter des innovations les plus récentes et des pratiques les plus performantes en matière de GRH et de leadership et présenter les moyens d'intervention permettant d'optimiser la GRH dans votre organisation

- Méthodes pédagogiques: pédagogie participative permettant des échanges d'expérience et des analyses comparatives, travaux de groupe + travail final valorisable dans votre organisation
- Public-cible: responsables politiques, administratifs et syndicaux, cadres des secteurs public, privé et associatif.
- Certificat universitaire capitalisable (10 ECTS)

Programme et inscriptions:
www.idheap.ch/GRH ou 021 557 40 00

idheap
Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome
L'Université pour le service public

ENSEIGNEMENTS



Diplômés MPA

Les 23 diplômé-e-s MPA pour 2008 sont:

Étudiant-e	Titre	Rapporteur, Jury
Bindit Joël	Les changements organisationnels entrepris lors de la création de «destinations touristiques» influencent-ils l'implication organisationnelle du personnel actif dans les offices du tourisme? Cas de «Sion Région Tourisme», de «Gruyère Tourisme» et de «Martigny Tourisme»	Y. Emery, J.-L. Chappelet, P. Streiff
Carrasco Eduardo	Grande précarité et jeunesse – Analyse et proposition d'un projet de réinsertion sociale et professionnelle au Tessin	G. Bonoli, S. Cattacin, S. Montorfani
Cavillier Costas Roger	Objectifs stratégiques de la Confédération avec négociations syndicales imposées: examen des facteurs à succès	M. Pasquier, K. Horber-Papazian, F. Sudan
Champion Céline	Bilan intermédiaire de la mise en œuvre de CII-MAMAC	K. Horber-Papazian, G. Bonoli, A. Dummermuth
Chapuis François	Quelle politique de numérisation l'Institut suisse de droit comparé doit-il adopter pour sa bibliothèque? Analyse et recommandations	J.-L. Chappelet, P. Knoepfel, J.-M. Rod
Delcourt Pierre Yves	La participation publique dans la révision du plan directeur du canton de Vaud – Évaluation d'une ressource de politique publique	K. Horber-Papazian, A. Ladner, S. Terribilini
Duc Nathalie	Étude sur la communication des administrations cantonales suisses	M. Pasquier, J.-L. Chappelet, L. Rebeaud
Ducret Laurent	Le sport dans la politique suisse de développement et de promotion de la paix: étude de quatre cas pertinents récents	J.-L. Chappelet, K. Horber-Papazian, A. Lehmann
Eglin-Chappuis Noëmi	Governance von Universitätsbibliotheken. Optimierungsmöglichkeiten aus institutioneller Sicht	M. Pasquier, A. Ladner, U. Niederer
Favre Willy	Analyse de la mise en œuvre des conseils d'établissement. Vers quel changement?	K. Horber-Papazian, J.-L. Chappelet, C. Ostorero
Fregja Alma	L'accord sur les aspects de droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC): reflet de politiques publiques du médicament	L. Mader, P. Knoepfel, F. Addor
Füger Hélène	Regard sur la gestion de la relève académique dans les universités de Suisse romande	Y. Emery, M. Pasquier, B. Charlier
Gautschi Peter	Der «KMU-Verträglichkeitstest» im Gesetzgebungsprozess des Bundes	L. Mader, M. Pasquier, P. Jeanneret
Gillardin Graf Anne	Proposition d'un concept de contrôle de gestion pour la division infrastructure routière» de l'Office fédéral des routes (OFROU)	M. Pasquier, A. Ladner, J. Röthlisberger



Le 3 octobre 2008, ce sont vingt-trois nouveaux diplômés qui ont reçu leur MPA, portant ainsi à 475 le nombre d'Idhéapiennes et d'Idhéapiens au bénéfice du Master en administration publique. Ils sont ici accompagnés des professeurs et de la présidente de l'institut ainsi que du président du Grand Conseil vaudois.

Diplômés MPA (suite)

Étudiant-e	Titre	Rapporteur, Jury
Glaser Helen	Der Stellenwert der agglomerationspolitischen Ziele des Bundes bei drei Infrastrukturprojekten des öffentlichen Verkehrs im Raum Zürich	A. Ladner, K. Horber-Papazian, W. Schneider
Golay Yann	Fribourg, Berne et Lucerne entre fusions et collaborations. Trois politiques institutionnelles d'agglomération en comparaison	A. Ladner, K. Horber-Papazian, T. Minger
Grandjean Lüthi Floriane	Direction des établissements secondaires du canton de Vaud dans une perspective de gestion des ressources humaines: Optimisation du leadership exercé dans ce contexte par des pratiques de GRH	Y. Emery, G. Bonoli, P. Kolly
Granger Josiane	Enjeux et conditions de la création de l'agglomération intercantonale Monthey-Aigle	K. Horber-Papazian, A. Ladner, N. Deiss
Gunzinger Mathieu	Analyse comparative de l'évolution des ressources financières des partis politiques suisses	A. Ladner, G. Bonoli, W. Seitz
Kessler Victor	Die 4. Zone in der Raumplanung. Postulat für die Einführung von Zonen mit temporärer Nutzung	P. Knoepfel, L. Mader, A. Babey
Mebold Stephan	Die Zollkodexrevision der Europäischen Gemeinschaft (Verordnung EG 648/2005) und deren Auswirkungen auf das schweizerische Zollwesen	D. Freiburghaus, L. Mader, R. Hirt
Pralong Frédéric	Incidences de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons sur la politique d'offre des prestations collectives aux personnes handicapées – Analyse comparative entre les cantons de Neuchâtel, Vaud, du Valais, de Bâle-Ville et Bâle-Campagne	P. Knoepfel, G. Bonoli, M. Aebischer
Ramadan Ayah	L'intégration des risques psychosociaux dans la gestion des ressources humaines	Y. Emery, G. Bonoli, D. Ramaciotti

Prix du MPA

Le prix du meilleur Mémoire a été décerné à Madame Anne Gillardin Graf, ainsi qu'à M. Pierre-Yves Delcourt.

Gillardin Graf Anne: Proposition d'un concept de contrôle de gestion pour la division «infrastructure routière» de l'Office fédéral des routes (OFROU)

Cette étude propose une méthodologie aboutissant à la conception d'un système de contrôle de gestion pour la division «infrastructure routière» de l'Office fédéral des routes (OFROU).

L'OFROU est en train de vivre une double réforme. Office GMEB (gestion par mandat de prestations et enveloppe budgétaire) depuis janvier 2007, il tente d'adapter ses structures, ses stratégies, ses procédures et sa culture à la GMEB en orientant son action vers des prestations et des résultats mesurables et en mettant en place de nouveaux instruments de gestion. D'autre part, il se prépare aux profonds changements organisationnels et aux nouvelles tâches entraînées par la RPT (péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons) qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Pour y faire face, l'OFROU s'est entièrement restructuré.

La première partie du travail situe l'OFROU dans son contexte de réformes et identifie les impacts de la GMEB et de la RPT sur ce dernier. Ces réformes et les enjeux y relatifs, la restructuration de l'OFROU ainsi que la volonté de ses dirigeants sont autant de raisons qui justifient l'implantation d'un système de contrôle de gestion à l'OFROU et plus particulièrement dans la division «infrastructure routière» ou «I». La direction de la division «I» a clairement besoin d'un outil d'aide au pilotage si elle veut faire face à l'augmentation des tâches, du personnel et du budget qui la touche.

La deuxième partie a pour objectif de poser les jalons permettant d'établir un contrôle de gestion dans la division «I». Elle cherche à donner une définition du contrôle de gestion dans le secteur public. Puis un état des lieux du système de gestion existant est présenté, explorant les champs de la stratégie, des objectifs, des moyens et des résultats. Finalement, les systèmes de contrôle de gestion de deux autres offices GMEB, MétéoSuisse et armasuisse immobilier, sont analysés afin d'en tirer des éléments pertinents pouvant servir à la conception du contrôle de gestion de la division «I».

La troisième partie est une proposition d'un contrôle de gestion pour la division «I». Elle se base essentiellement sur les modèles du balanced scorecard (Norton et Kaplan, 2005) et du cockpit management (Georges, 2002) en proposant un système à deux niveaux: stratégique et opérationnel. Des vues logiques proposent pour chaque niveau des objectifs et des indicateurs y relatifs.

Le travail montre que la réalisation d'un concept de contrôle de gestion pour la division «I» n'est pas évidente. Cette dernière, qui est en train de se mettre en place, manque d'expérience pour permettre une identification claire des éléments clés à insérer dans le système. On observe un grand embarras entre le stade du savoir et celui du savoir faire concret. Le système de contrôle de gestion ne sera valable que s'il respecte toute une série de conditions.

La méthodologie et l'analyse présentées dans ce travail pourraient contribuer à développer un savoir faire interne aboutissant rapidement à la mise sur pied d'un système de contrôle de gestion pour la division «I».

Delcourt Pierre-Yves: La participation publique dans la révision du plan directeur du canton de Vaud – Évaluation d’une ressource de politique publique

L’État de Vaud a révisé son Plan directeur cantonal entre 1999 et 2007. Ce projet, jugé politiquement important et sensible, a été l’occasion d’une participation publique ambitieuse. Le mémoire s’interroge sur l’efficacité de cette vaste opération.

L’évaluation de la participation publique au Plan directeur cantonal vaudois posait deux questions:

- Dans quelle mesure le Service de l’aménagement du territoire, qui était en charge du projet, a intégré les propositions issues de la participation publique?
- Et dans quelle mesure la participation publique a augmenté le niveau de consensus autour du projet?

L’hypothèse de travail était que la participation publique doit répondre à certains critères de qualité pour augmenter le niveau de consensus autour d’un projet.

Sur les principaux sujets du Plan directeur cantonal, plus de 500 propositions ont été répertoriées dont 300 ont été introduites par les acteurs de la participation publique. Malgré cette riche contribution, l’auteur démontre que les propositions du public ont été faiblement intégrées, du moins durant les 5 premières années de travail. L’auteur explique cela par des problèmes d’organisation au sein du service en charge du Plan directeur cantonal et au style de management de ses responsables. Face au mécontentement des acteurs de la participation publique, des changements ont été apportés dans le management du projet. Par la suite, les propositions issues de la participation publique ont été mieux intégrées.

L’auteur a ensuite analysé l’évolution du niveau de consensus à chaque étape du projet, soit durant les forums de concertation, les deux consultations publiques et les débats au Grand Conseil. Ses résultats indiquent un lien de causalité entre le consensus et le nombre de propositions du public intégrées au projet.

En Suisse, ce travail apporte un éclairage nouveau à l’étude de la participation publique comme facteur améliorant l’acceptabilité d’un projet de politique publique. L’évaluation a aussi permis d’établir que le manque d’expertise en participation publique peut avoir des effets contre-productifs en générant conflictualité, méfiance et fragilisation des responsables du projet.

Comme le démontre l’exemple du Plan directeur cantonal vaudois, la participation publique peut être ambitieuse mais les bénéfices politiques en résultant peuvent être significatifs. À la fin du mémoire, sont proposées des règles pour améliorer l’efficacité de la participation publique aux grands projets de l’État de Vaud.



Gillardin Graf Anne



Delcourt Pierre-Yves



Pralong Frédéric

Monsieur Frédéric Pralong aurait également reçu le prix du meilleur mémoire, s'il ne s'était vu aussi décerner le prix du meilleur Mastère en administration publique.

Pralong Frédéric: Incidences de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons sur la politique d'offre des prestations collectives aux personnes handicapées – Analyse comparative entre les cantons de Neuchâtel, Vaud, du Valais, de Bâle-Ville et Bâle-Campagne

Au premier janvier 2008, suite à l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), la responsabilité et le financement des homes, ateliers et centres de jours pour personnes handicapées ont été transférés de la compétence de la Confédération à celle des cantons. Les modalités de ce transfert sont fixées dans une loi-cadre fédérale, la loi sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes handicapées (LIPPI). Elle fixe des standards minimaux que chaque canton doit respecter et leur impose la préparation d'un plan stratégique définissant les lignes directrices de la politique cantonale d'offre de prestations collectives aux personnes handicapées. Les cantons disposent d'un délai minimum de trois ans pour préparer leur plan et le soumettre à l'approbation du Conseil fédéral.

Le mémoire décrit et compare les plans stratégiques en cours d'élaboration dans les cantons de Neuchâtel, Vaud, du Valais, de Bâle-Ville et Bâle-Campagne. Il montre que ces cantons prévoient un renforcement important de leur rôle de pilotage de la politique publique et que leurs projets de mise en œuvre dépassent le cadre strict des prestations définies dans la LIPPI. Une coordination des prestations collectives (subventions des homes et ateliers pour personnes invalides) et des mesures de maintien à domicile et d'intégration en entreprise sont par exemple prévues dans les projets analysés. Ces orientations générales sont toutefois développées selon des modalités très différentes d'un canton à l'autre.

Les mesures de collaborations intercantionales prévues dans la LIPPI visent à réduire ces divergences. Or, les cas étudiés montrent que les cantons limiteront leurs collaborations à des échanges d'informations, à l'adoption de procédures administratives harmonisées et d'outils de gestion communs. Sur ce point, les résultats obtenus pour Neuchâtel, Vaud et le Valais, qui collaborent de manière systématique dans le cadre d'une conférence romande (CRASS), laissent penser que ce niveau de coordination sera encore plus tenu à l'échelon national.

Le mémoire arrive à la conclusion que si les cantons semblent effectivement saisir l'opportunité que leur laisse la RPT de développer des modèles originaux adaptés aux contextes locaux, ils seront aussi confrontés aux problèmes spécifiques de la mise en œuvre décentralisée de politiques sociales dans un État fédéral: le renforcement des différences dans l'offre de prestations au niveau national et la difficulté de mobiliser les ressources administratives nécessaires pour piloter la politique publique au niveau local.

Diplômée Master PMP

Premier Master PMP délivré en 2008

Etudiante	Titre	Rapporteur
Wicki Magdalena	Behörden im Glashaus – Eine Evolution des Artikel 27 bis 31 des bernischen Informationsgesetzes	M. Pasquier



FORMATION EN DIRECTION D'INSTITUTIONS DE FORMATION

(FORDIF)

L'année 2008 a vu le démarrage de la Formation en Direction d'Institutions de Formation (FORDIF). Cette formation est offerte par quatre hautes écoles tertiaires liées pour l'occasion par une Convention académique. Il s'agit de la Haute école pédagogique du canton de Vaud (HEP-VD), de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), de l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) et de l'Université de Genève (UNI-GE).

La nécessité de la FORDIF découle des changements importants intervenus dans la profession de responsable d'institution de formation depuis plusieurs années. Certains changements sont dus à l'évolution du contexte social et culturel. D'autres sont de nature institutionnelle et politique, comme le développement d'une autonomie – achevée ou en cours et variable selon les cantons – des établissements scolaires, et entraînent des responsabilités accrues pour les cadres. D'autres enfin sont liés avec les exigences de certification de cette formation, notamment affirmées dans le profil mis en consultation actuellement par la CDIP (Conférence des directeurs de l'instruction publique).

Pour les participants (une centaine déjà en 2008), la FORDIF représente une évolution marquante par rapport aux cours existants (ou organisés) jusqu'ici. En effet, la volonté politique de leur donner une formation tertiaire, certifiée, soumise aux exigences des accords de Bologne, va de pair avec un engagement personnel allant au-delà du travail présentiel. Ce dernier doit être adossé à un travail personnel complémentaire majeur sous forme de lectures et de rédactions. Par ailleurs, la certification des acquis est soumise au respect d'un certain nombre de modalités strictes.

Cette formation répond à une demande émanant de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de Suisse romande et du Tessin (CIIP). Dans cette perspective, la CIIP et les hautes écoles partenaires ont conclu un contrat de prestations. Ce dernier prévoit qu'un rapport d'activité soit adressé à la CIIP portant sur l'offre de formation, sa fréquentation et les résultats de l'évaluation de la formation par les participants.

THESES

Une thèse en administration publique a été soutenue avec succès en 2008 par:

Villeneuve Jean-Patrick: «Relations and interactions between actors and public organisations. Managerial impacts and strategic considerations on the transformation of the actor's role». Directeur de thèse: Martial Pasquier. Membres du jury: Daniel Caron, Ghislaine Cestre, Peter Knoepfel.

The past decades have been a period of flux for public organisations and citizens as new realities have led to new possibilities. These new realities, be they economic, technological, social or political have opened up a range of new possibilities for the relationship between citizens and public organisations – greater participation, choice, reactivity, etc. These possibilities are effectively re-shaping public sector organisations and the relationships they build with citizens. Concomitantly, citizens are adapting to these realities either by embracing, resisting or even initiating some of these new possibilities.

The transformations have been multi-form, touching the structure of organisations, their links with their environment, and their strategies and objectives as well as the services they offer. For citizens, they have changed modes of interaction, expectations and the roles they are playing. As organisations and citizens are changing, shaping and being shaped by these new possibilities, their relationships with one another are changing as well. In such a situation, the options, for citizens and public organisations, seem to multiply. Out of this flux, a level of uncertainty seems to prevail for both citizens and organisations. Uncertainty as to these possibilities: how to define them, how to differentiate them, how to structure them; and uncertainty as to their impact: what do they entail, where are they leading? It is the structure and impact of these possibilities, in the context of citizen-administration relationships that are at the heart of this project.

The experiences of administrations in exploring and enacting these new found possibilities have been studied by numerous scholars looking at elements such as changes in organizational structures and cultures, strategic approaches, policy effectiveness or managerial efficiency. The question of structuring these new possibilities has also been partly addressed from the organisational perspective; even if the question of their impact and implications are still being debated. The changes these dynamics imply for the citizen, as much as her/his initiatives and reactions to them have been much less developed. Looking at the relationship not from the perspective of the organisation, but rather from that of the citizen, leads to a much more ambiguous situation, where even the definition of these possibilities is being debated. The growth in the vocabulary used to define them is an interesting and insightful by-product of this situation: we talk of the citizen as a partner, a user, an administered, a consumer, a patient, a tax payer, or even as a combination of two or more of these concepts leading to constructs such as the citizen-consumer.

Attempts at understanding the relationships between citizens and public organisations are clearly in a state of disequilibrium; being focused almost exclusively on the organisation's point of view. To address, in part, this situation, this project will look at the structure and the impact of these possibilities, from the perspective of the citizen looking at the roles citizens play in their relationships with public organisations. Citizens now have many possibilities as to their role – administered, user, consumer, or partner. This situation leads to a number of interrogations: What are these possible roles? How can they be structured? What do they entail? This project presents a clear structuration of these roles, and tests, in a quantitative survey approach, the managerial impact of the present situation on the citizen's evaluation on the relationship. These questions become the more important for public organisations of all stripes are directly dealing with users they call consumers and treat like administered while using satisfaction surveys to test their links with citizens. Each of these roles potentially holds different managerial realities and challenges. This project contributes to a better understanding of these various dynamics.

Douze thèses sont en préparation dans les Chaires de l'IDHEAP et une dans une université étrangère:

Finances publiques

Chatagny Florian: The Effect of Strategic Underestimation of Tax Revenues on Governments' Fiscal Balance: an Economic Analysis. Directeur de thèse: Nils Soguel. Membres du jury: Andreas Ladner, Thomas von Hungern, Jaya Krishnakumar. Politiques institutionnelles

Politiques institutionnelles

Enzler Karin: Politische Führung in den Gemeinden der Schweiz – Ansätze, Rahmenbedingungen und Erfolgsaussichten. Directeur de thèse: Andreas Ladner. Membres du jury: membres encore à définir.

Marketing public

Holsen Sarah: The role of the oversight body in increasing government transparency. Directeur de thèse: Martial Pasquier. Membres du jury: membres encore à définir.

Politiques publiques & durabilité

Csikos Patrick: Impacts des politiques de libéralisation sur la durabilité des infrastructures d'industries de réseau: analyse comparée des secteurs de l'aviation civile et du chemin de fer en Suisse. Directeur de thèse: Stéphane Nahrath. Membres du jury: Peter Knoepfel, Géraldine Pflieger, et deux membres externes à définir.

Dupuis Johann: Analyse du régime international de gestion du climat sous l'angle des victimes actuelles et futures. Directeur de thèse: Peter Knoepfel. Membres du jury: Francesco Maiani, Jean-Christophe Graz, James Cameron.

Mauch Corine: Eigentumsrechte in Politiken zu natürlichen Ressourcen. Zur Bedeutung von privaten und öffentlichen Eigentumsrechten an natürlichen Ressourcen bei der Umsetzung von Ressourcen-Politiken am Beispiel von Wasser und Boden. Directeur de thèse: Peter Knoepfel. Membres du jury: Luzius Mader, Dietmar Braun, Frédéric Varone.

Nicol Lee: Institutional regimes for sustainable collective housing stocks. Directeur de thèse: Peter Knoepfel. Membres du jury: Giuliano Bonoli, Étienne Poltier, Philippe Thalmann.

Olgiati Mirta: Essence et gestion du patrimoine documentaire en Suisse – nouvelle vision d'une ressource culturelle. Directeur de thèse: Peter Knoepfel. Membres du jury: Andreas Ladner, Ivan Cherpillod, Jakob Tanner.

Rieder Markus: Trafic ferroviaire transfrontalier. Facteurs de succès et d'échec dans les zones limitrophes. Étude de quatre lignes ferroviaires franco-belges et franco-suisse. Directeur de thèse: Peter Knoepfel. Membres du jury: Andreas Ladner, Etienne Poltier, Ulrich Weidmann.

Politiques sociales

Crettaz Éric: Alleviating Working Poverty in Postindustrial Economies: Helping the Poor without Creating Hurdles in the Labor Market. Directeur de thèse: Giuliano Bonoli. Membres du jury: Nils Soguel, François-Xavier Merrien, Yves Flückiger.

THESES

Ressources humaines

Staines Anthony: La relation «programme qualité – résultats cliniques». Directeur de thèse: Jean-Pierre Claveranne. Membres du jury: Yves Emery, IDHEAP; Jean-Michel Larrasquet, Mondragon Unibersitate; Étienne Minvielle, CNRS; Mohammed Saad, Bristol Business School; Alice Teil, IFROSS, Université Jean Moulin, Lyon 3.

Wyser Carole: Climats éthiques organisationnels dans le secteur public. Directeur de thèse: Yves Emery. Membres du jury: Giuliano Bonoli, David Giauque, Jean-François Malherbe.

Systemes d'information

Mutter Olivier: L'analyse et l'évaluation des politiques publiques d'accueil d'événements sportifs. Directeur de thèse: Jean-Loup Chappelet. Membres du jury: Peter Knoepfel, Peter Keller, Alain Ferrand.

PRO*DOC IN PUBLIC ADMINISTRATION

Le Pro*Doc en Administration publique est un programme combinant des activités de recherche (modules de recherche) et une formation doctorale commune à l'ensemble des chercheurs (module de formation). Cette dernière est articulée autour de 5 axes. Le premier comprend des cours obligatoires pour tous les doctorants. Il s'agit d'une part de cours permettant de parfaire les connaissances des systèmes politico-administratifs nationaux et internationaux et d'autre part de cours de méthodologie apportant les connaissances et techniques indispensables à la recherche doctorale. Le deuxième axe tient compte des orientations de recherche des doctorants puisqu'il demande à ceux-ci de suivre des cours en lien avec leur thème de recherche. Le troisième axe a pour objectif d'amener les doctorants à présenter l'état de leurs recherches dans le cadre de colloques qui se dérouleront à l'intérieur des modules de recherche. Dans le prolongement de l'axe précédent, le quatrième axe vise à ce que les doctorants communiquent les résultats de leurs travaux dans le cadre de congrès scientifiques ou de publications dans des revues académiques. Ils sont ainsi confrontés aux exigences du monde universitaire et soumettront leurs résultats à la critique. Les cours et tâches liés aux 4 axes sont obligatoires et seront valorisés au travers du système de crédits ECTS (30 au total). Le dernier axe prévu dans le programme est facultatif et ne donne pas droit à des crédits. Il donne la possibilité aux doctorants d'améliorer leurs compétences de rédaction et de présentation, leurs compétences pédagogiques et leurs compétences sociales.

Les modules de recherche qui font actuellement partie de ce Pro*Doc en Administration publique sont:

- «Challenges to local Governments», dirigé par Andreas Ladner (DHEAP), avec Reto Steiner (UNIBE), Katia Horber-Papazian (IDHEAP) et Nils Soguel (IDHEAP).
- «The normative divide in 20th century public administration thought», dirigé par Fritz Sager (UNIBE) avec Andreas Ladner (IDHEAP).
- «Institutional Regimes For Resources Governance», dirigé par Peter Knoepfel (IDHEAP) avec Stéphane Nahrath (IDHEAP et IUKB depuis septembre 2008) et Frédéric Varone (UNIGE).

PROJETS DE RECHERCHE IDHEAP

Trente-cinq projets de recherche sont en cours dans les Chaires en 2008.

Finances publiques

FNS-Tax (Analysing the forecasting error in tax revenue and its impact on the governments' fiscal position). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Soguel N. Collaborateur impliqué: Chatagny F. Début du mandat en 2007, fin prévue pour 2008. La prévision des recettes fiscales marque le début du processus budgétaire des collectivités. Elle fixe l'enveloppe à l'intérieur de laquelle les dépenses de l'État doivent s'inscrire pour atteindre l'équilibre budgétaire. Malgré l'importance de cette étape, les collectivités peinent à estimer leurs recettes avec un semblant de précision. La sur- ou la sous-estimation des recettes budgétées par rapport aux recettes comptabilisées dépasse souvent 5%, voire 10%. De tels écarts sont à l'origine de «mauvaises surprises» en cas de surestimation, car le solde comptable est pire que celui budgété (déficit plus grand ou excédent plus faible). La «surprise» est «bonne» en cas de sous-estimation: le solde est meilleur qu'attendu. S'agit-il véritablement d'une «surprise»? En effet, de manière purement descriptive, on constate que les recettes fiscales ont davantage tendance à être sous-estimées que surestimées. Les études existantes avancent la thèse selon laquelle il s'agit d'une tactique des responsables de la prévision fiscale visant à limiter les velléités dépensières des autres acteurs du processus budgétaire (dont le législatif) et donc à améliorer la situation financière.

L'objectif général de la recherche est d'analyser la relation entre la prévision des recettes fiscales et la situation financière des collectivités publiques. Plus spécifiquement, il s'agit tout d'abord d'identifier les erreurs de prévision et de déterminer si ces erreurs contiennent une composante systématique. Il s'agit ensuite d'analyser si une sous-estimation systématique a réellement un impact positif sur la situation financière, comme le postulent les travaux réalisés jusqu'ici, sans jamais le tester. Si tel est le cas, cela signifierait qu'une attitude prudente ou tactique de sous-estimation serait couronnée de succès.

La démarche de recherche débute par une évaluation de la qualité de la prévision de différents agrégats de recettes à l'aide de méthodes paramétrique et non paramétrique. Cette évaluation permettra de déterminer d'une part si les prévisions sont libres de biais systématique et d'autre part si elles utilisent de manière efficiente toute l'information disponible au moment où elles ont été établies. La seconde partie consiste à introduire une ou plusieurs variables exprimant la sous-estimation des recettes dans un modèle explicatif des recettes et des dépenses pour en tester l'influence sur la situation financière d'une collectivité. Le champ empirique utilisé est celui des cantons suisses au cours de la période 1979 à nos jours. Les données nécessaires sont déjà en notre possession ou sont accessibles parce que toutes publiées et publiques.

L'apport de cette recherche sera double. D'abord, l'apport est théorique: cette recherche, en analysant l'impact des erreurs de prévision sur la situation financière des collectivités publiques, permettra de se prononcer sur la validité des thèses prévoyant que les responsables de la prévision des recettes biaisent l'estimation afin de limiter les velléités dépensières des autres acteurs du processus budgétaire, et implicitement d'améliorer la situation financière de la collectivité concernée. Enfin, l'apport est pratique puisque la recherche fournira une base de conseil notamment sur le comportement tactique à adopter dans le cadre de la prévision fiscale et sur quelques leviers d'action pour parvenir à des prévisions plus précises.

FP-Comparatif (Instrument d'analyse comparative de la situation financière des collectivités publiques). Recherche appliquée, financée par la Chaire et l'IDHEAP. Responsable: Soguel N. Collaborateurs impliqués: Chatagny F., Bizzozero G. Début du mandat en 1999, fin prévue pour 2020. Chaque année depuis 1999, l'IDHEAP publie son comparatif des finances publiques. Le but est d'apporter un éclairage sur la situation financière des collectivités publiques suisses. Le comparatif couvre tous les échelons institutionnels du pays: la Confédération, les vingt-six cantons et treize chefs-lieux cantonaux, comptant parmi les plus grandes villes suisses. L'objet de ce projet de recherche est d'améliorer constamment la méthodologie du comparatif.

FP-Fusion (Les municipalités face à l'intercommunalité et à la fusion de communes). Recherche appliquée, financée par la Chaire. Responsable: Soguel N. Collaborateur impliqué: Léchet G. Début du mandat en 2007, fin prévue pour 2008. Projet de recherche visant à capitaliser sous la forme d'un ouvrage pratique les expériences acquises dans l'accompagnement de projets de rapprochement de communes.

FP-Optimal Fiscal Rule (Contracyclicité des règles budgétaires cantonales). Recherche libre, financée par la Chaire. Responsable: Soguel N. Début du mandat en 2006, fin prévue pour 2009. Proposition et évaluation d'une règle budgétaire cantonale qui soit compatible avec les obligations constitutionnelles des cantons en matière de construction budgétaire tenant compte de la situation conjoncturelle.

Marketing public

Administration et transparence (Analyse des résistances au changement dans l'administration publique et recherche des solutions d'équilibre entre secret et transparence). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Pasquier M. Collaborateurs impliqués: Villeneuve J.-P., Holsen S., Meilland P. Début du mandat en 2007, fin prévue pour 2010. Depuis plusieurs décennies dans certains pays et depuis 2006 en Suisse, des lois imposent aux autorités publiques de divulguer les informations dont elles disposent (lois sur la transparence ou lois sur l'accès à l'information). Ces lois donnent à toute personne le droit de consulter des documents officiels et d'obtenir des renseignements sur leur contenu de la part des autorités.

Les recherches menées jusqu'à présent sur les administrations en lien avec les lois sur l'accès à l'information ont largement attesté de l'existence de barrières et d'entraves à l'application des lois (absence de transparence, destructions de documents, développement de la communication orale au détriment de l'écrit, utilisation des moyens de droit pour éviter de communiquer des informations, incapacité de gérer la masse d'informations produites, etc.). Cette recherche porte sur l'analyse des résistances quant à la mise en œuvre de ces lois et sur la recherche de solutions d'équilibre entre secret et transparence.

Les résultats de la recherche devraient permettre d'améliorer les connaissances que nous avons du fonctionnement actuel des systèmes administratifs en général et de l'application par les administrations de la loi sur la transparence en particulier. En effet, les organisations publiques doivent de plus en plus faire face à une tension résultant d'une part d'un retour des valeurs bureaucratiques (hiérarchie, fort contrôle politique des moyens, etc.) et d'autre part de l'émergence de principes post-NGP (gouvernance, transparence, imputabilité, etc.). Or, une telle tension n'est pas de nature à favoriser la responsabilisation des agents publics face à ce devoir d'information. Cette recherche devrait donc permettre d'évaluer les capacités de changement des organisations publiques et de mettre en évidence les barrières institutionnelles et organisationnelles au changement.

En plus des aspects liés aux changements organisationnels, cette étude permettra de mieux comprendre la manière dont les organisations publiques mettent en œuvre une telle loi et de trouver les moyens d'accroître durablement leur transparence en améliorant par la même occasion leur efficacité. Voir aussi le site Internet: www.swisstransparency.ch.

Analyse de la mobilité de la population à l'aide de la technologie GPS. Recherche appliquée, financée par le Swiss Poster Research Plus. Responsable: Pasquier M. Début du mandat en 2001, fin prévue pour 2008. La partie scientifique de ce projet réside dans le développement et l'application de nouvelles méthodologies de recueil des données de mobilité d'une population. Afin de saisir tous les déplacements d'une personne, un appareil GPS a été développé. Il enregistre chaque seconde les coordonnées GPS de la personne qui le porte. Ces coordonnées sont ensuite reportées sur des cartographies numériques et exploitées à l'aide de logiciels développés dans le cadre de ce projet.

Gouvernance des organisations publiques. Recherche libre, financée par la Chaire. Responsable: Pasquier M. Début du mandat en 2006, fin prévue pour 2010. Les organisations publiques sont soumises à de nombreux changements tels que l'augmentation du nombre et de la diversité des acteurs, la réduction de la logique hiérarchique au profit d'une approche réseau dans la délivrance des services publics, une plus grande transparence, etc. De plus, l'État est de plus en plus contraint à séparer clairement le rôle de régulateur de celui de propriétaire. Face à ces changements, les organisations bénéficiant d'une autonomie dans l'exercice de leur action doivent développer des règles de gouvernance adaptée à ce nouveau contexte. Cette recherche étudie la définition et l'application de ces règles de gouvernance dans deux domaines: les établissements autonomes de droit public et les organisations découlant de coopérations universitaires.

Kommunikation 2012 (Analyse des perspectives de développement de la communication marketing en Suisse). Recherche libre, financée par la Chaire. Responsable: Pasquier M. Collaborateur impliqué: Briw A. (Fachhochschule Luzern). Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2009. La communication marketing est confrontée à de nombreux nouveaux défis: nouveaux médias, difficulté d'être perçu dans un monde «d'infobésité», internationalisation des acteurs, nouveaux métiers. Cette étude de type Delphi a pour objectif de recenser auprès d'experts de la branche les principales tendances pour les années à venir en matière de communication marketing.

L'image de la Suisse dans le monde. Recherche libre, financée par la Chaire. Responsable: Pasquier M. Collaborateurs impliqués: Yersin N., Weiss Richard M. Début du mandat en 2006, fin prévue pour 2008. Après avoir, durant les années 2000 à 2006, conduit sur mandat de Présence Suisse des études sur l'image de la Suisse aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Espagne, au Japon et en Chine, cette recherche vise à analyser de manière synthétique et comparative l'ensemble des résultats obtenus et à identifier les dimensions qui expliquent les éléments positifs et négatifs qui influencent l'image de la Suisse dans le monde. L'année 2008 a été consacrée à la rédaction de deux ouvrages portant sur l'image de la Suisse à l'étranger, ouvrages qui paraîtront en 2009.

Régulation et gouvernance du secteur des jeux de hasard. Recherche libre, financée par la Chaire et les sociétés Swisslos et Loterie Romande. Responsable: Pasquier M., Villeneuve J.-P. Collaboratrice impliquée: Meyer L. Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2012. Le secteur des jeux fait face à de nombreux défis. Ces défis sont liés à l'environnement politique et légal international (pressions pour une éventuelle libéralisation) et à la transformation du secteur lui-même (jeux sur Internet, paris internationaux, blanchiment d'argent, etc.). À ces éléments s'ajoute, dans le cadre suisse, une discussion récurrente, tant politique qu'économique et sociale, sur la forme et la structure à donner à ce secteur.

Ce projet explorera au cours des 4 prochaines années les modèles de régulation et de gouvernance des différents systèmes nationaux et internationaux structurant le domaine des jeux de hasard. Il mettra l'emphase sur une approche comparative et internationale, l'objectif principal étant de mieux comprendre les implications du modèle suisse de régulation et de gouvernance de ce secteur.

Politiques institutionnelles

NCCR «Challenges to Democracy in the 21st Century» (Mitglied des Board of Directors und Leiter des Transfermoduls im NCCR «Challenges to Democracy in the 21st Century» des Schweizerischen Nationalfonds). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Ladner A. Début du mandat en 2005, fin prévue pour 2008. Transfermoduls im NCCR «Challenges to Democracy in the 21st Century».

«E-Voting» (NCCR «Challenges to Democracy in the 21st Century»). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Ladner A.. Collaborateur impliqué: Fivaz J. Début du mandat en 2005, fin prévue pour 2009. Nationalfondsprojekt «E-Voting» im Rahmen des NCCR «Challenges to Democracy in the 21st Century».

Politiques locales & évaluation

COST 20 (Dispositifs de partage des informations et des connaissances pour les processus d'aménagements concertés). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Horber-Papazian K., Lawrence R. Collaboratrice impliquée: Jacot-Descombes C. Début du mandat en 2006, fin prévue pour 2009. Projet COST (Coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique). Proposé par le Centre Universitaire d'Écologie Humaine de l'Université de Genève en collaboration avec le Département de géographie de l'Université de Genève, le Laboratoire de Systèmes d'information géographique de l'EPFL et la Chaire, ce projet s'inscrit dans le domaine «Transport and urban Development» de l'action COST 20 «Urban Knowledge Arena: Developing a European Arena for Crossboundary Co-operation in Production of Knowledge and Know-how on Complex Urban Problems».

Débuté en mars 2006 et d'une durée de 3 ans, ce projet de recherche interdisciplinaire aborde sous différents angles les processus de mise en place d'aménagement concerté en Suisse. En partant du constat qu'un certain nombre de processus échouent du fait d'un manque de concertation (règles du jeu pas assez explicites dans la démarche participative) et de transmission d'informations et de connaissances, l'équipe du projet, formée de sociologues, politologues, géographes et architectes, s'est fixée comme objectif d'analyser des études de cas en Suisse dans le but de déterminer quels seraient les facteurs de réussite d'une démarche de planification concertée. Dans un premier temps, l'équipe établit le bilan des échecs et des succès de l'aménagement sous les angles de la participation et du partage de connaissance et mène une analyse critique des logiques et des postulats de l'aménagement. Ensuite, il est prévu de proposer une démarche de projet formalisée en identifiant précisément les besoins des acteurs en matière d'information et de connaissance. Finalement, la démarche sera testée au niveau local et un manuel ainsi qu'un rapport final seront rédigés à l'usage des responsables de projets d'aménagement. L'issue de cette recherche est le développement d'un protocole méthodologique utilisable dans les projets d'aménagement en Suisse, voire en Europe. Le partage des résultats est organisé grâce à des rencontres COST 20 et à travers le réseau de l'Urban Knowledge Arena.

Indicateurs (La place des indicateurs dans le pilotage stratégique des politiques du chômage et de l'intégration des étrangers dans les cantons de Vaud et du Valais). Recherche libre, financée par la Fondation BCV. Responsable: Horber-Papazian K., Bergmann M. Collaborateurs impliqués: Felix A., Duchêne C., Institut de sociologie de l'Université de Bâle. Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2010. L'objectif de ce projet est de mettre en évidence les sources et la qualité scientifique des indicateurs mis à disposition et utilisés par les élus. Il vise également à déterminer sur quels éléments constitutifs des politiques publiques portent ces indicateurs. L'analyse portera sur deux politiques publiques: celle du chômage et celle de l'intégration des étrangers dans les cantons de Vaud et du Valais. Les résultats de l'étude devraient permettre de tirer des enseignements pour l'ensemble des politiques publiques et de mettre en place un centre de compétence au service des autorités politiques et administratives qui le souhaitent. Ce projet doit également permettre la réalisation d'une thèse.

Intervention des communes (Les moyens politiques et juridiques de l'intervention des communes). Recherche libre, financée par la Chaire. Responsable: Horber-Papazian K., Me Wisard N. Début du mandat en 2007, fin prévue pour 2008. L'objectif de cette collaboration est de mettre à disposition des communes un manuel leur permettant de connaître les moyens d'intervention des communes face à la Confédération et aux cantons.

Répartition des tâches (Répartition des tâches entre les communes et les cantons en Suisse). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Horber-Papazian K. Collaboratrice impliquée: Jacot-Descombes C. Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2011. Les réformes liées à la répartition des tâches entre les cantons et les communes et les questions qu'elles soulèvent feront l'objet d'un projet de doctorat dans l'unité. Ce projet s'inscrit dans la recherche FNS «Challenges to local Government». Il est l'un des quatre champs d'étude qui sera développé afin d'appréhender les nouveaux défis que connaissent aujourd'hui les communes en Suisse.

Sustainable Design. Recherche appliquée, financée par la HES-SO. Responsable: Horber-Papazian K. Collaborateur impliqué: Dubas D. Début du mandat en 2006, fin prévue pour 2008. Ce projet novateur en Suisse, initié par la Haute école d'arts appliqués de Genève et mené en collaboration avec le CUEH de l'Université de Genève et la Chaire, aborde la problématique du développement durable dans le domaine du design et de la formation. L'objectif du projet est d'élaborer des outils pédagogiques spécifiques aux besoins des hautes écoles d'arts appliqués en Suisse dans le but d'intégrer les principes du développement durable dans la recherche, l'enseignement, la formation continue et les prestations de service. Il est aussi prévu de développer un guide méthodologique sur le développement durable pour les designers ainsi que de mener des actions de sensibilisation sur l'impact d'arts appliqués dans le domaine du développement durable. Actuellement, aucune formation en design durable n'est proposée en Suisse. Ce projet permettra de lancer une réflexion générale sur l'implication du développement durable dans les filières d'arts appliqués de sorte à ce que le futur diplômé en design soit sensibilisé, dans les années à venir, aux nouvelles normes environnementale, sociales et économiques qui s'inspirent du développement durable.

Politiques publiques & durabilité

Impacts of market liberalization on the sustainability of network industries (Impacts of market liberalization on the sustainability of network industries: a comparative analysis of the civil aviation and railways sectors in Switzerland). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Nahrath S. Collaborateurs impliqués: Weidmann U. (ETHZ), Varone F. (UNIGE), Pflieger G. (EPFL), Csikos P. (IDHEAP). Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2009. Obtention d'un mandat de recherche du Fonds National Suisse, début des travaux: janvier 2009.

Institutional Regimes for Sustainable Collective Housing Stocks. Recherche appliquée, financée par le FNS, Div. 4, PNR 54. Responsable: Knoepfel P., Kohler N. Collaborateurs impliqués: Nicol L., ETHZ, Universitat Autònoma de Barcelona. Début du mandat en 2005, fin prévue pour 2008. This project postulates that the sustainability of collective housing stocks, which varies considerably in time and in space, depends on related public policy requirements and on varying use and property rights' structures. By means of the concept of institutional regimes, which combines property rights (institutional economics) and public policies (policy analyses) within a single analytical concept, the study analyses eight selected housing stocks stemming from Switzerland (four), Germany (two) and Catalonia (two). The results of this international study consist of a comparative analysis of key variables both on the level of their institutional regimes. It aims at identifying regime components that are empirically proved to promote or hamper the sustainable development of the housing stocks. Upon conclusion of the research, public and private actors will have at their disposal the knowledge to make rational and legitimate decisions regarding building and urban renewal, and the ability to create innovative legislation at the housing policy level, all within the framework of sustainable development.

Le paysage comme ressource (Le paysage comme ressource: recherche comparative franco-suisse). Recherche appliquée, financée par le Ministère Français de l'équipement. Responsable: Knoepfel P. Collaborateurs impliqués: Gerber J.-D. (Dr), Larrue C. (Prof.), Université de Tours. Début du mandat en 2005, fin prévue pour 2009. Le projet proposé s'inscrit en prolongement de la thèse de doctorat de J.D. Gerber (2005): il vise à développer l'application du cadre d'analyse des régimes institutionnels à la ressource paysage, en élargissant l'étude au contexte français. Deux études de cas seront réalisées en Suisse et deux en France. Les différents acteurs qui utilisent le paysage seront mis en évidence. Les appropriateurs externes, qui résident à l'extérieur de la zone considérée, mais qui orientent les flux de visiteurs, feront l'objet d'une attention particulière.

New rurality (New rurality – towards an integrated institutional regime for sustainable development). Programme SYSTERRA de l'Agence nationale de recherche de France. Recherche libre, financée par l'ANR. Responsable: Knoepfel P. Collaborateurs impliqués: Larrue C. (CITERES, Université de Tours, France), Leading House, Bressers H. (CSTM, Université de Twente, Pays-Bas). Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2011. The main ambition of this research is to understand the processes in the «new rural area», the «fourth zone». Its objectives can be defined as follows:

1. to identify, make visible and characterize the reality of this fourth zone as a new rural area
2. to identify and make visible the rules governing rural land uses and to assess their ability to meet the new demands for rural areas (ecological, recreation, tourism etc.) arising from policies supporting rural development
3. to show how different institutional regimes and governance structures, stemming from different countries, affect the sustainability of rural land uses notably in relation to ecosystems
4. to formulate recommendations for policy makers at different decision-making levels that will enable a sustainable rural development.

The innovative aspects of this project consist in the use of the Institutional Regime of Natural Resources theory for the «rural land resource». Indeed, the project will test a conceptual framework aimed at identifying governance processes and institutions to foster sustainable land use management in rural areas and maintain ecosystem functions. In the project, rural land will be considered as a resource which produces goods and services; the main hypothesis of the project is that the diversification of activities in rural areas produces new rivalries between the users of the goods and services provided by the land resource. To ensure sustainable development of rural areas, these new rivalries need to be controlled via the production of a more integrated institutional regime. It is this production process that the project will analyse in order to make recommendations about implementing appropriate measures to accompany the rural development policy.

Politique de la mémoire (Séjour de recherche au sein de Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa). Recherche appliquée, financée par la Chaire. Responsable: Knoepfel P. Collaboratrice impliquée: Olgiati M. Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2008. Séjour de recherche de 5 mois visant à étudier la nouvelle politique de gestion de l'information et de tenue des documents au niveau fédéral au Canada.

Projet climat (Analyse du régime international de gestion du climat sous l'angle des victimes actuelles et futures). Recherche libre, financée par la Chaire. Responsable: Knoepfel P. Collaborateur impliqué: Dupuis J. Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2011. La recherche proposée poursuit trois axes consécutifs. Premièrement, il s'agit d'évaluer la durabilité des politiques de gestion du climat, en examinant la pertinence du régime international et des changements intervenus en 2001. Dans ce dessein nous mènerons une analyse en termes de bien et services (chose encore inédite) afin d'identifier les rivalités et synergies entre les différentes activités et usages affectant positivement ou négativement le système climatique. Deuxièmement, nous expliquerons les causes de ces changements, notamment l'évolution des stratégies d'atténuation des émissions vers des stratégies d'adaptation. Une analyse, centrée sur les acteurs, leurs ressources et les règles institutionnelles activées (notamment les principes de justice internationale), permettra de rendre compte des intérêts spécifiques qui ont mené au choix de certains instruments au détriment d'autres et d'identifier les gagnants et les perdants de ce processus décisionnel. Enfin troisièmement, partant du constat que les intérêts des pays vulnérables aux changements climatiques sont toujours faiblement considérés par les politiques actuelles, le dernier axe de recherche vise à explorer les voies judiciaires, contractuelles (bilatérales/multilatérales) et de droit privé qui permettraient d'offrir des compensations aux victimes de dégâts causés par le réchauffement climatique.

Projet INTERREG «Alpeau». Eaux et forêts – démonstration des opportunités qu’offrent les espaces forestiers pour accompagner le déploiement de la directive cadre sur l’eau). Recherche appliquée, financée par le programme INTERREG de la Confédération. Responsable: Knoepfel P. Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2011. L’objectif est de montrer comment les forêts et la sylviculture peuvent contribuer à l’application de la directive cadre sur l’eau (TCE), et aider à atteindre ses objectifs. Le projet vise à apporter et partager des connaissances et des expériences de bonne pratique forestière en France et en Suisse. L’IDHEAP est en charge du volet de l’encadrement institutionnel du partenariat entre exploitant des forêts et gestionnaire des eaux potables sur sept sites (Chambéry, Moises-Forchat/Haute-Savoie, Arve/Haute-Savoie, Broye vaudoise et fribourgeoise, la Côte vaudoise, Jorat lausannois, Gorges de la Reuze). Préparation et dépôt de la requête, début des travaux 2009.

Propriété foncière et aménagement durable du territoire. (Les stratégies politiques et foncières des grands propriétaires fonciers collectifs en Suisse et leurs effets sur la durabilité des usages du sol). Recherche appliquée, financée par le FNS, Div. 1. Responsable: Knoepfel P., Nahrath S. Collaborateurs impliqués: Gerber J.-D., Fauconnet M., Csikos P., Armasuisse, Pro Natura, ARE, OFS. Début du mandat en 2005, fin prévue pour 2009. L’objectif de ce projet consiste à analyser le rôle des grands propriétaires fonciers collectifs (caisses de pension, banques, assurances, sociétés immobilières, État et autres collectivités publiques, sociétés commerciales et industrielles, fondations, associations de protection de la nature, de l’environnement et du patrimoine bâti, etc.) – ainsi que des stratégies politiques et foncières qu’ils développent en vue de la valorisation de leur patrimoine – dans les processus d’aménagement du territoire. Nous émettons ainsi l’hypothèse qu’il existe un lien de causalité entre les différentes variables suivantes: (1) la structure de distribution de la propriété foncière dans l’espace à aménager; (2) l’«identité» socio-juridique, ainsi que les règles décisionnelles internes relatives à la gestion du patrimoine foncier et immobilier, des principaux propriétaires fonciers collectifs ayant des intérêts fonciers et/ou immobiliers dans ce même espace; (3) les objectifs d’aménagement poursuivis par les acteurs responsables de la mise en œuvre de la politique d’aménagement du territoire; (4) les stratégies (politiques et/ou foncières) développées par les propriétaires afin de peser sur les choix relatifs à la définition des zones et à l’affectation du sol; et finalement; (5) les effets en termes de durabilité de l’affectation et des usages effectifs du sol par les propriétaires découlant de l’ensemble de ces processus.

Régimes institutionnels de ressources infrastructurelles (Régimes institutionnels de ressources infrastructurelles: réseaux d’électricité, eau potable et eaux usées). Recherche appliquée, financée par la Chaire. Responsable: Knoepfel P. Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2011. Ce projet faisant partie du module «Régimes institutionnels de ressources» du Pro*Doc en administration publique vise à analyser le fonctionnement des régimes institutionnels, mis en place pour l’exploitation et le maintien de différents réseaux collectifs de services publics sous l’angle du développement durable, en vue de proposer d’éventuelles modifications au niveau des droits de propriété et d’usage ainsi qu’au niveau des politiques publiques garantissant mieux leur maintien à long terme et leur exploitation économiquement, socialement et écologiquement durable.

Politiques sociales

Adapting mature welfare states to new structures of social risk. Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Bonoli G. Collaborateur impliqué: Berclaz, M. Début du mandat en 2007, fin prévue pour 2010. The objective of this project is to identify the factors and the mechanisms that account for the development of policies that provide coverage against new social risks (NSR) in advanced welfare states. NSR are understood as individual level welfare losses associated with the socio-economic transformations that have brought postindustrial societies into existence: deindustrialisation, the massive entry of women into the labour force, increased family instability and the destandardisation of employment. New social risks include long-term unemployment, being a working poor, being a single parent, facing difficulties in reconciling work and family life, and having insufficient social security coverage.

GOSPE (The Governance of Supplementary Pension schemes in Europe). Recherche libre. Responsable: Bonoli G. Début du mandat en 2008, fin prévue pour 2009. The project compares the varying shift towards and the particular governance modes of supplementary private pensions across Europe and aims at investigating the different impact on individual participation in private pensions during work-life and on the subsequent income situation in old age. It will study how different social groups (such as the full-time versus part-time employed, normal versus atypical workers) are insured through supplementary pensions, how their stake-holder interests are represented in such funds, and how their retirement income will be affected. Countries covered include: Germany, Switzerland, Sweden, Denmark, Belgium, the Netherlands, France, and the UK.

RECOWE (Reconciling work and welfare in Europe, Network of excellence financed under FP 6). Recherche libre, financée par l'UE. Responsable: Bonoli G. Collaborateurs impliqués: Berclaz M., Bertozzi F. Début du mandat en 2006, fin prévue pour 2011. The paramount objective of RECOWE is to create a new and durable and tightly integrated European research network, overcoming the chronic fragmentation and dispersion of existing research into the areas of employment and labour markets on the one hand, and welfare regimes, on the other. At present these two domains are often investigated in almost total isolation from each other. Their connection will vastly improve our understanding of recent and current changes in the crucial relationship and interface between the two domains. The ultimate aim is to contribute to reconciling work and welfare (hence the acronym RECOWE), and thereby maintaining and renewing the European social model, briefly characterized as the capacity for combining strong economic growth and competitiveness with a commitment to a high level and quality of employment and social protection.

Ressources humaines

Après-fonctionariat (L'après-fonctionariat: un modèle approprié pour relever les défis de l'État au XXI^e siècle?). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Emery Y. Collaborateurs impliqués: Wyser C., Sanchez J., Quarroz S. Début du mandat en 2006, fin prévue pour 2009. La recherche vise à mieux connaître ce que vivent les agents publics de «l'après-fonctionariat», leurs valeurs, normes éthiques et principaux facteurs de motivation. Elle a pour but de mettre en exergue les principaux sous-mondes de l'après-fonctionariat, soit les communautés de valeurs et de références à l'intérieur des services publics, qui fondent les nouvelles identités des femmes et des hommes engagés dans les organisations publiques du XXI^e siècle.

Histoire de vie des fonctionnaires (Les agents publics dans un environnement fortement évolutif: perception des enjeux, stratégies adaptatives et impact sur les performances individuelles et collectives). Recherche libre, financée par la Chaire. Responsable: Emery Y. Collaboratrice impliquée: Martin N. Début du mandat en 2005, fin prévue pour 2008. Une nouvelle recherche a été lancée avec comme but d'identifier et d'analyser les principaux enjeux, positifs et négatifs, que les agents publics perçoivent par rapport aux changements introduits dans leurs services, leurs stratégies d'adaptation, ainsi que l'impact de ces nouvelles réalités sur la qualité et la productivité au travail. D'autres aspects importants sont également abordés, comme les relations entre collègues et avec les supérieurs.

Systemes d'information

iVote.ch. Recherche appliquée, financée par la Chaire. Responsable: Chappelet J.-L. Collaborateurs impliqués: Kilchenmann P., Smartvote.ch. Début du mandat en 2005, fin prévue pour 2009. Ce projet a évolué vers une coopération avec le site www.smartvote.ch pour la prise en compte des votations par ce système qui ne traitait jusqu'alors que des élections fédérales et cantonales.

OMCES-CTI (Outils de management de la connaissance pour événements sportifs). Recherche appliquée, financée par la CTI. Responsable: Chappelet J.-L. Collaborateurs impliqués: Favre N., HES-SO Valais, Valais Excellence. Début du mandat en 2007, fin 2008. Ce projet consistait à développer une base de données des événements sportifs importants en Suisse et des outils visant à faciliter leur management et évaluation dans le but de capitaliser sur les connaissances acquises lors de l'organisation de ces événements. Il a notamment permis d'avoir une vue d'ensemble des championnats du monde et d'Europe organisés en Suisse depuis 1995. Le prototype élaboré avec Valais Excellence et la HES-SO Valais permet de visualiser l'impact d'un événement selon les dimensions du développement durable. Cf. http://newsletter.epfl.ch/alliance/newspaper-article?np_id=572&np_eid=52&catid=9.

PASES-FNS (Politiques d'accueil systématique d'événements sportifs). Recherche libre, financée par le FNS. Responsable: Chappelet J.-L. Collaborateur impliqué: Mutter O. Début du mandat en 2007, fin prévue pour 2009. De nombreuses villes, régions ou pays souhaitent accueillir des événements sportifs. Ainsi, 9 villes ont officiellement fait acte de candidature pour l'accueil des Jeux olympiques d'été de 2012, finalement attribués à Londres, alors qu'un processus de sélection interne avait déjà eu lieu dans les pays concernés. Les coûts astronomiques liés à l'organisation de ces grandes manifestations sportives ne semblent en rien freiner l'engouement actuel des villes, des régions et des pays candidats. Conscientes que les grandes manifestations sportives peuvent constituer un puissant vecteur de promotion économique et touristique, voire de développement territorial, des collectivités publiques commencent à imaginer des politiques d'accueil systématique de ces événements. Cela se vérifie tant dans le cas de villes (Lausanne, Rotterdam, Vancouver, ...) que de régions (Savoie, Irlande du Nord, État de Victoria en Australie, ...) et de pays (Canada, Danemark, Qatar, Afrique du Sud, ...). Notre objectif est d'étudier ces politiques publiques émergentes, en vue de pouvoir les évaluer et les perfectionner, voire faciliter leur mise en place au sein d'autres collectivités publiques. À ce jour, la Suisse ne possède pas de politique d'accueil systématique d'événements sportifs. Dans son «Concept pour une politique du sport en Suisse» qu'il a adopté en l'an 2000 déjà, le Conseil fédéral exprime cependant clairement sa volonté de mettre en place une telle politique. Des travaux de recherche portant sur cette problématique seront fort utiles pour aider le gouvernement suisse dans sa tâche. Notre étude présente également l'intérêt de se situer aux frontières de différentes disciplines et d'explorer un domaine de recherche innovant. Une thèse de doctorat est préparée dans le cadre de ce projet.

Europe & mondialisation

Mise en place d'un régime d'asile européen commun. Bilan de l'application des instruments existants et propositions pour le nouveau régime. Recherche libre, financée par l'UE. Responsable: De Bruycker P. et Maiani F. Collaborateurs impliqués: Vevstad, V., Réseau ODYSSEUS. Début du mandat en 2009, fin prévue pour 2010. Établissement d'un bilan critique des mesures adoptées par l'UE dans le domaine de l'asile, tenant compte des rapports d'évaluation publiés par la Commission européenne et donnant, le cas échéant, une appréciation critique de ces rapports; formulation de propositions concrètes au PE concernant la nouvelle génération d'actes législatifs en discussion à partir de fin 2010. L'équipe de recherche est coordonnée par De Bruycker P. (ULB, Coordinateur du réseau ODYSSEUS) et Maiani F. (IDHEAP, SPAN) travaillera sur le volet de la recherche consacré au système de Dublin en collaboration avec V. Vevstad (Indépendante; collab. ISF, Oslo).

INDICATEURS RECHERCHE

Personnel scientifique	2004	2005	2006	2007	2008
Professeurs	8.48	8.60	9.98	8.98	11.48
Membres du Corps intermédiaire	19.06	18.27	21.29	22.95	25.88
Total EPT	27.4	26.87	31.27	31.93	37.36
Nombre de doctorants internes	6	6	10	7	12
Nombre de doctorants externes	4	3	2	2	1

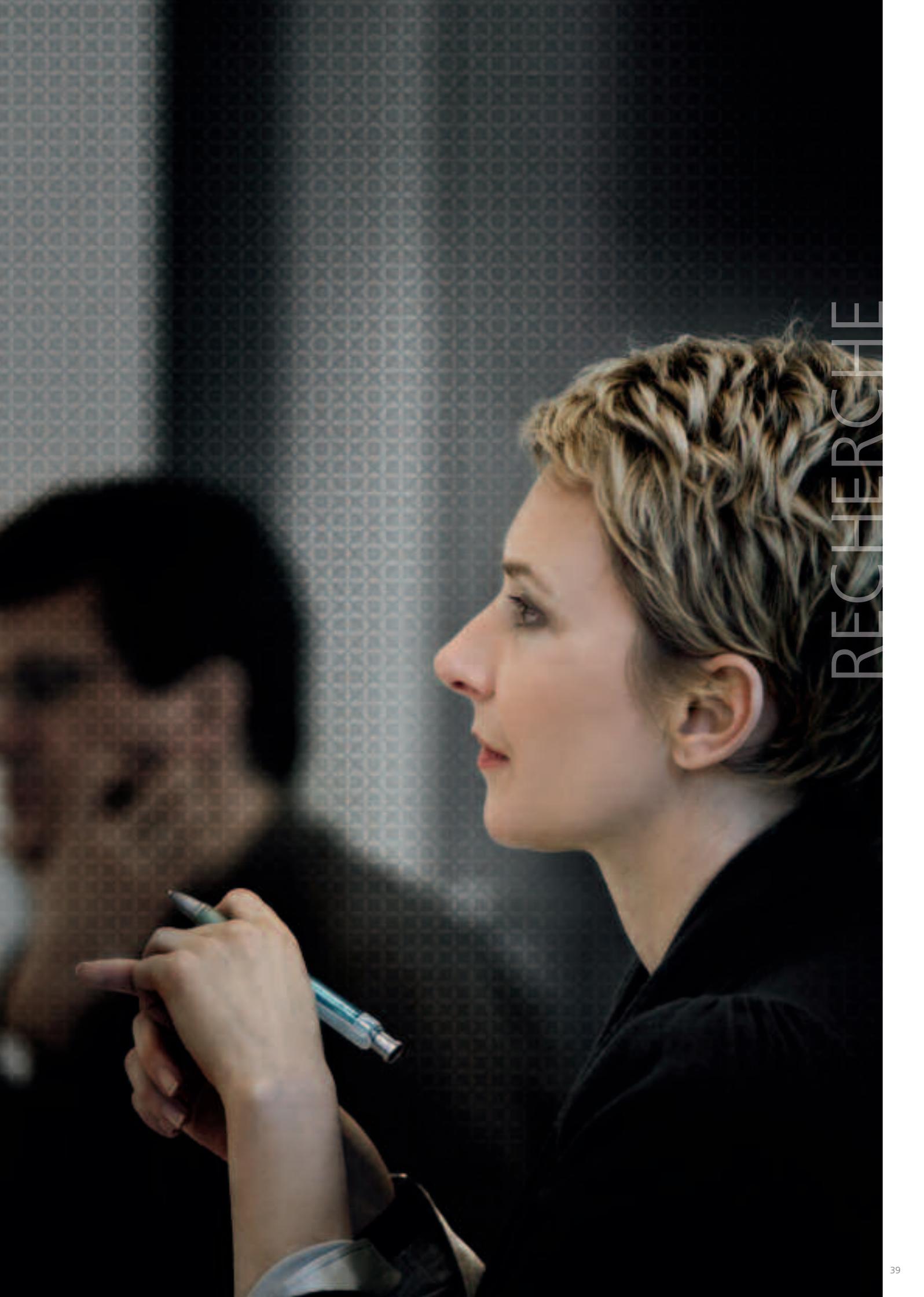
Publications à caractère scientifique	2004	2005	2006	2007	2008
Ouvrages publiés (seul, collectivement ou coordonné)	11	12	12	11	9
Articles dans revue scientifique (peer reviewed)	20	11	15	22	29
Chapitres dans ouvrage scientifique coordonné	16	33	52	26	18
Cahier de l'IDHEAP	6	5	4	4	9
Working Papers de l'IDHEAP	10	6	17	8	18
Articles de vulgarisation dans quotidiens, magazines	17	11	10	31	19

Bases bibliométriques

SCI (Science Citation Index)	PUB (publications)	1	1	1	0	2
	CIT (citations)	5	3	5	3	9
SSCI (Social Science Citation Index)	PUB	4	1	3	3	5
	CIT	37	28	60	48	67
WPSA (World Political Science Abstracts)	PUB	6	3	2	4	4
	CIT	67	42	3	0	16
<i>Mot clé de recherche pour les index ci-dessus: «cNom» des Professeurs, sans les autres collaborateurs</i>						
Google Scholar (à titre indicatif)			1648	1573	1777	2314
<i>Mot clé de recherche dans Google.scholar.com: «Prénom Nom»</i>						

Comités	2004	2005	2006	2007	2008
Appartenances au comité d'édition (Editorial board) de revues scientifiques (Peer Reviewed)	11	11	11	16	13
Membres de comités de programmes de conférences scientifiques	5	9	11	4	5

Projets de recherche	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de projets FNS en cours	5	7	8	12	12
Nombre de projets CTI en cours	–	1	1	1	1
Nombre de projets UE en cours	2	3	3	2	3
Autres projets financés en externe	12	10	6	7	7



RECHERCHE

EXPERTISES

Quarante mandats d'expertise et de conseil ont été réalisés par les Chaires en 2008.

Finances publiques

DDC-TAX. «Backstopping» sur les questions de fiscalité en lien avec les questions de développement. Responsable du projet: Soguel N. Mandant: Section des Questions globales et du développement durable (GISD) de la Direction de la coopération et du développement (DDC). Début du mandat en avril 2007, fin en octobre 2008.

DEXIA. DEXIA Volet institutionnel des cantons suisses. Responsable du projet: Soguel N. En collaboration avec Bizzozero G., Ziehli S. Mandant: Banque Dexia Paris. Début du mandat en octobre 2008, fin en janvier 2009.

GE-OBSEP. Observatoire du nouveau fonctionnement de l'enseignement primaire. Responsable du projet: Huguenin J.-M. Mandant: Présidence du Département genevois de l'instruction publique. Début du mandat en novembre 2008, fin en décembre 2008.

SRS-CSPCP. Conseil suisse de présentation des comptes publics. Responsable du projet: Soguel N. En collaboration avec Ziehli S. Mandant: Département fédéral des finances & Conférence des directeurs cantonaux des finances. Début du mandat en juin 2008. Le Conseil suisse de présentation des comptes publics répond au besoin de promouvoir l'harmonisation, la comparabilité et la transparence des états financiers des trois niveaux de collectivités publiques: Confédération, cantons et communes. Il a été créé par la volonté de la Conférence des directeurs cantonaux des finances et du Département fédéral des finances. Ses tâches sont les suivantes:

- (a) élaborer des recommandations pour répondre aux questions pratiques qui se posent aux collectivités publiques lors du passage au nouveau modèle harmonisé (comprenant l'introduction de nouvelles normes comptables en adéquation avec les normes internationales de comptabilité dans le secteur public, International Public Sector Accounting Standard-IPSAS),
- (b) suivre et commenter la manière dont les collectivités appliquent le nouveau modèle et les normes de présentation des comptes,
- (c) définir et faire valoir, au plan international, la position et les intérêts des trois niveaux institutionnels suisses en matière de présentation des comptes publics, notamment vis-à-vis de l'International Public Sector Accounting Standards Board,
- (d) suivre l'évolution de la présentation des comptes dans d'autres domaines – normes du secteur privé (RPC, IFRS) et normes internationales (FMI, UE) – afin de maintenir une certaine analogie entre les règles du secteur public suisse.

Le Conseil est composé de 16 membres représentant les instances concernées au niveau fédéral, cantonal et communal. La Présidence et le Secrétariat sont confiés à l'IDHEAP et à sa Chaire de finances publiques. www.srs-cspcp.ch.

TAX-Thai. Conference for the Revenue Department of Thailand. Responsable du projet: Chatagny F., Soguel N. En collaboration avec Hausmann B., Pedrojetta S. Mandant: Revenue Department of Thailand. Début du mandat en décembre 2007, fin en février 2008. Organisation de deux matinées de conférences pour le compte du département thaïlandais des contributions. 7 conférenciers suisses ont traité des sujets suivants: risk management in tax collection, strategic management, fiscal equalization policy, tax competition and ecological taxation.

VD-DELP-PP. Rapprochement des communes de Denges, Lonay, Echendens, Préverenges: Phase préliminaire. Responsable du projet: Soguel N. En collaboration avec Léchet G., Chatagny F. Mandant: Groupe de travail des Syndics des communes concernées. Début du mandat en juin 2007, fin en mars 2008.

VS-BMCMMS. Évaluation de l'efficacité des centres médico-sociaux. Responsable du projet: Soguel N. En collaboration avec Huguenin J.-M. Mandant: Service de l'action sociale, État du Valais. Début du mandat en avril 2007, fin en mars 2008.

Marketing public

Caisses publiques de chômage. Analyse des situations organisationnelles et de la gouvernance des caisses publiques cantonales de chômage. Responsable du projet: Pasquier M. En collaboration avec Larpin B. Début du mandat en janvier 2007, fin en septembre 2008. L'objectif principal de ce mandat confié par l'Association des caisses publiques de chômage de Suisse et de la Principauté du Liechtenstein (VAK) est d'étudier et de comparer les «modèles» des caisses publiques de chômage sous les angles juridiques, organisationnels et managériaux. Il s'agit donc d'inventorier les avantages et inconvénients des différentes solutions choisies par les cantons et de les étudier dans une logique comparative.

Évaluation LTrans. Évaluation de la Loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration. Responsable du projet: Pasquier M. En collaboration avec Meilland P., Holsen S. Mandant: Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence. Début du mandat en octobre 2008, fin en juin 2009. La LTrans est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Cette évaluation vise à étudier la mise en œuvre de cette loi dans l'administration et de la procédure de médiation correspondante ainsi que le nombre et le type de requêtes faites auprès des administrations. Les premiers effets ainsi que les difficultés rencontrées font aussi l'objet de cette évaluation.

NPR Fribourg. Aspects organisationnels et de gouvernance dans la mise en œuvre de la Nouvelle politique régionale de la Confédération. Responsable du projet: Pasquier M. Mandant: Promotion économique du canton de Fribourg. Début du mandat en mars 2008, fin en avril 2009. Les incidences de la nouvelle loi fédérale sur la politique régionale du 6 octobre 2006 sur les cantons sont importantes (changement de paradigme dans les projets soutenus, réduction des moyens mis à disposition, possibilité pour des acteurs privés d'obtenir des projets, etc.). Nombre d'entre eux ont été amenés à adapter leur politique et leur pratique en matière de politique régionale. Ce mandat vise à proposer des solutions dans la mise en œuvre et la gouvernance de la NPR dans le canton de Fribourg.

Pro*Doc in Public Administration. Formation doctorale en administration publique. Responsable du projet: Pasquier M. avec Prof. Peter Knoepfel (IDHEAP), Prof. Marco Meneguzzo (Université de la Suisse Italienne), Prof. Ioannis Papadopoulos (Université de Lausanne), Prof. Norbert Thom (Université de Berne). En collaboration avec Fivat E. Mandant: Fonds national suisse de la recherche scientifique. Début du mandat en octobre 2008, fin en septembre 2011. Le Pro*Doc en Administration publique est un programme combinant des activités de recherche (modules de recherche) et une formation doctorale commune à l'ensemble des chercheurs concernés (module de formation). Cette dernière, objet de ce projet, est articulée autour de 5 axes. Le premier comprend des cours obligatoires pour tous les doctorants. Il s'agit d'une part de cours permettant de parfaire les connaissances des systèmes politico-administratifs nationaux et internationaux et d'autre part de cours de méthodologie apportant les connaissances et techniques indispensables à la recherche doctorale. Le deuxième axe tient compte des orientations de recherche des doctorants puisqu'il demande à ceux-ci de suivre des cours en lien avec leur thème de recherche. Le troisième axe a pour objectif d'amener les doctorants à présenter l'état de leurs recherches dans le cadre de colloques qui se dérouleront à l'intérieur des modules de recherche. Dans le prolongement de l'axe précédent, le quatrième axe vise à ce que les doctorants communiquent les résultats de leurs travaux dans le cadre de congrès ou de publications dans des revues académiques. Ils sont ainsi confrontés aux exigences du monde universitaire et soumettront leurs résultats à la critique. Les cours et tâches liés aux 4 axes sont obligatoires et seront valorisés au travers du système de crédits ECTS (30 au total). Le dernier axe prévu dans le programme est facultatif et ne donne pas droit à des crédits. Il s'agira de donner la possibilité aux doctorants d'améliorer leurs compétences de rédaction et présentation, leurs compétences pédagogiques et leurs compétences sociales.

SPAN. Swiss Public Administration Network. Responsable du projet: Pasquier M., en collaboration avec le Prof. Andreas Lienhard (Université de Berne), Prof. Marco Meneguzzo (Université de la Suisse Italienne), Prof. Ioannis Papadopoulos (Université de Lausanne). Mandants: Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche (SER) et Conférence Universitaire Suisse (CUS). Début du mandat en janvier 2008, fin en décembre 2011. Le Swiss Public Administration Network vise le renforcement du Master en politique en management publics et la réalisation d'un programme de recherches interdisciplinaires sur la gouvernance des systèmes politico-administratifs. Le Master PMP est un master spécialisé. Il consiste en une première année interdisciplinaire donnée à Lausanne ou à Berne et en une deuxième année d'orientation suivie sur l'un des sites (avec la collaboration des Universités de Genève et Neuchâtel). Les enseignements dans le Master PMP ainsi que la conduite des activités de recherche sont possibles grâce au recrutement de 9 professeurs assistants engagés en 2008 par les partenaires du projet (voir page 5).

Politiques institutionnelles

BADAC. Base de données des cantons et villes suisses. Responsable du projet: Ladner A. et Koller C. Mandant: Conférence des directeurs des finances et des chancelliers des cantons suisses. cf. www.badac.ch

Switzerland: Local Government, Direct Democracy and E-Voting. Switzerland: Local Government, Direct Democracy and E-Voting. Referat gehalten vor einer Delegation des norwegischen Kommunal- und Regionaldepartements. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: Delegation des norwegischen Kommunal- und Regionaldepartements. Septembre 2008.

Die SP als Mitgliederpartei – Sektionslandschaft im Umbruch. Referat gehalten vor der Geschäftsleitung der SP Kanton Bern. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: der Geschäftsleitung der SP Kanton Bern. Novembre 2008.

E-tools for civic education. Referat gehalten zusammen mit Giorgio Nadig an einer Konferenz über Civic Education an der Universität von Montréal. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: Universität von Montréal. Juin 2008.

E-Voting = smartvoting. Referat gehalten an einem Informationskränzchen der HSG organisiert von Prof. Urs Gasser. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: Prof. Urs Gasser. Octobre 2008.

Ein paar Gedanken zur Positionierung der politischen Parteien und zu ihren Erfolgsaussichten für die Legislatur 2008 – 2011. Klausurtagung der CVP Parlamentarier der Bundesversammlung in Nottwil. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: PDC. Janvier 2008.

Governance and E-Governance. Referat gehalten an einem Workshop in Münchenwiler organisiert von der ICT Kommission der SATW. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: ICT Kommission der SATW. Novembre 2008.

Kinder und Jugendliche in der Politik, wie soll ihr Interesse geweckt werden? Referat gehalten an der Sommerakademie «für das Leben lernen» in Engelberg. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: Sommerakademie. Juillet 2008.

The Swiss Political System. Referat gehalten vor chinesischen Verwaltungskader im Rahmen eines von der HSG organisierten Sino-Swiss Weiterbildungsprogramms. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: HSG. Mai 2008.

État des communes dans le canton de Vaud. L'analyse se base sur les données de l'enquête auprès des secrétaires communaux suisses qui a lieu régulièrement depuis 1988. Responsable du projet: Ladner A. Mandant: Services des communes et des relations institutionnelles du canton de Vaud.

Évolution de la population étrangère. Comparaison des effectifs et de la charge de travail des services de migration dans les cantons (BE, GE, SG, TI, VD, VS, ZH). Étude préliminaire. Responsable du projet: Koller C. Mandant: Service de la population du canton de Vaud (SPOP).

Politiques locales & évaluation

Conseil Municipal de Monthey. Mode de fonctionnement du Conseil municipal de Monthey: dicastères et organisation des services. Responsable du projet: Horber-Papazian K. En collaboration avec Ehrler J., Laessle M. Mandant: Ville de Monthey. Début du mandat en avril 2008, fin en avril 2009. Lors de la votation populaire du 24 février 2008, la population de Monthey a approuvé la réduction des membres de son Conseil municipal. Celui-ci est passé de 15 à 9 membres. Le mandat consiste en l'élaboration d'un nouveau modèle d'organisation pour l'administration de Monthey.

Évaluation CFE. Évaluation du programme d'intégration de la Commission Fédérale des Étrangers. Responsable du projet: Horber-Papazian K. En collaboration avec Schmidt N. Mandant: Office fédéral des migrations (OFM). Début du mandat en

mars 2006, fin en mars 2008. Le «programme de la promotion de l'intégration de la Confédération 2004-07» vise le renforcement de l'intégration de la population étrangère en Suisse. Ce programme fait l'objet d'une évaluation concomitante de ses prestations et de ses effets. Elle est menée en collaboration avec Interface (Lucerne).

Promotion Intégration. Integrationsförderung des Bundes: Evaluation Schwerpunkt 1 des Schwerpunktteprogramms. Responsable du projet: Horber-Papazian K., Hammer S. (Infras, Zürich). En collaboration avec Ehrler J. Mandant: Office fédéral des migrations (ODM). Début du mandat en mai 2008, fin en décembre 2012. Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les étrangers, la collaboration entre Confédération et cantons a été redéfinie. Dès lors, les mesures d'intégration dans le cadre du programme des points forts ne seront plus directement financées par projet, mais par le moyen d'une convention-cadre entre l'ODM et les responsables cantonaux. Le mandat porte sur le point fort 1 «langue et formation». Dans une première phase, il s'agit d'accompagner l'ODM dans la mise en place du nouveau dispositif de financement et de contrôle. Dans une deuxième phase, les résultats des mesures seront analysés moyennant une méta-évaluation des rapports cantonaux.

LASV. Évaluation de la LASV. Responsable du projet: Horber-Papazian K., Bolini G. En collaboration avec Ehrler J., Berclaz M. Mandant: Administration cantonale vaudoise (DSAS et DEC). Début du mandat en mars 2008, fin en mai 2009. Le Grand Conseil vaudois a voté le 2 décembre 2003 la loi sur l'action sociale vaudoise (LASV) en remplacement de la loi sur la prévoyance et l'aide sociale (LPAS). Cette nouvelle loi propose de refondre le dispositif d'aide sociale du Canton de Vaud afin de l'adapter aux nouveaux besoins de la population en matière d'aide sociale. Le point fort de cette réforme réside dans la suppression de l'ASV et du RMR au profit de l'unique revenu d'insertion (RI). Les enjeux principaux d'une évaluation de la LASV relèvent donc autant de la pertinence du modèle du RI avec les problèmes à résoudre que de la manière dont il est mis en œuvre.

Projet Jeunes. Évaluation des mesures de réinsertion professionnelle des personnes de moins de 30 ans. Responsable du projet: Horber-Papazian K. En collaboration avec Ehrler J., Felix A. Mandant: Département de l'économie du canton de Neuchâtel. Début du mandat en septembre 2008, fin en mars 2009. Suite à l'adoption du rapport «Mesures d'insertion» par le Grand Conseil en décembre 2006 et à l'entrée en vigueur de la loi sur le fonds pour l'insertion professionnelle des personnes de moins de 30 ans en janvier 2007, un dispositif de réinsertion professionnelle sous le nom «Projet jeunes» a été mis en place dans le canton de Neuchâtel. L'objectif de ce programme consiste en la (ré)intégration des jeunes de moins de 30 ans émergeant à l'action sociale dans le marché du travail. L'évaluation porte sur l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de ce projet de (ré)insertion.

RI Métiers. Évaluation du «Projet RI Métiers». Responsable du projet: Horber-Papazian K. En collaboration avec Ehrler J., Laessle M. Mandant: Service Social Lausanne (SSL). Début du mandat en septembre 2008, fin en février 2009. Afin d'améliorer le suivi des personnes émergeant de l'aide sociale de la Ville de Lausanne, l'ASL a élaboré l'expérience pilote «Projet RI Métiers» qui est mise en application dans le Centre social de Lausanne depuis le début 2008. À travers une meilleure répartition des tâches et une coordination entre les assistants administratifs et sociaux, les prestations de l'aide sociale de la Ville devraient être améliorées. L'évaluation est appelée à analyser le niveau d'atteinte des objectifs fixés pour ce projet pilote.

Riviera. Pré-étude sur l'opportunité d'une fusion des dix communes de la Riviera. Responsable du projet: Horber-Papazian K., Ladner A. En collaboration avec Jacot-Descombes C., Fiechter J. Mandant: Conférence des syndicats. Début du mandat en août 2008, fin en août 2009.

SECO-ASRE. Gutachten Evaluationskonzept SERV (Expertise du concept d'évaluation de l'Assurance Suisse contre les risques à l'Exportation). Responsable du projet: Horber-Papazian K. En collaboration avec Ehrler J. Mandant: SECO (Secrétariat d'État à l'économie). Début du mandat en septembre 2008, fin en novembre 2008.

Site portail en français OIF. Animation d'un site internet en français, dédié au suivi et à l'évaluation des programmes et politiques publiques de l'Organisation internationale de la Francophonie. Responsable du projet: Horber-Papazian K. En collaboration avec le Fonds pour la Promotion des Études Préalables, Études Transversales et Évaluations. Mandant: Organisation internationale de la Francophonie. Début du mandat en novembre 2007, fin en février 2009.

Politiques publiques & durabilité

Analyse institutionnelle du Centre social protestant de l'État de Vaud. Responsable du projet: Knoepfel P. Mandant: Comité de l'association du Centre social protestant du canton de Vaud. Début du mandat en mars 2008, fin en juin 2008. Analyse du rôle des différents organes statutaires de l'Association pour le Centre social protestant du canton de Vaud et développement de quelques pistes pour rééquilibrer ce centre en vue d'une amélioration de ses prestations.

Développement durable – Jura. Responsable du projet: Knoepfel P. En collaboration avec Muenster M. (Sanu). Mandant: Assemblée inter-jurassienne. Début du mandat en février 2007, fin en décembre 2008. Analyse de deux variantes (variante des six districts et variante partenariat) sous l'angle du développement durable à l'aide de l'outil WinWin 22.

Développement durable – Thur. Responsable du projet: Knoepfel P. En collaboration avec Schenkel W. (Synergo), Varone F. (UNIGE). Mandant: Bundesamt für Umwelt (BAFU). Début du mandat en mars 2006, fin en mars 2008. Ressourcenregime (Hochwasser: Machbarkeitsstudie am Beispiel «Zweite Thurkorrektion»).

Évaluation des projets sous l'angle du développement durable (EDD/NHB, Nachhaltigkeitsbeurteilung). Responsable du projet: Knoepfel P., Muenster M. En collaboration avec le Groupe d'échange d'expériences. Mandant: ARE. Début du mandat en janvier 2008, fin en décembre 2008. Accompagnement scientifique du groupe d'expérience de l'office fédéral du développement du territoire/ARE, continuation du mandat d'expertise.

Fondation genevoise de l'animation socio-culturelle (FASe). Préparation et animation du forum de partenariat. Responsable du projet: Knoepfel P. Mandant: FASe. Début du mandat en novembre 2008, fin en novembre 2008. Préparation/impulsion du processus de restructuration 2009.

Memopolicy. Expertise, mise sur pied d'une politique nationale de la mémoire. Responsable du projet: Knoepfel P. En collaboration avec Olgiati M. Mandant: Office fédéral de la culture, Bibliothèque Nationale Suisse, Archives Fédérales. Début du mandat en septembre 2006, fin en décembre 2008. Travaux 2008: étude principale IV: Canada.

Administration publique du Kosovo. Étude de faisabilité de la mise en place d'un programme d'enseignement en administration publique. Responsable du projet: Knoepfel P. Mandant: Ministère de l'administration publique. Début du mandat en mars 2008, fin en mars 2009. Travaux préparatoires. Début du mandat formalisé: mars 2009.

Politiques sociales

Évaluation du RI. Évaluation du Revenu d'Insertion dans le canton de Vaud. Responsable du projet: Bonoli G., Horber-Papazian K. En collaboration avec Berclaz M. Mandant: SPAS-VD, SDE-VD. Début du mandat en mai 2008, fin en mai 2009. En 2006, le canton de Vaud a mis en place un nouveau dispositif pour la prise en charge des plus démunis: le revenu d'insertion (RI). Cette évaluation a pour objectif d'apprécier surtout la capacité du dispositif à remplir sa mission de réinsertion, notamment dans le marché du travail. Il est réalisé conjointement avec la Chaire Évaluation (Prof. Katia Horber-Papazian).

Évaluation MIF. Évaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle pour les admis provisoires (permis F) dans le canton de Vaud. Responsable du projet: Bonoli G. En collaboration avec Wichmann S. Mandant: SPOP-VD, SFM, Université de Neuchâtel. Début du mandat en novembre 2008, fin en octobre 2009. Suite à un changement législatif fédéral entré en vigueur en 2008, les admis provisoires ont désormais accès à des mesures de réinsertion professionnelle. Le mandat a pour objectif d'examiner le dispositif mis en place dans le canton de Vaud.

Évaluation des mesures LEAC et MIS. Évaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg. Responsable du projet: Bonoli G. En collaboration avec Berclaz M., Wichmann S. Mandant: Direction de la santé et de la sécurité sociale et Direction de l'économie, canton de Fribourg. Début du mandat en avril 2007, fin en janvier 2008. Les principaux objectifs de ce mandat étaient de procéder à une évaluation de l'efficacité et du fonctionnement du dispositif de réinsertion socioprofessionnelle du canton de Fribourg, en s'appuyant sur des méthodes quantitatives et qualitatives; de vérifier l'adéquation du dispositif au contexte socioéconomique du canton; de dégager des propositions pour ajuster voir renouveler le dispositif. Le mandat a été réalisé en collaboration avec le Prof. Yves Flückiger et le Dr Pierre Kempeneers, de l'Université de Genève.

Ré-Agir. Problèmes de santé et emploi. Pistes pour une évolution du programme Ré-AGIR. Responsable du projet: Bonoli G. En collaboration avec Berclaz M. Mandant: Service du personnel du canton de Vaud (SPEV). Début du mandat en août 2007, fin en février 2008. Ce mandat a pour but de procéder à une analyse ex-ante du programme Ré-AGIR mis en place par le SPEV. Il s'agit d'analyser le fonctionnement du programme Ré-Agir, puis de mettre le dispositif en perspective par rapport aux principaux enseignements de la littérature internationale et également de comparer le dispositif vaudois avec des expériences avec des objectifs similaires qui ont été mises en œuvre en Suisse.

Ressources humaines

AVOP. Association vaudoise des organismes privés pour enfants, adolescents et adultes en difficulté. Responsable du projet: Emery Y. En collaboration avec Gerber S. Mandant: AVOP. Début du mandat en octobre 2008, fin en mars 2009. Étude sur les conditions salariales des directeurs d'institution. Analyse et conception d'une grille classification salariale pour les postes de direction des institutions membres de l'AVOP.

CPA. Contrôle parlementaire de l'Administration. Responsable du projet: Emery Y. Début du mandat en janvier 2008, fin en décembre 2008. Expertise relative au projet d'évaluation du pilotage de la politique du personnel de l'administration fédérale.

FMEF. Fédération des magistrats, des enseignants et des fonctionnaires de l'État du Valais. Responsable du projet: Emery Y. En collaboration avec Gerber S. Mandant: FMEF. Début du mandat en mai 2008, fin en décembre 2008. Collaboration avec la fédération des magistrats des enseignants et des fonctionnaires de l'État du Valais (FMEF) pour étude des statuts du personnel suisse. Analyse comparative des statuts du personnel des cantons.

Vandœuvres. Analyse des missions et responsabilités d'un service communal. Responsable du projet: Emery Y. Mandant: Commune de Vandœuvres (GE). Début du mandat en janvier 2008, fin en décembre 2008.

Systèmes d'information

COE Autonomie. Étude sur l'autonomie des organisations sportives. Responsable du projet: Chappelet J.-L. En collaboration avec Bousigue A., Cohen B. Mandant: Conseil de l'Europe, accord partiel élargi sur le sport. Début du mandat en mai 2008, fin en décembre 2008. Ce mandat visait à réaliser une étude sur la notion d'autonomie des organisations sportives en Europe, d'un point de vue historique, juridique et économique, sur la base d'un questionnaire adressé aux gouvernements et aux organisations sportives faitières nationales et continentales en Europe. Cette étude a été présentée lors de la 11^e Conférence des ministres responsables du sport du Conseil de l'Europe et sera publiée comme monographie en 2009.

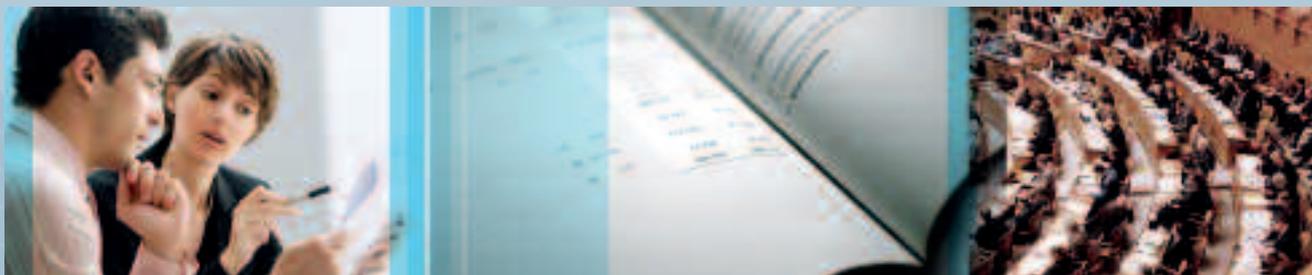
EFAP-WOTPA. Enquête sur les formations aux affaires publiques. Responsable du projet: Chappelet J.-L. En collaboration avec Favre N., Porcheron P., Kilchenman P. Mandant: Institut pour un débat sur la gouvernance (IRG), Paris. Début du mandat en août 2006, fin en décembre 2009. Cette enquête vise à répertorier et à comparer les principales formations aux affaires publiques dans le monde (aux niveaux bachelor, master, doctorat et executive education) et à rendre facilement accessible des documents dans ce domaine. Les données recueillies sont accessibles aux participants du projet grâce au site Internet www.wotpa.org qui sera le support principal d'un futur World Observatory in Teaching of Public Affairs (WOTPA).

Stratégie C3. Démarche stratégique auprès de l'université du 3e âge du canton de Vaud. Responsable du projet: Chappelet J.-L. Mandant: Connaissance 3. Début du mandat en mars 2007, fin en juin 2008. Ce mandat consistait à accompagner le conseil de fondation et le bureau du Conseil de Fondation Connaissance 3 dans la mise en œuvre d'une démarche stratégique dans cet organisme sans but lucratif au service de la formation continue des seniors (vision, mission, objectifs, axes, priorités, suivi).

Analyse de l'impact des droits populaires sur la candidature de Genève aux Jeux Olympiques d'hiver de 2018. Responsable du projet: Mutter O. Début du mandat en janvier 2008, fin en janvier 2008.

GEJO-2018. Accompagnement du Comité exploratoire pour une candidature de Genève aux Jeux Olympiques d'hiver de 2018. Responsable du projet: Chappelet J.-L. En collaboration avec Mutter O. Début du mandat en 2007, fin en décembre 2008.

CONSEIL SUISSE DE PRESENTATION DES COMPTES PUBLICS



Le Conseil suisse de présentation des comptes publics (SRS-CSPCP) a pour objectif de promouvoir l'harmonisation, la comparabilité et la transparence dans la présentation des comptes des collectivités publiques. Il observe en particulier les tendances qui se dégagent dans la mise en œuvre des recommandations du modèle de comptes harmonisés MCH2 pour les cantons et les communes, ainsi que la présentation des comptes de la Confédération. Il élabore des compléments et des éclaircissements en réponse aux questions pratiques que pose la présentation des comptes publics.

Le SRS-CSPCP a été créé en 2008 par la volonté du Département fédéral des finances et de la Conférence des directeurs cantonaux des finances. Pour l'heure le SRS-CSPCP n'a pas de forme juridique particulière. Cette dernière pourra être définie ultérieurement.

Le Conseil suisse de présentation des comptes publics est composé de 16 membres. De manière à représenter un large éventail d'intérêts, les membres proviennent de divers horizons. Les trois niveaux institutionnels – Confédération, cantons et communes – sont représentés en tenant compte des métiers de base et des régions linguistiques. Sont également représentés des membres du monde scientifique et économique.

La Présidence et le Secrétariat sont confiés à l'IDHEAP et à sa Chaire de finances publiques (Prof. Nils Soguel).

PUBLICATIONS



PUBLICATIONS ET CONTRIBUTIONS DES CHAIRES

Finances publiques (Prof. Nils Soguel)

Pour la neuvième année consécutive, la Chaire *finances publiques* a publié son **Comparatif des finances cantonales et communales** (Comparatif 2007). Bilingue allemand-français, l'opération inclut – outre les cantons – les résultats de treize villes (sept chefs-lieux des cantons latins, Berne, Coire, Lucerne, Schaffhouse, St-Gall et Zurich). Nous avons à nouveau pu compter sur la collaboration du magazine économique Bilan. Rappelons que Bilan consacre au Comparatif un volumineux dossier dans son édition de novembre. Ce dossier est repris par Bilanz. Or, c'est précisément à cette période qu'a lieu le débat budgétaire. Il est alors fréquent que le Comparatif et l'IDHEAP soient cités lors des travaux des Commissions des finances et des Grands Conseils. Cela garantit une forte présence dans les médias. Notons également que, via le site Internet de l'IDHEAP, n'importe quelle collectivité peut calculer les indicateurs du comparatif afin d'évaluer sa situation financière (www.idheap.ch > finances publiques > comparatif).

Toujours en matière de **recherche**, la Chaire a continué à développer ses activités grâce à l'appui du Fonds national suisse et de sa Division I (recherche fondamentale). C'est ainsi qu'a continué une recherche consacrée à l'analyse des **erreurs de prévision des recettes fiscales** (*the forecasting error in tax revenue and its impact on the governments' fiscal position*). Cette recherche est menée principalement par Florian Chatagny avec l'appui de Stefano Pedrojetta. Les ressources propres de la Chaire ont également permis de poursuivre l'effort de recherche dans le domaine de la contracyclicité des **règles budgétaires** cantonales avec l'appui de Giordano Bizzorero et de l'**intercommunalité** (notamment les fusions de communes).

Divers mandats d'**expertise** ont permis de dégager les ressources nécessaires à soutenir cet effort (voir le détail dans le rapport d'activités). Les compétences dans le domaine du rapprochement ou de la **fusion de communes** ont à nouveau été sollicitées. Nous avons aussi été sollicités pour apporter à la Direction de la coopération et du développement (DDC) un *backstopping* sur les questions de **fiscalité** en lien avec les questions de **développement**. Ces activités d'expertise ne nous ont pas empêchés de publier le résultat de nos recherches. Le détail figure dans le rapport d'activité.

Mentionnons également qu'à partir de 2008 le titulaire de la Chaire assure la Présidence du **Conseil suisse de présentation des comptes publics** (www.srs-cspp.ch). Le secrétariat du Conseil est animé par Sonja Ziehli qui a débuté son activité à l'IDHEAP en fin d'année (voir page 47).

Les activités d'**enseignement** de la Chaire ont été réduites compte tenu du fait que le titulaire de la Chaire était en poste sabbatique comme visiting professor à l'Université de Bath (GB) jusqu'à fin juillet. Il faut cependant relever que la **formation en direction d'institution de formation** (FORDIF) a démarré en 2008. Demandée par la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP), cette formation offrira un certificat, un diplôme et un *master of advanced studies*. Pour l'occasion, l'IDHEAP sera associé à la Haute école pédagogique vaudoise (HEP-VD), à l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) et à l'Université de Genève. Cette formation remplace dorénavant nos séminaires sur le management des systèmes éducatifs. Jean-Marc Huguenin en est l'un des principaux animateurs comme chargé de cours à l'IDHEAP (voir page 25).

Ouvrage scientifique

- Martin M.-J. (2008) *Soldes financiers des collectivités publiques: Explications théoriques et modélisation simultanée des recettes et des dépenses des cantons suisses*. Berne: Peter Lang. 222 pages. ISBN: 978-3-03911-479-5.
- Soguel N., Tangerini A. (2008) *Monetäre Evaluation der Landschaftsqualität*. Zürich: Vdf Hochschulverlag. 100 pages. ISBN: 978-3-7281-3100-3.
- Soguel N., Jaccard P. (2008) *Governance and Performance of Education Systems*. Kluwer Academic Publishers. 330 pages. ISBN: 978-1-4020-6445-6.

Article dans revue scientifique

- Soguel N., Martin M.-J. & Tangerini A. (2008) «The Impact of Housing Market Segmentation between Tourists and Residents on the Hedonic Price for Landscape Quality». *Swiss Journal of Economics and Statistics*. 144(4). p. 655-678.

Chapitre/article dans ouvrage coordonné par d'autres

- Soguel N., Tangerini A. (2008) «La valeur du paysage aux yeux des touristes et des résidents: prix implicite et stratégie de réconciliation» in *Gesellschaftliche Ansprüche an den Lebens- und Erholungsraum*. Eidg. Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft WSL, p. 60-63. ISBN: 978-3-905621-45-7.
- Soguel N., Huguenin J.-M. (2008) «Comparer l'efficacité des prestations financières de l'aide sociale: le cas des centres sociaux régionaux vaudois» in *Les nouveaux défis de l'État social – Neue Herausforderungen für den Sozialstaat*. PPUR & Haupt, p. 252. ISBN: 978-2-88074-751-0.

Lignes IDHEAP

- Soguel N., Beutler T.: Attitude towards amalgamation and the sense of attachment to community: the case of two Swiss municipalities, Working Papers IDHEAP, p. 1-22.
- Soguel N.: Comparatif 2007 des finances cantonales et communales – Vergleich 2007 der Kantons- und Gemeindefinanzen, Cahier IDHEAP, 200 pages. ISBN: 978-2-940390-17-5.
- Soguel N.: La budgétisation au service de la performance avant et après la nouvelle gestion publique, Working Papers IDHEAP, p. 51.

Communication dans une conférence

- Soguel N.: How to Measure Scope Variables when No Metrics Exist: Application to Landscape Quality Measurement and Hedonic Price Evaluation, *Fondazione Eni Enrico Mattei, NRM-SIEV Seminar*. Milan, Italy. 29.01.2008 au 29.02.2008.

Activité interne

- Soguel N., Président de la Commission pour la recherche.

Distinction

- Hausmann B., Responsable du Secrétariat de la FORDIF (formation en direction d'institutions de formation).
- Huguenin J.-M., Représentant ad interim de l'IDHEAP au Comité de direction de la FORDIF (formation en direction d'institutions de formation).
- Soguel N., Correspondant pour la Suisse de l'enquête Dexia sur les finances des collectivités locales des pays de l'OCDE.
- Soguel N., Visiting Professor, Department of Economics and International Development, University of Bath.
- Soguel N., Présidence du Conseil suisse pour la présentation des comptes publics (CSPCP).
- Soguel N., Membre du groupe d'experts du Centre d'Études Économiques et Comptables (CEEC).
- Soguel N., Membre du Conseil HarmoS de l'État de Vaud.
- Soguel N., Représentant de l'IDHEAP au Comité de direction de la FORDIF (formation en direction d'institutions de formation).
- Ziehli S., Responsable du Secrétariat du Conseil suisse pour la présentation des comptes publics (CSPCP).

Marketing public (Prof. Martial Pasquier)

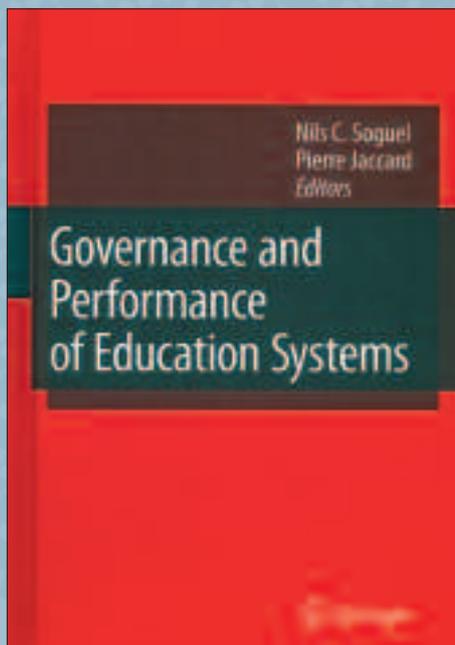
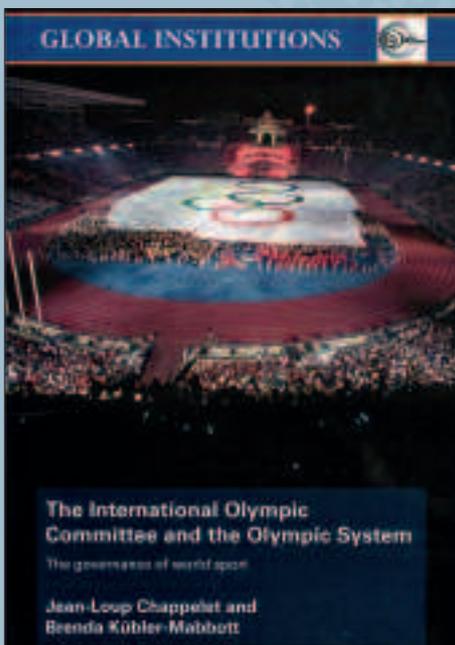
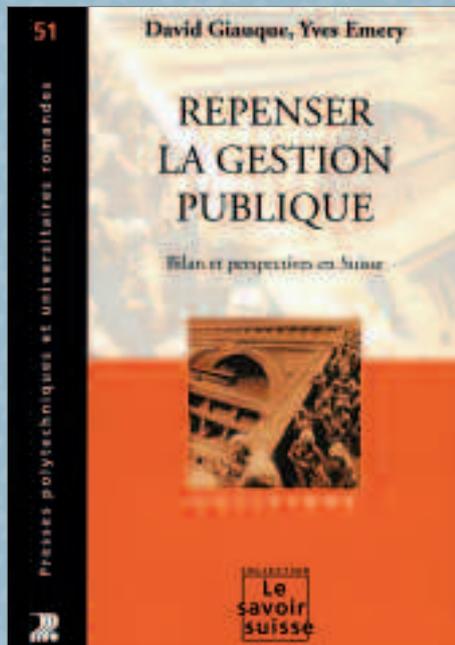
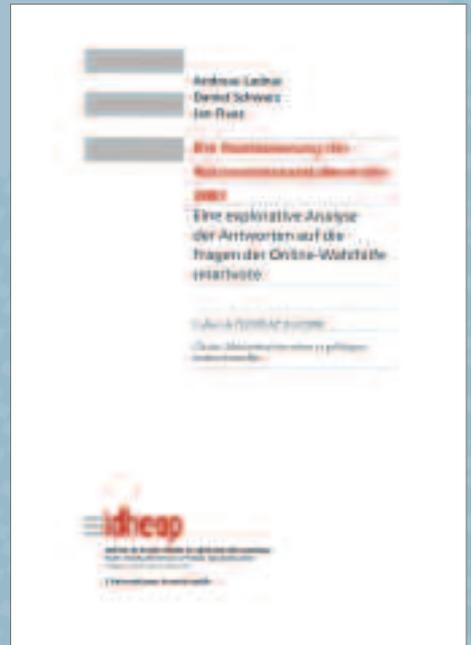
L'année 2008 a été consacrée pour une large part à la mise en place de projets de nature académique avec le «Swiss Public Administration Network» et le Pro*Doc en administration publique. Le Swiss Public Administration Network est un réseau regroupant l'IDHEAP et les Universités de Berne, Lausanne et de la Suisse italienne. Soutenu par la Conférence universitaire suisse et le Secrétariat à l'éducation et à la recherche, il vise, par l'engagement de 9 professeurs, à consolider durablement le programme de Master PMP dans les trois régions linguistiques et à développer un programme de recherche de haut niveau dans le domaine de la gouvernance publique. En complément à ce réseau, une formation doctorale «Pro*Doc en Administration publique» financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique a débuté à fin 2008 et est coordonnée par Étienne Fivat. Ce programme a permis l'engagement de 7 nouveaux doctorants et la mise en place d'une formation commune aux chercheurs en administration publique en Suisse.

Au niveau de la recherche, les travaux se sont poursuivis sur trois thèmes principaux de recherche et deux recherches appliquées. De surcroît, deux nouveaux projets ont démarré. La principale recherche, financée par le FNS, concerne la thématique de la transparence des administrations publiques. Cette recherche porte sur l'analyse des résistances quant à la mise en œuvre de ces lois et sur la recherche de solutions d'équilibre entre secret et transparence. Elle vise à améliorer les connaissances que nous avons du fonctionnement actuel des systèmes administratifs en général et de l'application par les administrations de la loi sur la transparence en particulier. Philomène Meilland et Sarah Holsen ont récolté en 2008 de nombreuses données sur le comportement des administrations et des agents publics en lien avec l'application de ce nouveau principe. Le deuxième axe de la recherche porte sur l'étude de l'image de la Suisse à l'étranger. Conduit avec Nadia Yersin, il se base sur des études empiriques réalisées dans 7 pays et vise à apporter une synthèse de tous ces résultats et à dégager les principales facettes de l'image de notre pays. Rédigés en 2008, deux ouvrages correspondants seront publiés en 2009.

Le dernier thème qui constitue aussi la thèse de Jean-Patrick Villeneuve soutenue en décembre 2008 touche à l'analyse des relations entre l'administration et le bénéficiaire hybride des prestations publiques appelé souvent «citoyen-client». Les deux thèmes de recherche appliquée concernent d'une part l'analyse de la gouvernance des organisations publiques autonomes et d'autre part le développement de concepts permettant l'intégration de nouvelles technologies pour saisir les déplacements de personnes. Ils sont poursuivis en 2009 avec l'arrivée de nouveaux collaborateurs. Un nouveau projet important a été obtenu durant l'année 2008. Il vise, avec le soutien financier de la Loterie Romande et de Swisslos à étudier la régulation, la gouvernance et l'importance économique du secteur des jeux de hasard. En effet, ce secteur fait face à de nombreux défis: changements dans l'environnement politique et légal international, transformation du secteur lui-même (jeux sur Internet, paris internationaux, etc.), discussion sur la forme et à la structure à donner à ce secteur en Suisse. Ce projet débutera formellement en 2009 et sera conduit par Jean-Patrick Villeneuve, nommé professeur assistant, avec la collaboration de Lea Meyer. Dernier nouveau projet, l'étude des perspectives de la communication marketing en Suisse. Conduite avec André Briw (FH Luzern), cette recherche de type Delphi permettra de mieux cerner les développements attendus dans ce domaine. Elle constitue un prolongement d'études similaires réalisées en 1994 et en 2004.

En plus des enseignements dispensés dans les programmes MPA et PMP de l'IDHEAP et dans d'autres programmes académiques (MAS AIS, EMBA VMI), d'autres enseignements ont été donnés avec les collaborateurs de la Chaire pour des organisations publiques cantonales (Fribourg, Vaud) et fédérales (Office du personnel) sur les thèmes du management public et de la communication publique.

Dernier volet de nos activités, les expertises et mandats. Le mandat concernant la gouvernance des caisses publiques de chômage a été achevé et a aussi fait l'objet d'une publication dans les cahiers de l'IDHEAP pendant que deux nouveaux mandats ont débuté et seront réalisés principalement en 2009. Le premier concerne l'évaluation de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration et le second les problèmes de mise en œuvre et de gouvernance de la nouvelle politique régionale fédérale dans le canton de Fribourg.



Article dans revue scientifique

- Hardy P., Rossi M. (2008) «Developing Competencies, Entrepreneurship and Innovation: Tools and Case Study». *The International Journal of Knowledge, Culture and Change Management*. Vol. 8, Number 5. p. 139-147.
- Pasquier M., Larpin B. (2007) «La gouvernance des coopérations universitaires en Suisse». *Politiques et Management Public PMP*. vol 25, no 4, décembre. p. 123-140.

Chapitre/article dans ouvrage coordonné par d'autres

- Holsen S., Glover M. (2008) «Downward Slope? FOI and Access to Information» in *Constitutional Futures Revisited*. Palgrave, p. 352. ISBN: 9780230220744.

Lignes IDHEAP

- Gillardin A.: Proposition d'un concept de contrôle de gestion pour la division «infrastructure routière» de l'Office fédéral des routes (OFROU), Cahier IDHEAP, 118 pages. ISBN: 978-2-940390-16-8.
- Pasquier M., Larpin B.: Analyse der politisch-administrativen Probleme und der Governance der öffentlichen Arbeitslosenstellen, Cahier IDHEAP, 63 pages. ISBN: 978-2-940390-20-5.

Rapport de recherche ou d'expertise

- Holsen S., Worthy B., Amos J., Dobias J.: FOIA 2000 and local government in 2007: The experience of local authorities in England, The Constitution Unit (University College London). 29 pages.
- Pasquier M., Larpin B.: Analyse des problèmes politico-administratifs et de gouvernance des caisses publiques de chômage, Association des caisses publiques de chômage en Suisse et de la Principauté du Liechtenstein. 59 pages.

Article de vulgarisation

- Pasquier M., Yersin N.: L'image de la Suisse à l'étranger. *Civitas*, 9 juin. 5/6 2008. p. 5-7.

Communication dans une conférence

- Holsen S.: FOI – the international perspective, *Inspektorentag (meeting of EDA embassy inspectors)*. Berne, Switzerland. 26.08.2008.
- Holsen S.: The role of the oversight body in government transparency, *Freedom of Information, Open Government and Transparency*. London, UK. 20.06.2008.
- Holsen S.: Access to information since 9/11, more or less, *Security, Globalization, and Human Rights (University of Miami summer course at Syracuse University's London centre)*. London, United Kingdom. 18.06.2008.
- Meilland P.: An analysis of resistances to change in public administrations, *Freedom of information, open government and transparency*. London, UK. 20.06.2008.
- Meilland P., Pasquier M., Villeneuve J.-P.: L'accès de la société civile aux documents de l'administration par les lois sur la transparence et l'accès à l'information, *1^{er} dialogue euro-méditerranéen de management public*. Aix-en-Provence, France. 10.10.2008 au 11.10.2008.
- Pasquier M.: La modernisation des politiques publiques. Exemples de réformes menées au Canada et en Suisse, *Université des cadres et formations au management*. Paris, France. 17.06.2008.
- Pasquier M.: Das Öffentlichkeitsprinzip als Maxime staatlichen Verwaltungshandels, *Retraite zum «Gesetz über die Information und den Datenschutz» des Kantons Zürich*. Zürich. 20.06.2008.
- Pasquier M.: Das Image der Schweiz im Ausland. Stärken und Schwächen, *15. Schweizer PR-Symposium. Standort Marketing-Schweizer Strategien im internationalen Wettbewerb*. Zürich-Wallisellen. 28.10.2008.
- Pasquier M., Meilland P.: Audition par la commission parlementaire du Grand Conseil du Canton de Fribourg chargée de l'examen du projet de loi, *Projet de loi sur l'information et l'accès aux documents*. Fribourg. 12.11.2008.
- Pasquier M.: La nouvelle gestion publique à l'exemple de l'OCN, *Cours de management public du Prof. Olivier Glassey, Master PMP*. Lausanne. 15.10.2008.
- Pasquier M., Larpin B.: The Governance of Academic Networks in Switzerland, *Innovation in the Public Sector. EGPA Conference 2008*. Rotterdam, The Netherlands. 03.09.2008 au 05.09.2008.

- Pasquier M.: L'abus de position dominante à l'exemple du cas SCM, *Droit suisse et européen de la concurrence*. Université de Fribourg. Fribourg. 04.12.2008.
- Pasquier M.: L'abus de position dominante. L'exemple des prix de terminaison, *Cours sur la politique de la concurrence du Prof. Evelyne Clerc*, Université de Neuchâtel. Neuchâtel. 29.10.2008.
- Pasquier M.: Die Mobilität in den Agglomerationen – Von der Befragung zu der Beobachtung, *Movimento – Forum für Mobilität*. Berne. 14.11.2008.
- Pasquier M. et al.: Modelling and Prospects of the Audience Measurement for Outdoor Advertising Based on Data Collection Using GPS Devices (Electronic Passive Measurement System), *International Travel Survey Method Conference*. Annecy, France. 25.05.2008 au 31.05.2008.
- Villeneuve J., Meyer L.: Switzerland: A Gambling Regulatory Regime, *International Gambling Policy and Regulation Network*. Glasgow, Royaume-Uni. 06.11.2008.
- Villeneuve J.P.: Management public, *Master of advanced studies en action et politiques sociales, Haute école vaudoise de travail social et de la santé EESP*. Lausanne. 28.10.2008.
- Villeneuve J.P.: Organisational forms and the management of performance in public administrations, *Study Tour of the Revenue Department of Thailand*. Chavannes. 05.02.2008.
- Villeneuve J.P.: Management public, *Diriger 1 – Formation organisée par l'Office fédéral du personnel OFPER*. Leysin. 30.10.2008.

Activité interne

- Pasquier M., Membre de la Commission de nomination au poste de professeur assistant en économie publique.
- Pasquier M., Membre de la Commission de nomination du poste de professeur assistant en management public.
- Pasquier M., Membre de la Commission de nomination au poste de professeur assistant en institutions européennes et mondialisation.
- Pasquier M., Membre de la Commission des études.
- Villeneuve J.-P., Responsable for the organisation of doctoral conferences.

Distinction

- Holsen S., Member of Project Management Board – ESRC-funded study entitled 'The impact of the UK FOIA on records management in the public sector' (School of Library, Archive and Information Studies at University College London).
- Pasquier M., Reviewer for the International Review of Administrative Sciences.
- Pasquier M., Membre de la Commission fédérale pour les examens de chefs de marketing.
- Pasquier M., Membre du comité de lecture de la revue Recherches et Applications en Marketing.
- Pasquier M., Membre de la Commission fédérale de la Concurrence.
- Pasquier M., Membre du Comité scientifique de l'Executive Master in Amministrazione Pubblica (EMPA) della Facoltà di scienze economiche, Università della Svizzera italiana.
- Pasquier M., Président du conseil scientifique du Master PMP.
- Pasquier M., Directeur de la formation doctorale en administration publique (Pro*Doc in Public Administration).
- Pasquier M., Directeur du Swiss Public Administration Network.
- Pasquier M., Membro della commissione di preavviso per la posizione di professore-assistente di Public Management, Università della Svizzera italiana.
- Pasquier M., Membre de la commission de nomination au poste de professeur assistant en politiques publiques et instances de régulation de l'Université de Lausanne.
- Pasquier M., Membre de la commission de nomination au poste de professeur assistant en sociologie des organisations et des administrations publiques de l'Université de Lausanne.

Politiques institutionnelles (Prof. Andreas Ladner)

L'année 2008 a été pour la Chaire Administration suisse et politiques institutionnelles (ASPI) une année de préparation et de mise en place des bases des activités futures. Ainsi, une révision totale de l'architecture de la BADAC a été effectuée pour la rendre plus performante au niveau de la présentation des résultats et pour faciliter la saisie de nouvelles données. Cette révision a été réalisée par le chef du projet, le Dr Christophe Koller et par Nils Heuberger.

La recherche s'est focalisée sur quatre axes. Le projet le plus avancé est intitulé «smart-voting». En effet, dans le cadre du NCCR «Challenges to democracy in the 21st century» du Fonds National Suisse, dans lequel la Chaire est aussi représentée au niveau du «Board of directors», nous analysons l'utilisation des «Voting assistance applications». Plusieurs working papers et un cahier de l'IDHEAP ont été publiés. Ils prouvent ainsi la richesse analytique de cette démarche. Dans le même contexte, la Chaire et l'association Politools ont conclu un accord de collaboration jusqu'en 2012. La Chaire consacrera ainsi une partie de ses activités à la recherche sur le fonctionnement et les implications politiques et sociales des sites comme smartvote. Jan Fivaz, un nouveau collaborateur et spécialiste dans ce domaine y consacre la plus grande partie de son temps de travail.

Le deuxième champ de recherche est traité en collaboration avec la Chaire Politique locale et évaluation du Prof. Katia Horber-Papazian. Ayant obtenu trois bourses Pro*Doc, nous allons lancer un module de recherche sur la politique locale qui commencera avec une enquête nationale auprès de tous les secrétaires communaux. Dans ce domaine, l'IDHEAP collabore avec le KPM de l'Université de Berne et l'Institut de Sociologie de l'Université de Zurich dans une grande enquête auprès des 15 000 conseillers communaux. Ainsi, un cahier de l'IDHEAP sur les systèmes politiques et la politique locale, ainsi qu'un cahier sur les communes dans le canton de Vaud ont été publiés en 2008. Ce dernier a été distribué à toutes les communes vaudoises. Julien Fiechter s'occupe de cette filière et écrira une thèse sur le sujet.

Le troisième volet de recherche est consacré à l'agentification dans les cantons suisses. En collaboration avec la Chaire Ressources humaines du Prof. Yves Emery et celle du Prof. Kuno Schedler de St. Gall nous avons déposé une requête COST. Dans ce cadre, Glenda Guillaume-Gentil a effectué un «short term scientific transfert» d'une durée d'un mois auprès du Prof. Per Lægred (vice-président de l'action COST) à l'Institut des sciences administratives et organisationnelles de l'Université de Bergen en Norvège. Elle a présenté l'état de la recherche en Suisse au «Third Meeting of the Management Committee and Joint meeting of the Working Groups 3-4 June 2008 (Utrecht, Netherlands)» du projet COST. Elle a également participé à la «PhD Training School on the COBRA survey» à Leuven en Belgique, le 14 et 15 octobre.

Quatrièmement, Christophe Koller continue ses investigations sur les employés dans le secteur public et sur la taille de l'État dans les cantons et a poursuivi le développement des indicateurs en collaboration avec Nils Heuberger.

Plusieurs mandats ont été réalisés. Entre autres un rapport pour le Service des communes et des relations institutionnelles du canton de Vaud par Julien Fiechter et un mandat pour le service de la population du canton de Vaud par Christophe Koller. De plus, quelques communiqués de presse ont été préparés. Pour finir, de nombreuses interventions publiques et dans les médias complètent les activités de la Chaire.

Article dans revue scientifique

- Koller C. (2008) «La fonction publique en Suisse: analyse géopolitique d'un fédéralisme à géométrie variable». Pyramides. N° 15, Bruxelles: CERAP (Centre d'études et de recherche en administration publique), 1/2008.

Chapitre/article dans ouvrage coordonné par d'autres

- Ladner A. (2008) «Linksrutsch an der Basis» in Die Grünen in der Schweiz. Ihre Politik, ihre Geschichte, ihre Basis, von Baer M. und Seitz W., Ed. Rüegger, p. 39-54. ISBN: 978-3-7253-0882-8.

Lignes IDHEAP

- Gunzinger M.: Analyse comparative des ressources financières des partis politiques suisses, Cahier IDHEAP, 154 pages. ISBN: 978-2-940390-15-1.
- Ladner A., Die Schweizer Gemeinden im Wandel: Politische Institutionen und lokale Politik, Cahier IDHEAP, 237 pages. ISBN: 978-2-940390-12-0.

- Ladner A., Felder G. and Fivaz J.: Are Voting Advice Applications (VAAs) more than Toys? First findings on Impact and Accountability of VAAs, Working Papers IDHEAP, 31 pages.
- Ladner A., Felder G. and Schädel L.: From e-voting to smart-voting – e-Tools in and for elections and direct democracy in Switzerland, Working Papers IDHEAP, 30 pages.
- Ladner A., Fiechter J.: L'état des communes dans le canton de Vaud, Cahier IDHEAP, 146 pages. ISBN: 978-2-940390-13-7.
- Ladner A., Nadig G.: E-tools for civic education: experiences in forefront of the Swiss parliamentary elections 2007, Working Papers IDHEAP, 14 pages.
- Ladner A., Schwarz D. and Fivaz J.: Die Positionierung der Nationalratskandidierenden 2007. Eine explorative Analyse der Antworten auf die Fragen der Online-Wahlhilfe smartvote, Cahier IDHEAP, 194 pages. ISBN: 978-2-940390-18-2.
- Koller C., Heuberger N.: Indicateurs de l'État en Suisse 1990-2008 (Indicateurs pour la mesure comparative des administrations publiques et des autorités politiques cantonales et urbaines) Partie 1: Cantons, (Version 1, décembre 2008), Working Paper de l'IDHEAP, 12/2008.

Article de vulgarisation

- Ladner A., Fivaz J.: Das Klischee der «liberalen» SVP-Kantonalparteien. NZZ, 22 avril.
- Ladner A.: «Mehr als nur eine Zweckehe», über die inhaltlichen Gemeinsamkeiten von FDP und LPS. Der Bund, 3 novembre.
- Ladner A. (Interview): «Exclue, Eveline Widmer-Schlumpf aurait un atout». Le Temps, 5 avril.
- Ladner A. (Article de Denis Masméjan): C'est à Genève que radicaux et libéraux divergent le plus Fusion. Une étude du politologue Andreas Ladner documente les convergences et les différences entre les deux familles politiques qui ont planifié leur fusion. Le Temps, 31 octobre.
- Ladner A. (En Collaboration avec): Über die Abspaltung der BDP von der Berner SVP, Berner Zeitung, 28 juin.
- Ladner A. (Interview): «Gutes Zeichen für die Demokratie – Zu den Abstimmungsergebnissen vom 30.11.2008». Aargauer Zeitung/Mittelland Zeitung, 2 décembre.
- Ladner A. (Interview): «CVP will zweiten Sitz zurückerobern». Neue Luzerner Zeitung, 14 novembre.
- Ladner A. (Interview): «Eine aus der Not heraus geborene Heirat in Etappen». Landbote, 16 juillet.

Communication dans une conférence

- Ladner A.: Are Voting Advice Applications (VAAs) more than Toys? First findings on Impact and Accountability of VAAs. Referat gehalten zusammen mit Gabi Felder an der Konferenz «Voting Advice Applications (VAAs): between charlatanism and political science» University of Antwerp. Anvers, Belgique. 16.05.2008.

Politiques locales & évaluation (Prof. Katia Horber-Papazian)

Comment travaille une chaire de politique locale et d'évaluation? Des liens sont-ils possibles entre évaluation et politique locale? La réponse est évidemment positive, au-delà d'évaluations menées au niveau communal. Ce lien a ainsi été renforcé grâce à la Rencontre de politique locale, événement organisé chaque printemps avec la collaboration des associations faitières des communes romandes sur une thématique particulière et destiné notamment aux anciens participants des formations de politique locale. La rencontre a eu pour thème central «Les outils de pilotage de l'action communale». Problématique qui a permis d'introduire l'évaluation parmi les différentes modalités du pilotage politique et administratif. La présence de 140 personnes à cette manifestation montre l'intérêt suscité par ce thème qui a fait l'objet d'un séminaire d'approfondissement de 2 jours en automne sur la question de l'évaluation des décisions communales.

Au-delà de cette manifestation, la chaire a rempli des mandats d'enseignement, d'expertise et de recherche aussi bien en Suisse qu'à l'étranger. Elle a également ouvert un champ de recherche prometteur: celui de la place des indicateurs dans le pilotage stratégique des politiques publiques. Ce projet, mené en collaboration avec le Prof. Max Bergman, directeur du département de sociologie de l'Université de Bâle, a été récompensé par le prix de la recherche de la Fondation BCV. Récompense très motivante pour la chaire.

Lignes IDHEAP

- Champion C.: La collaboration interinstitutionnelle: prémices d'une réforme de la sécurité sociale suisse, Working Papers IDHEAP, 23 pages.

Rapport de recherche ou d'expertise

- Horber-Papazian K., Ehrler J., Houmard S., Sermier C., Bari J.-P.: Évaluation finale 50+ Santé. Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS) et Promotion Santé Suisse (PSS). 84 pages.
- Horber-Papazian K., Houmard S.: Incidences des réformes institutionnelles sur les tâches du Conseil communal. Ville de Neuchâtel. 43 pages.

Communication dans une conférence

- Horber-Papazian K.: «Les étapes d'un projet d'évaluation des politiques publiques et sur les facteurs de l'institutionnalisation». Plus participation à une table ronde sur «Quel avenir pour l'évaluation?», *Congrès annuel de la Société canadienne d'évaluation*. Québec, Canada. 11.05.2008 au 12.05.2008.
- Horber-Papazian K.: «Les éléments constitutifs d'une politique publique», «La place de l'évaluation dans le cycle des politiques publiques», «La conception et les étapes d'un projet d'évaluation» et «Les conditions du recours à l'évaluation des politiques publiques», *Journées sénégalaises de l'évaluation*. Dakar, Sénégal. 28.10.2008 au 30.10.2008.
- Horber-Papazian K.: «L'institutionnalisation de l'évaluation». Intervention lors de la table ronde finale sur «L'évaluation comme outil de démocratie». Atelier sur «La diffusion des rapports d'évaluation dans l'arène publique», *Colloque Européen de la Société Française d'Évaluation*. Strasbourg, France. 19.07.2008 au 20.07.2008.

Activité interne

- Horber-Papazian K., Membre de la Commission des études.
- Horber-Papazian K., Responsable du DEAP.
- Horber-Papazian K. Master PMP. «Pilotage de l'action publique à travers l'évaluation» – 4 jours dans le programme de 2^e année.

Distinction

- Horber-Papazian K., Prix de la recherche de la Fondation Banque Cantonale Vaudoise.
- Horber-Papazian K., Suppléante du professeur Knoepfel dans le cadre du comité de l'Association suisse de science politique.
- Horber-Papazian K., Membre du comité d'organisation des pré-sessions organisées par la Société canadienne d'évaluation pour son congrès annuel à Québec.
- Horber-Papazian K., Membre du comité de la Société suisse d'évaluation (SEVAL), responsable des groupes de travail «relations avec le politique», «enseignement et recherche» et «relations avec les pays francophones».
- Horber-Papazian K., Membre du comité scientifique de la formation en développement durable de l'Université de Genève.
- Horber-Papazian K., Participation chaque année depuis 2003 aux travaux du groupe international de recherche en évaluation dirigé par Rist R., International Evaluation Research Group.
- Horber-Papazian K., Présidente du comité de pilotage de la capitalisation des contributions des collectivités territoriales françaises dans les pays du Sud.
- Horber-Papazian K., Membre du groupe «Évaluation dans les pays francophones», Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).
- Horber-Papazian K., Coresponsable du groupe de travail «Territoire et action publique» au sein de l'Association suisse de science politique.
- Moehl P., Horber-Papazian K., Membre de la Rat für Raumordnung (ROR – Conseil de l'organisation du territoire COTER).

Politiques publiques & durabilité (Prof. Peter Knoepfel)

Cette année 2008 fut marquée par des activités d'enseignement hors du commun, par une production de travaux empiriques et analytiques très riches et, finalement, par plusieurs départs. L'enseignement d'abord: les deux professeurs de la Chaire ont effectué ensemble presque cent jours d'enseignement au sein du MPA et du PMP de l'IDHEAP, du MAS-DU (développement urbain durable) de l'UNIL, ainsi qu'à la faculté des SSP (UNIL), au MAS-AI (Archive and Information Sciences, de l'Université de Berne), et à l'IEPI (de l'Université de Grenoble). Parallèlement, nous avons dirigé une bonne douzaine de mémoires de mastères (dont 2 journées en 2008) et une grande quantité de travaux de cours.

Au sein des trois principaux grands projets de recherche (Propriétaires fonciers: Patrick Csikos, Stéphane Nahrath, Jean-David Gerber, Peter Knoepfel; Collective Housing Stocks: Lee Nicol, Peter Knoepfel, Juan Subirats et son équipe de l'Université autonome de Barcelone, Nikolaus Kohler, Uta Hasler et leur équipe de l'EPFZ; Paysages – recherches comparatives franco-suisse: Jean-David Gerber, Peter Knoepfel, Corinne Larrue et son équipe de CITERES de l'Université de Tours; mandat «Memopolicy»: Mirta Olgati, Peter Knoepfel) furent élaborées une bonne quinzaine de Working Papers et de rapports de recherche contenant des matériaux empiriques de ceux-ci qui nous permettront une avancée théorique et pratique au niveau des rapports finaux synthétiques prévus pour 2009 dans ces quatre domaines.

Et les départs: l'un des événements les plus marquants fut celui de notre collègue et ami Stéphane Nahrath nommé professeur à l'Institut universitaire Kurt Bösch à Sion, en charge de diriger un mastère et des recherches en matière des sciences du tourisme. Il a eu la gentillesse de co-diriger, même après son départ, le cours du MPA en politiques de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles au semestre d'automne 2008. Ayant obtenu une bourse post-doc du FNS, Jean-David Gerber nous a également quitté pour continuer ses recherches en matière de propriété foncière et développement durable à l'Université de Berkeley (Californie) et ainsi enrichir les compétences de la Chaire en matière de gestion communautaire de biens patrimoniaux.

Notons également le départ provisoire au travers de son séjour scientifique au Canada de Mirta Olgati pour étudier la Memopolicy de ce pays qui est parmi les plus avancée du monde. Rappelons finalement la bonne collaboration avec Jérôme Savary et Frédérique Varone ayant conduit à la rédaction du manuscrit pour le manuel «Analyse de politiques de l'environnement», testé pour la première fois au semestre d'automne auprès des étudiants et à publier au printemps 2009.

Ouvrage scientifique

- Knoepfel P., Gerber J.-D. (2008) *Institutionelle Landschaftsregime – Lösungsansätze für Landschaftskonflikte/Institutional Landscape Regimes – An approach to the Resolution of Landscape Conflicts*. Zürich: vdf Hochschulverlag AG an der ETHZ. 160 pages. ISBN: 978-3-7281-3115-7.
- Subirats J., Knoepfel P., Larrue C., Varone F. (2008) *Análisis y gestión de políticas públicas*. Barcelona: Ariel. 285 pages. ISBN: 978-84-344-1828-8.

Article dans revue scientifique

- Dupuis J. (2008) «Analyse politique des conditions de succès et d'échec des marchés de droits d'émission». *Travaux de science politique*. N° 34. p. 107.
- Gerber J.-D., Knoepfel P., Nahrath S., Varone F. (2008) «Institutional Resource Regimes: Towards sustainability through the combination of property-rights theory and policy analysis». *Ecological Economics*. j.econ.2008.06.03. p. 1-12.
- Gerber J.-D., Nahrath S., Reynard E., Thomi L. (2008) «The role of common pool resource institutions in the implementation of Swiss natural resource management policy». *International Journal of the Commons*, URL: <http://www.thecommonsjournal.org/index.php/ijc>. Vol. 2, N° 2, July 2008. p. 222-247.
- Knoepfel P., Gerber J.-D. (2008) «Towards Integrated Governance of Landscape Development. The Swiss Model of Regional Nature Parks». *Mountain Research and Development*. Vol. 28, N° 2 May 2008. p. 110-115.
- Knoepfel P. (2008) «Ressourcenorientierte Nachhaltigkeitspolitik jenseits des magischen Drei-Säulen-Konzepts». *GAIA*. 17/3. p. 265-269.

- Knoepfel P., Larrue C., Varone F., Hinojosa M. (2008) «Hacia un modelo de análisis de políticas públicas operativo. Un enfoque basado en los actores, sus recursos y las instituciones». *Ciencia política. Políticas públicas: teoría y análisis de casos*. Vol. 3, Enero-Junio 2007. p. 6-38.
- Nahrath S. (2008) «Propriété privative et régulation du paysage en Suisse». *Études Rurales*. N° 181, janvier-juin 08. p. 163-180.
- Nahrath S. (2008) «Introduction: urbanisme durable et enjeux fonciers». *Urbia – Les Cahiers du développement urbain durable*. N° 6, juin 2008. p. 87-106.
- Nahrath S., Csikos P., Buchli F., Rieder M. (2008) «Les impacts de la régionalisation et de la libéralisation sur la durabilité du secteur ferroviaire en Suisse». *Flux – Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires*. N° 72/73, avril-septembre 08. p. 49-64.
- Nahrath S., Csikos P., Buchli F., Rieder M. (2008) «Les impacts de la régionalisation et de la libéralisation sur la durabilité du secteur ferroviaire en Suisse». *Flux – Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires*. N° 72/73. p. 49-64.
- Nahrath S., Csikos P., Gerber J.-D., Knoepfel P. (2008) «Transformation des rapports à la propriété des grands propriétaires fonciers collectifs et urbanisme durable». *Urbia. Les Cahiers du développement durable*. N° 6, juin 2008. p. 87-106.
- Nicol L., Knoepfel P. (2008) «Institutional Regimes for Sustainable Collective Housing Stocks». *Swiss Political Science Review*. Volume 14, N° 1. p. 157-180.
- Varone F., Nahrath S., Gerber J.-D. (2008) «Régimes institutionnels de ressources et théorie de la régulation». *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*. URL: <http://regulation.revues.org/>. N° 2, janvier 2008. p. 1.

Chapitre/article dans ouvrage coordonné par d'autres

- Knoepfel P. (2008) Positionsveränderungen der Akteure im sozialstaatlichen Leistungsgefüge – ein politikanalytischer Essay in *Les nouveaux défis de l'État social/Neue Herausforderungen für den Sozialstaat*. Presses polytechniques et universitaires romandes, p. 223-234. ISBN: 978-3-258-07324-8.
- Nahrath S. (2008) Politique d'aménagement du territoire en Suisse: l'apport de la notion de régime institutionnel de ressources naturelles in *Territoires d'action. Aménagement, urbanisme, espace*. L'Harmattan (coll. «Itinéraires géographiques»), p. 63-94. ISBN: 978-2-296-06304-4.
- Nahrath S., Fauconnet M., Gerber J.-D., Knoepfel P. (2008) Le rôle des grands propriétaires fonciers collectifs dans les processus d'aménagement du territoire en Suisse: retour sur quelques hypothèses de recherche in *Campagne-ville, le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*. Presses polytechniques et universitaires romandes, p. 185-197. ISBN: 978-2-88074-737-4.

Lignes IDHEAP

- Csikos P.: Les stratégies foncières des grands propriétaires fonciers collectifs: Les cas des sociétés immobilières, fonds de placement immobilier et fondations de placement, Working Papers IDHEAP, 72 pages.
- Dupuis J.: Le projet «Nitrates de la Confédération»: analyse d'une politique publique au bénéfice de l'environnement et des consommateurs, 22 pages.
- Gerber J.-D.: Les stratégies foncières des grands propriétaires fonciers collectifs: Le cas des bourgeoisies de Berne, Soleure et Coire, Working Papers IDHEAP, 73 pages.
- Gerber J.-D.: Les stratégies foncières des grands propriétaires fonciers collectifs: Le cas des cantons et des communes de Bienne, la Chaux-de-Fonds et Zürich, Working Papers IDHEAP, 96 pages.
- Knoepfel P., Nahrath S., Varone F., Savary J.: Analyse des politiques de l'environnement, Support de cours. 505 pages.
- Nicol L.: Institutional Regimes for Sustainable Collective Housing: Société Coopérative d'Habitation Lausanne, Working Papers IDHEAP, 145 pages.

Rapports de recherche ou d'expertise

- Knoepfel P., Olgiati M.: Politique de la mémoire nationale. Étude principale III, 77 pages.
- Knoepfel P., Olgiati M.: Politique de la mémoire nationale. Étude principale II, 46 pages.
- Knoepfel P., Olgiati M.: Analyse de politiques publiques – grands exercices d'application, 257 pages.

Article de vulgarisation

- Csikos P.: Les agences de notation financière: coupables? Le Temps, 21 octobre.
- Graz J.-C., Csikos P.: Davos face à ses limites. Le Temps, 24 janvier.
- Knoepfel P.: Wir brauchen eine neue Phase der Natur- und Umweltschutzpolitik. Umweltentwicklung Schweiz: gerstern – heute – morgen. 31 décembre. Naturforschenden Gesellschaft in Zürich auf das Jahr 2009, 211. Stück. p. 152-157.
- Olgiati M., Knoepfel P.: La politique de la mémoire: instrument de pilotage de la sauvegarde de l'information. Documents. RéseauPatrimoineS a dix ans (éd. Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud), 15 avril. N° 10. p. 79-83.

Communication dans une conférence

- Dupuis J.: The sustainability of Kyoto's architecture: Where did the victims of climate change go?, *New methodologies and interdisciplinary approaches in global change research*. Porquerolles, France. 05.11.2008 au 10.11.2008.
- Knoepfel P.: Évaluation de la durabilité comme processus politique, *Sanu (Marc Münster)*. Bienne. 04.04.2008.
- Knoepfel P.: Nachhaltige Ressourcenpolitik, *Interfakultäre Koordinationsstelle für Ökologie, Universität Bern*. Bern. 23.04.2008.
- Knoepfel P., Nahrath S.: Direction de l'atelier «Foncier et écoquartier» lors du colloque sur les écoquartiers, *Université de Lausanne*. Lausanne. 04.09.2008 au 05.09.2008.
- Knoepfel P.: Projet institutionnel de la Fondation Genevoise pour l'Animation socio-culturelle, *Introduction et animation du Forum 2008, Forum partenaire de la FASE*. Genève. 15.11.2008.
- Knoepfel P.: Refonte des politiques du handicap du canton de Fribourg, *Service cantonal du handicappliquée*, Fribourg. 16.05.2008.
- Knoepfel P.: Resource- and Actor-based Concepts of Sustainable Development: Means to Overcome the Relativistic Triangular Concept, *Colloque du CLERSE*. Lille, France. 20.11.2008 au 22.11.2008.
- Knoepfel P.: Politische Implikationen in Nachhaltigkeitsbeurteilungsprozessen, *Sanu (Marc Münster)*. Basel. 28.11.2008.
- Knoepfel P.: Umweltpolitik, *Kompetenzzentrum Public Management*. Bern. 06.12.2008.
- Knoepfel P.: Establishment of a scheme for a Master in Public Administration for the Republic of Kosovo, *Ministry for Public Administration*. Pristina, Kosovo. 08.05.2008 au 09.05.2008.
- Knoepfel P.: Piloter l'usage des ressources naturelles/Nutzung der natürlichen Ressourcen steuern, *Seminarleitung, Eidgenössisches Personalamt/BAFU/ARE*. Bern. 02.05.2008 au 03.05.2008.
- Nahrath S., Leresche J.-P.: Changements d'échelles de l'action publique et développement urbain durable: entre fragmentation politique et intégration urbaine, *Le développement urbain durable saisi par les sciences sociales*. Université Jean Monnet, Saint-Étienne, France. 29.05.2008 au 30.05.2008.
- Nahrath S., Pflieger G.: Where is the regulatory State? Liberalisation, regionalisation and state intervention in the Swiss railway sector, *Workshop LAGAPE Libéralisation and re-regulation dynamics across policy sectors in Switzerland: towards a new regulatory order?* Université de Lausanne. 22.05.2008 au 23.08.2008.
- Nahrath S.: Projet de quartiers durables: de l'intention à la réalisation, *Quartier et gestion foncière, membre du comité scientifique et d'organisation du colloque de l'Observatoire universitaire de la ville et du développement durable*. Université de Lausanne. 04.09.2008 au 05.09.2008.
- Nahrath S., Gerber J.-D., Varone F.: Les espaces fonctionnels de la durabilité: vers une reconfiguration des politiques sectorielles, des territoires institutionnels et des droits de propriété? *La problématique du développement durable vingt ans après: nouvelles lectures théoriques, innovations méthodologiques et domaines d'extension*. CLERSE, Université de Lille 1, France. 20.11.2008 au 22.11.2008.
- Nahrath S., Pflieger G.: Where is the regulatory State? Liberalisation, regionalisation and state intervention in the Swiss railway sector, *Workshop LAGAPE: Liberalisation and re-regulation dynamics across policy sectors in Switzerland: towards a new regulatory order?* Université de Lausanne. 22.05.2008 au 23.05.2008.



Activité interne

- Csikos P., Représentant du Corps intermédiaire ou comité paritaire LPP.
- Gerber J.-D., Membre du Groupe de construction de l'IDHEAP.
- Gerber J.-D., Représentant du Corps Intermédiaire et du Comité de Direction.
- Gerber J.-D., Membre de la Commission de nomination du professeur assistant en économie publique.
- Knoepfel P., Membre du Groupe de construction de l'IDHEAP.
- Knoepfel P., Membre de la Commission pour la recherche de l'IDHEAP.
- Knoepfel P., Membre du Comité de direction de l'IDHEAP.
- Knoepfel P., Co-responsable de la formation doctorale en administration publique.
- Nahrath S., Membre. Comité de direction de l'IDHEAP.
- Nahrath S., Président du Groupe de travail «relève académique à l'IDHEAP».
- Olgiate M., Tutorat. Suivi des étudiants.
- Olgiate M., Membre. Commission des études: représentante du Corps intermédiaire.
- Olgiate M., Membre de la Commission de nomination du professeur assistant en Gouvernance publique et société de l'information.

Distinction

- Csikos P., Membre du Laboratoire d'Analyse de la Gouvernance et de l'Action Publique en Europe (LAGAPE), Institut d'études politiques et internationales, Université de Lausanne.
- Csikos P., Membre de la Commission «droit et économie» de la Fédération Romande des Consommateurs (FRC).
- Gerber J.-D., Membre du Groupe de travail en vue de «l'élaboration d'un concept d'accompagnement scientifique et de coordination de la recherche sur les parcs» de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales.
- Knoepfel P., Membre du Conseil d'administration de la maison d'édition «SEISMO» (depuis 1998).
- Knoepfel P., Membre du Conseil de Fondation de l'Institut Suisse pour les Études Albanaises (ISEAL).
- Knoepfel P., Membre de la Commission de planification du département des sciences politiques de l'Université de Lausanne.
- Knoepfel P., Membre du Conseil d'édition de la revue «Zeitschrift für Umweltpolitik – ZfU».
- Knoepfel P., Membre du Conseil d'édition (advisory board) de la revue «Public Administration – an international quarterly: Oxford (Blackwell)».
- Knoepfel P., Membre du Conseil scientifique de la Maison des Sciences de l'Homme «Villes et Territoires» de l'Université de Tours (France).
- Knoepfel P., Member of the European Association for public administration accreditation (Accreditation committee), Vice-president.
- Knoepfel P., Membre du Comité scientifique du Master of Advanced Studies (MAS) en Urbanisme durable (UNIL, IDHEAP, UNINE, UNIGE, CREM, FSU).
- Knoepfel P., Membre du Comité exécutif de l'Association Suisse de Science Politique.
- Knoepfel P., Membre du Groupe d'experts scientifiques du projet AGGLO.CH de l'Office fédéral de la statistique.
- Knoepfel P., Membre du Conseil scientifique de la revue «Le droit de l'environnement dans la pratique».
- Knoepfel P., Membre du Comité de rédaction de la revue «Vues sur la ville». Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable, Lausanne.
- Knoepfel P., Membre du Comité éditorial de la Revue Suisse de Sciences politiques.
- Knoepfel P., Membre du Beirat du Forum Paysage suisse.
- Knoepfel P., Membre du Comité d'orientation du programme Proses (sciences, environnement) de la Fondation nationale des sciences politiques, Institut d'études politiques, Paris.
- Knoepfel P., Membre du Comité de rédaction de la revue «Urbia. Les Cahiers du développement durable». Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable, Lausanne.
- Knoepfel P., Membre de l'Observatoire universitaire de la ville et du développement durable, Université de Lausanne.
- Knoepfel P., Co-éditeur de la collection Écologie & Société – Oekologie & Gesellschaft, Verlag Rüegger, Zürich/Chur.

- Nahrath S., Représentant de l'Association Suisse de Science Politique (ASSP) à la commission «Nachhaltigkeit» de l'Académie Suisse des Sciences Humaines (ASSH).
- Nahrath S., Membre du Comité de rédaction de la revue «Urbia. Les Cahiers du développement durable». Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable, Lausanne.
- Nahrath S., Membre du Laboratoire d'Analyse de la Gouvernance et de l'Action Publique en Europe (LAGAPE), Institut d'Études Politiques et Internationales, Université de Lausanne.
- Nahrath S., Membre du Bureau de la Commission pédagogique de science politique, Faculté des SSP, Université de Lausanne.
- Nahrath S., Membre du Comité de rédaction de la revue «Vues sur la ville». Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable, Lausanne.
- Nahrath S., Membre du Comité de rédaction de la revue «Espaces et sociétés».
- Nahrath S., Membre suppléant du Comité scientifique du Master of Advanced Studies (MAS) et Urbanisme durable (UNIL, IDHEAP, UNINE, UNIGE, CREM, FSU).
- Nahrath S., Direction du groupe «Politiques publiques» au sein de l'Association suisse de science politique (ASSP).
- Nahrath S., Membre de l'Observatoire universitaire de la ville et du développement durable, Université de Lausanne.
- Nahrath S., Vice-directeur de l'Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB), Sion, Suisse (depuis septembre 2008).
- Nahrath S., Professeur associé en «Politiques du tourisme, de l'environnement et du paysage» à l'Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB), Sion (depuis septembre 2008).
- Nahrath S., Responsable de l'UER Tourisme à l'Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB), Sion (depuis septembre 2008).
- Nahrath S., Membre de la commission «Développement durable» de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales.
- Nahrath S., Co-éditeur de la collection Écologie & Société – Oekologie & Gesellschaft, Verlag Rüegger, Zürich/Chur.
- Nahrath S., Co-directeur du groupe de travail «politiques publiques» à l'Association suisse de science politique, Berne.

Politiques sociales (Prof. Giuliano Bonoli)

L'année 2008 a été caractérisée par un effort important dans le développement des activités d'enseignement, de conseil et de recherche en Suisse et à l'étranger. Parmi les points fort de l'année, on peut citer le séminaire international sur «*Active labour market policies: what can we learn from international experiences*», organisé conjointement avec l'Institut Européen d'Administration Publique (EIPA, de Maastricht), et le réseau d'excellence RECOWE, financé par la Commission Européenne. Le séminaire a eu lieu en octobre à Lausanne, et suscité l'intérêt d'une trentaine de fonctionnaires issus de 15 pays différents. Avec neuf participants, la Suisse était également représentée, ce qui a sans doute constitué une excellente opportunité d'échange.

Autre point fort de l'année, la présentation en conférence de presse le 8 septembre, des résultats d'un mandat de recherche sur la réforme de l'AVS, réalisé pour le compte de l'OFAS. À cette occasion ont été notamment proposés trois modèles de réforme capables de maîtriser les dépenses tout en tenant compte des exigences sociales que doit respecter une assurance comme l'AVS. Le rapport peut être téléchargé à partir du site web de l'OFAS.

Au chapitre de la recherche, nous signalons la publication de l'étude «*The impact of social policy on fertility: evidence from Switzerland*», publiée par le *Journal of European Social Policy*, et largement reprise par la presse suisse. Cette étude met en évidence le fait que les cantons qui investissent plus dans la politique familiale, notamment dans des structures de garde, semblent mieux réussir à ralentir la baisse du taux de fécondité. L'étude, ainsi que d'autres informations sur les activités de recherche en politique sociale, sont disponible sur le site www.IDHEAP.ch/ps.

Finalement, Fabio Bertozzi, après avoir terminé sa thèse de doctorat, nous a quittés pour rejoindre le Service de l'action sociale et de la prévoyance (SPAS) du Canton de Vaud en tant que Chef de projet. Par ailleurs, deux nouvelles collaboratrices ont complété l'équipe: Sabine Wichmann, titulaire d'un Master en politique sociale de l'Université d'Oxford, et Cyrielle Champion, qui prépare une thèse sur la coordination interinstitutionnelle.

Ouvrage scientifique

- Bertozzi, F, Bonoli, G, Gay-Des-Combes, B. (2008) *La réforme de l'État social en Suisse (2^e édition)*. Lausanne: PPUR. 130 pages. ISBN: 2-88074-635-3.
- Bonoli G., Bertozzi F. (Eds) (2008) *Les nouveaux défis de l'État social/Neue Herausforderungen für den Sozialstaat*. Lausanne/Bern: PPUR/Haupt (Collection Contribution à l'action publique). 252 pages. ISBN: 978-2-88074-751-0.

Article dans revue scientifique

- Bonoli G. (2008) «The impact of social policy on fertility: evidence from Switzerland». *Journal of European Social Policy*. Vol. 18, N° 1. p. 64-78.
- Bonoli G. (2008) «Für einen Sozialstaat der Investitionen». *Rote Revue*. N° 1/2008. p. 7-13.

Chapitre/article dans ouvrage coordonné par d'autres

- Bertozzi F., Bonoli G., Ross F. (2008) The Swiss Road to Activation: Legal Aspects, Implementation and Outcomes in Bringing the Jobless into Work? Experiences with Activation Schemes in Europe and the US. Springer, p. 243-272. ISBN: 978-3-540-77434-1.
- Bonoli G. (2008) Flexicurity: flessibilità e sicurezza un mercato del lavoro efficiente in Lavoro flessibile in Vademecum per una gestione sicura dei rapporti di lavoro flessibili. Boss Editore, p. 18-26. ISBN: 88-89093-09-9.
- Bonoli G. (2008) Emploi et vieillissement: vers des nouveaux modèles de transition de la vie active à la retraite in La nouveaux défis de l'État social. PPUR, p. 95-114. ISBN: 978-3-258-07324-8.
- Bonoli G., Palier B. (2008) When past reforms open up new opportunities: comparing old-age insurance reforms in Bismarckian welfare systems in Reforming the Bismarckian welfare systems. Blackwell Publishing, p. 21-39. ISBN: 978-1-4051-8348-2.
- Bonoli G. (2008) Faire face aux défis de l'État social: la stratégie de l'investissement in Les nouveaux défis de l'État social. PPUR, p. 1-18. ISBN: 978-2-88074-751-0.

Lignes IDHEAP

- Bonoli G.: The Political Economy of Activation, Working Papers IDHEAP, 21 pages.
- Bonoli G.: Réorienter les régimes sociaux vers la réinsertion professionnelle, Working Papers IDHEAP, 16 pages.

Rapport de recherche ou d'expertise

- Bertozzi, F. Bonoli G.: Measuring Flexicurity: conceptual challenges and data availability constraints, Commission Européenne, réseaux d'excellence RECWOWE. 56 pages.
- Bonoli G., Bertozzi, F, Wichmann, S.: Adaptation des systèmes de retraite dans l'OCDE: Quels modèles de réforme pour la Suisse?, OFAS. 51 pages.
- Bonoli G., Flückiger, Y., Bercalz, M., Kempeneers, P., Wichmann, S.: Évaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le Canton de Fribourg, Canton de Fribourg, Service de l'action sociale et Service de l'emploi. 82 pages.

Article de vulgarisation

- Bonoli G.: Breiter Horizont für AHV-Reformen. Schweizer Personal Vorsorge, 1er décembre. N° 12. p. 25.
- Bonoli G.: Les réformes des retraites dans les pays de l'OCDE: des exemples pour la Suisse? Sécurité sociale (CHSS), 1^{er} octobre. N° 5. p. 294-299.
- Bonoli G.: Une stratégie d'investissement social ciblée sur les enfants. Dossier de l'ARTIAS, 1^{er} avril. N° 4. p. 1-9.

Communication dans une conférence

- Bonoli G.: La transformation de l'État social suisse, *Intervention dans le Master en sociologie, Université de Neuchâtel*. Neuchâtel. 16.04.2008.
- Bonoli G.: La réinsertion professionnelle de personnes à faible employabilité (conférence- débat), *Journée employeurs de l'ORIPH*. Saignelégier. 06.05.2008.
- Bonoli G.: La coordination des régimes sociaux en Suisse, *Journée AI, Avenir Suisse*. Aarau. 28.04.2008.

- Bonoli G.: The politics of pension reform in Europe, *Cicero Foundation seminar on pension reform in Europe*. Paris, France. 15.05.2008.
- Bonoli G.: The privatisation of public pension schemes in OECD countries, *Cycle de conférence sur le public-private mix dans les politiques sociales, Université de Fribourg*. Fribourg. 20.05.2008.
- Bonoli G.: Une aide sociale pour le XXI^e siècle, *Journée annuelle de la Conférence Suisse des Institutions d'Action Sociale (CSIAS)*. Visp. 21.05.2008.
- Bonoli G.: Theories of activation (with Bjorn Holmgaard Johansen), *RECWOWE Integration week*. Oslo, Norvège. 11.06.2008 au 13.06.2008.
- Bonoli G.: The political economy of childcare: explaining cross-national variation in expenditure and in coverage rates, *ESPAnet graduate workshop on the recalibration of postindustrial welfare states, University of Bologna at Forli*. Forli, Italie. 05.06.2008 au 06.06.2008.
- Bonoli G.: The politics of postindustrial social policies, *RECWOWE/ESPAnet Doctoral school*. Utrecht, Pays-Bas. 09.07.2008 au 10.06.2008.
- Bonoli G.: The political economy of childcare: explaining cross-national variation in expenditure and in coverage rates, *Face à la dépendence, États sociaux, citoyenneté et action publique en Europe, Université de Genève*. Genève. 04.09.2008.
- Bonoli G.: L'évaluation des mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, *Présentation faite au Conseil d'État du Canton de Fribourg*. Fribourg. 22.01.2008.
- Bonoli G.: Les réformes des retraites dans les pays de l'OCDE. Quels modèles pour la Suisse? *Forum de l'Office fédéral des assurances sociales*. Berne. 27.03.2008.
- Bonoli G.: Second pillar pensions in Switzerland, *The governance of supplementary pension schemes in Europe (GOSPE)*. Mannheim, Allemagne. 21.02.2008 au 23.02.2008.
- Bonoli G.: Les réformes des retraites dans les pays de l'OCDE. Quels modèles pour la Suisse? *Conférence de presse organisée par l'OFAS*. Berne. 09.06.2008.
- Bonoli G.: Les politiques de réinsertion professionnelle dans les pays de l'OCDE, *Cycle de conférence transitions sur le marché du travail, Université de Genève*. Genève. 23.06.2008.
- Bonoli G.: The political economy of active labour market policy in OECD countries, *7th ESPAnet annual conference: Cross border influences in social policy*. Helsinki, Finlande. 18.06.2008 au 20.06.2008.
- Bonoli G.: La coordination de régimes sociaux et la réinsertion professionnelle, *Hearing auprès de la Commission parlementaire de la sécurité sociale et de la santé, Conseil National*. Berne. 09.06.2008.
- Bonoli G.: Les résultats de l'évaluation de mesures de réinsertion socioprofessionnelle dans le canton de Fribourg, *Conférence de presse du Département de l'action sociale et du Département de l'économie, Canton de Fribourg*. Fribourg. 01.10.2008.
- Bonoli G.: Why not flexicurity? Trajectories of labour market policy in Italy and Sweden, *CONSENT workshop on Flexicurity, Centre pour l'Étude des Politiques Sociales (CEPS)*. Bruxelles, Belgique. 26.09.2008.
- Bonoli G.: Il reinserimento professionale dei beneficiari AI, *Reinserimento professionale: siamo tutti pronti? Conférence-débat organisé par Avenir Suisse*. Lugano. 09.10.2008.
- Bonoli G.: The political economy of active labour market policy in OECD countries, *Graduate/Staff research seminar, Institut für Politikwissenschaft, Université de Berne*. Berne. 06.10.2008.
- Bonoli G.: The governance of second pillar pensions in Switzerland, *The governance of supplementary pension schemes in Europe (GOSPE), second conference*. Mannheim, Allemagne. 04.12.2008 au 06.12.2008.
- Bonoli G.: Discussion of the paper «The coordination challenge», by Einar Overbye, *Rescaling Welfare states*. Lucerne. 14.11.2008.
- Bonoli G.: Prevenire i processi di esclusione grazie alle politiche di reinserimento professionale, *Ciclo di conferenze sull'esclusione sociale, IUFFP*. Lugano. 20.10.2008.
- Bonoli G.: Le système de trois pilier, pourra-t-il résister au défi démographique?, *Putting «R» into HR, Swiss HR Annual Conference*. Berne. 25.09.2008.
- Bonoli G.: Les dépenses sociales comme investissement, *Présentation au groupe d'experts «Statistique sociale» de l'Office fédéral de la statistique*. Neuchâtel. 14.10.2008.
- Bonoli G.: The politics of postindustrial social policies, *Fifteenth International FISS Research Seminar «Social Protection for a Post-industrial World»*. Sigtuna (Stockholm), Suède. 14.06.2008 au 15.06.2008.

Distinction

- Bonoli G., Membre du comité éditorial du «Journal of European Social Policy».
- Bonoli G., Membre de la Commission «Perspectives» de l'ORIF (Organisation romande pour l'intégration et la formation).
- Bonoli G., Membre du Overseas advisory board du «Journal of social policy».
- Bonoli G., Membre du «Executive Committee» du réseau d'excellence «RECWOWE», 6^e programme cadre de l'UE.
- Bonoli G., Membre du groupe d'experts «statistiques sociales» de l'Office fédéral de la statistique.
- Bonoli G., Membre du «executive board» du ESPAnet.

Ressources humaines (Prof. Yves Emery)

L'année 2008 a été marquée entre autres par la parution, dans la collection du Savoir Suisse, de l'ouvrage «Repenser la gestion publique» (Giauque/Emery). La nouvelle gestion publique (NGP) a marqué le monde de l'administration depuis plus de 15 ans. Nous avons eu le privilège de vivre et de questionner ce mouvement dès les premières applications en Suisse: conférences, interventions dans les administrations, publications sur le sujet, ont évolué au gré de la concrétisation des méthodes de la NPG et de sa conceptualisation dans la littérature spécialisée. Après tant d'années, nous avons saisi l'opportunité, avec David Giauque, de mettre en perspective cette riche matière pour la synthétiser dans un ouvrage publié dans la collection du «Savoir suisse» par les Presses Polytechniques Universitaires Romandes. Forts des innombrables publications sur le sujet, au niveau suisse et surtout international, et des nombreuses évaluations scientifiques réalisées dans les administrations helvétiques, nous avons procédé à un bilan global des expériences conduites et esquissé les pistes qui, à notre sens, marqueront la gestion publique de ce début de XXI^e siècle. À bien des égards, la NGP est maintenant dépassée, elle reflète une conception gestionnaire simplificatrice de l'action publique qui a trop peu tenu compte des dimensions politiques et culturelles du secteur public, voulant imposer sans recul des méthodes n'ayant d'ailleurs pas toujours fait leur preuve dans le secteur privé. D'un autre côté, la NGP a permis de questionner les modes d'organisation, de gestion et de pilotage de l'action publique de manière souvent très pertinente. Il apparaît maintenant clairement que certaines approches et méthodes prônées par la NGP sont très utiles, même si le courant de la NGP a perdu de son aura au niveau international. Ces acquis de la NGP doivent être cultivés et témoignent, à l'exemple des nombreuses administrations suisses qui poursuivent dans la voie initiée par ce mouvement, que l'aventure des réformes administratives constitue une tendance à long terme, qui se nourrit peu ou prou des nouvelles approches jalonnant l'histoire des sciences administratives.

Le bilan systématique présenté dans l'ouvrage considère la NGP dans ses dimensions politique, gestionnaire et culturelle, et permet d'apprécier les forces et problèmes rencontrés du point de vue des acteurs-clés: parlementaires, membres de l'exécutif, gestionnaires publics, agents publics, bénéficiaires des prestations publiques et collectivité. Les pistes esquissées pour le futur s'inscrivent dans l'évolution de la NGP vers la nouvelle gouvernance publique.

Ouvrage scientifique

- Giauque D., Emery Y. (2008) *Repenser la gestion publique*. Lausanne: Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Collection Le Savoir Suisse. 144 pages. ISBN: 978-2-88074-805-0 2008

Article dans revue scientifique

- Emery Y., Martin N. (2008) «Quelle identité d'«agent public» aujourd'hui? Représentations et valeurs au sein du service public suisse». *Revue française d'administration publique*. N° 127. p. 559-578.
- Emery Y., Martin N., Sanchez J., Wyser C. (2008) «Swiss public servants' s perception of performance in a fast changing environment». *International Review of Administrative Sciences*. N° 74 (2). p. 281-297.
- Emery Y., Martin N., Sanchez J., Wyser C. (2007) «Perceptions de la performance et comportements des agents publics suisses dans un environnement en constante évolution». *Politiques et Management public*. Vol. 25, N° 4. p.157-178.

Chapitre/article dans ouvrage coordonné par d'autres

- Emery Y., Wyser C. (2008) The Swiss federal administration in a context of downsizing: the public servants perception about productivity, motivation and ethical issues in *Ethics and Integrity of Governance: Perspectives across Frontiers*. Edward Elgar Publishing, p. 101-119. ISBN: 978-1845428549.

Communication dans une conférence

- Emery Y., Martin N., Wyser C.: Innovation in the Public Sector as Perceived by Street-level Bureaucrats, *EGPA Annual Conference*. Rotterdam, Pays-Bas. 03.09.2008 au 06.09.2008.
- Emery Y.: Research Design of the Swiss Team, *COST 601: CRIPO Third meeting*. Utrecht, Pays-Bas. 03.06.2008.
- Wyser C.: Défis des organisations de santé, défis des sciences de gestion, *Journée transdisciplinaire de recherche avec les soutiens de l'AIMS et de l'AGRH*. Lyon, France. 20.11.2008.

Distinction

- Emery Y., Membre du forum Suisse HR Swiss.
- Emery Y., Membre du comité directeur de la société suisse des sciences administratives.
- Emery Y., Membre du conseil de Fondation du Centre d'éducation permanente (CEP), État de Vaud.
- Emery Y., Membre de l'Editorial Board de la Revue «Management international», Montréal.
- Emery Y., Membre du comité de la Société d'études économiques et sociales, Université de Lausanne.
- Wyser C., Membre du comité scientifique «Démarche éthique du Corps de police» à la Ville de Lausanne.

Systèmes d'information (Prof. Jean-Loup Chappelet)

L'année 2008 a vu la Chaire poursuivre et développer ses activités d'enseignement, de recherche et d'expertise en synergies mutuelles, en parallèle à la responsabilité de directeur de l'IDHEAP assumée par son titulaire depuis 2003 et renouvelée à l'unanimité pour 2009-2011.

Le cours de base du MPA «Systèmes d'information et statistique publique» a été donné avec le Prof. Giuliano Bonoli et a permis à plusieurs étudiants du MPA de choisir le thème des systèmes d'information pour leur mémoire. Les liens entre management public et systèmes d'information ont été également développés avec le prof. Adrian Ritz de l'Université de Berne dans le cadre d'un cours du Master PMP.

La Chaire a poursuivi ses enseignements en management du sport dans le cadre des cours suivants: séminaire pour spécialistes et cadres de l'IDHEAP donné depuis plus de treize ans et qui est continuellement adapté aux évolutions permanentes du domaine; cours SOMIT (Sport Organisations Management Interactive Teaching) du Campus virtuel suisse (CVS) élaboré en coopération avec l'Université de Fribourg et Swiss Olympic (Swiss Sport Management Center) qui a été poursuivi malgré l'arrêt du financement CVS; Master of Advanced Studies in Sport Administration and Technology qui est offert conjointement avec l'EPFL, l'UNIL et l'UNIGE; MEMOS (Master exécutif en management des organisations sportives) en partenariat avec plusieurs universités et écoles de sport européennes. Les cours donnés dans ces deux derniers programmes ont été soutenus par un système wikimedia donnant un accès direct à une importante littérature.

Le projet de recherche OMCES financé par la Commission Technologie et Innovation (CTI) sur les outils de management de la connaissance des événements sportifs s'est terminé par la publication de deux articles et la remise d'un prototype au partenaire commercial, à savoir la société Valais Excellence. Le projet FNS sur les politiques publiques d'accueil d'événements sportifs (PASES) se poursuit conformément à la planification et devrait aboutir à un doctorat fin 2009-début 2010.

La Chaire a contribué à plusieurs conférences scientifiques ou d'associations professionnelles de management du sport. Un livre chez Routledge (Londres) et deux articles dans des revues à comité de lecture ont été publiés dans ce domaine, ainsi qu'un chapitre dans un ouvrage à l'Harmattan (Paris). Le titulaire de la Chaire a assuré la coordination d'un numéro spécial de la Revue européenne de management du sport. Il a été invité à donner des conférences plénières (keynotes) à l'Université Bocconi dans le cadre d'un symposium international sur la gouvernance du sport, à l'Université d'Oxford, dans le cadre d'un séminaire sur l'héritage olympique, et à l'Institut français des relations internationales (IFRI Paris).

Sur mandat du Conseil de l'Europe, la Chaire a réalisé une étude sur l'autonomie des organisations sportives en Europe qui a été présentée lors de la 11^e conférence des ministres européens responsables du sport à Athènes. La définition opérationnelle de l'autonomie proposée dans l'étude a été intégralement reprise dans les recommandations de la conférence à destination des États membres.

L'enquête sur les formations universitaires aux affaires publiques, en coopération avec l'Institut pour un débat sur la gouvernance (IRG Paris), s'est poursuivie. Le prototype d'un World Observatory of Teaching in Public Affairs (WOTPA) a été présenté au congrès annuel du Groupe européen d'administration publique (GEAP) à Rotterdam. Cf. www.wotpa.org

Ouvrage scientifique

- Chappelet J.-L. & Kübler-Mabbott B. (2008) *The International Olympic Committee and the Olympic System: The governance of world sport*. London: Routledge (Collection Global Institutions). 208 pages. ISBN: 978-0-415-43167-5 (hbk).

Article dans revue scientifique

- Chappelet J.-L. (2008) «La politique environnementale olympique comme héritage des Jeux d'hiver». *Revue européenne de management du sport*. N° 22. p. 72-85.
- Chappelet J.-L. (2008) «Olympic Environmental Concerns as a Legacy of the Winter Games». *International Journal of the History of Sport*. Vol. 25, N° 14. p. 1884-1902.

Chapitre/article dans ouvrage coordonné par d'autres

- Chappelet J.-L. (2008) La gouvernance du Comité international olympique in La gouvernance des organisations sportives. L'Harmattan, p. 27-48. ISBN: 978-2-296-04656-6.
- Favre N., Clivaz C. (2008) Valais Excellence: A system to better manage visitor flows during sport events Management for protection and sustainable development in Proceedings of the Fourth International Conference on Monitoring and Management of Visitor Flows in Recreational and Protected Areas, p. 102-106.

Lignes IDHEAP

- Chappelet J.-L., Favre N.: Quinze ans de championnats du monde et d'Europe en Suisse: un état des lieux, Working Papers IDHEAP, 25 pages.

Rapport de recherche ou d'expertise

- Chappelet J.-L., Bousigue A. & Cohen B.: The autonomy of sport in Europe, Council of Europe, Enlarged Partial Agreement on Sport. 37 pages + annexes.

Article de vulgarisation

- Chappelet J.-L.: Quel organisme pour lutter contre les dérives du sport? *Le Temps*, 16 décembre 2008. p. 17.
- Chappelet J.-L.: Les grandes manœuvres de la gouvernance du sport mondial. *Le Temps*, 7 février. p. 16.
- Chappelet J.-L.: Lausanne et le management du sport: des origines à nos jours. Site www.lausanne.ch >Ville sportive> Capitale olympique.

Communication dans une conférence

- Chappelet J.-L.: The autonomy of sport in Europe: Historical background and future prospect, *11th Council of Europe Conference of Ministers Responsible for Sport*. Athènes, Grèce. 11.12.2008 au 12.12.2008.
- Chappelet J.-L.: L'impact des grandes manifestations sportives, *Forum des sports*. Genève. 19.01.2008.
- Chappelet J.-L.: Le choix des villes olympiques ou la realpolitik du CIO, *Sport et relations internationales, Institut français des relations internationales (IFRI)*. Paris, France. 03.07.2008.
- Chappelet J.-L.: The International Olympic Committee at a crossroads, *The Social Impact of Sport Governance & Management, Università Bocconi*. Milano, Italie. 20.11.2008 au 22.11.2008.
- Chappelet J.-L.: Swiss Sports Development Policies, *Studying Sport Development Conference, Brunel University*. London, Grande-Bretagne. 25.04.2008.

- Chappelet J.-L.: Les parties prenantes de la lutte contre le dopage, *Symposium 2008 de l'Association suisse des managers du sport (ASMS)*. Aigle. 12.04.2008.
- Chappelet J.-L., Porcheron P.: The World Observatory of Teaching in Public Affairs, *European Group of Public Administration (EGPA) Conference 2008*. Rotterdam, Pays-Bas. 03.09.2008 au 05.09.2008.
- Chappelet J.-L.: Le sport et l'université, *8^e Forum économique rhodanien*. Lausanne. 24.10.2008.
- Chappelet J.-L.: Fighting the dark side of sport: Towards a SAFE Sport Education, *Education through sport, Council of Europe*. Bratislava, Slovaquie. 17.04.2008 au 18.04.2008.
- Chappelet J.-L.: The MEMOS programmes: Past and future, *1st MEMOS Graduates Worldwide Convention*. Barcelona, Espagne. 27.11.2008 au 30.11.2008.
- Chappelet J.-L.: Olympic environmental concerns as a legacy of the Winter Games, *Olympic Legacies Seminar, St-Antony's College, Oxford University*. Oxford, Grande-Bretagne. 29.03.2008 au 30.03.2008.
- Huber N.: Olympic stadia as heritage: What have Olympic cities done with their stadiums?, *16th International Postgraduate Seminar of Olympic Studies*. Olympie, Grèce. 05.07.2008 au 27.07.2008.
- Leopkey B., Mutter O.: Barriers and Facilitators when Hosting Sporting Events: Exploring the Canadian and Swiss Sport Event Hosting Policies, *European Group for Organizational Studies (EGOS) Colloquium*. Amsterdam, Pays-Bas. 11.07.2008 au 12.07.2008.
- Mutter O.: Mesures de soutien aux sportifs au sein de l'école publique à Genève, *Séminaire du Département de la cohésion sociale et des sports de la Ville de Genève*. Macolin. 25.09.2008.
- Mutter O.: Olympic Games Impact (OGI), *London 2012 Legacy Roundtable Seminar, East London University*. London, Grande-Bretagne. 11.12.2008.

Activité interne

- Chappelet J.-L., Membre du Conseil académique de la Conférence universitaire de Suisse occidentale (CUSO).
- Chappelet J.-L., Membre du Comité de pilotage du Swiss Public Administration Network (SPAN).
- Chappelet J.-L., Membre du Groupe d'experts du jury du concours d'architecture pour le nouveau bâtiment des sciences humaines de l'UNIL.
- Chappelet J.-L., Membre du Groupe de construction.
- Chappelet J.-L., Membre du Comité de direction, de la Commission des études et de la Commission pour la recherche.
- Chappelet J.-L., Membre des commissions de nomination de quatre professeurs assistants et d'évaluation d'un professeur ordinaire.

Distinction

- Chappelet J.-L., Coordinateur du numéro spécial de la Revue européenne de management du sport «JO 2008».
- Chappelet J.-L., Membre du Comité de programme de la conférence de l'EASM (European Association for Sport Management) 2008 à Heidelberg (Allemagne).
- Chappelet J.-L., Review of the European Sport Management Quarterly for inclusion on the ISI citations Index.
- Chappelet J.-L., Membre du groupe de travail «Structures organisationnelles» de la Fédération internationale de tir à l'arc.
- Chappelet J.-L., Membre du Comité exécutif de l'Académie internationale des sciences et techniques du sport (AiSTS) et du Comité scientifique du Master of Sport Administration and Technology (IDHEAP-EPFL-UNIL-UNIGE).
- Chappelet J.-L., Membre du comité d'honneur de SwissInfraSport, salon suisse des infrastructures sportives.
- Chappelet J.-L., Préface du livre «Marketing sports organisations: managing networks and relationships» d'Alain Ferrand et Scott McCarthy, London: Routledge.
- Chappelet J.-L., Membre du Conseil scientifique de Universitäre Fernstudien Schweiz (FS-CH).
- Chappelet J.-L., Invité de la série de cinq documentaires sous le titre «Le Cœur des Jeux» sur la radio France Culture.
- Chappelet J.-L., Membre du Comité exploratoire pour une candidature de Genève aux Jeux olympique 2018.
- Chappelet J.-L., Membre de l'Editorial Board de l'European Sport Management Quarterly et de la Revue européenne de management du sport.
- Chappelet J.-L., Membre du comité du programme de la conférence eGOV08 à Turin (Italie).
- Chappelet J.-L., Membre de l'Editorial Board de la revue International Journal of Electronic Governance.

PROFESSEURS EXTRAORDINAIRES ET PROFESSEURS ASSISTANTS

Droit public (Prof. Pierre Louis Manfrini)

Communication dans une conférence

- Manfrini P.-L., «Réglementation du statut du personnel communal» – Cycle de conférence organisé par l'Association des Communes genevoises. Mai 2008.
- Manfrini P.-L., «Le droit suisse du développement durable et sa mise en œuvre par les cantons» – Conférence dans le cadre du certificat de formation en développement durable organisé par l'Université de Genève. Décembre 2008.

Économie de la régulation (Prof. Laure Athias)

Article dans revue scientifique

- Athias L. (2008) «Winner's curse in toll road concessions». *Economics Letters*. Volume 101 (3). p. 172-174.
- Athias L. (2007) «Un Partenariat Public Privé rigide ou flexible? Théorie et application aux concessions routières à péage». *Revue Économique*, volume 58,. p. 565-576.

Rapport de recherche ou d'expertise

- Athias L.: Impacts of market liberalization on railways and civil aviation networks in Switzerland, S. Nahrath, IUKB. 4 pages.

Communication dans une conférence

- Athias L.: Political Accountability, Incentives, and Contractual Design of Public Private Partnerships: Demand Risk on Private Providers or Public Authorities?, *ISNIE (International Society for New Institutional Economics) Annual Conference, University of Toronto*. Toronto, Canada. 20.06.2008 au 21.06.2008.
- Athias L.: Political Accountability, Incentives, and Contractual Design of Public Private Partnerships: demand or availability risk? *ADRES doctoral days, Toulouse School of Economics*. Toulouse, France. 09.01.2008 au 10.01.2008.
- Athias L.: Political Accountability, Incentives, and Contractual Design of Public Private Partnerships: Demand Risk on Private Providers or Public Authorities?, *EEA (European Economic Association)/ESEM (Econometric Society), 23rd annual congress, Bocconi University*. Milan, Italie. 27.08.2008 au 31.08.2008.

Formation

- Athias L., Seminar chair at the European School on New Institutional Economics (ESNIE), Cargèse, France. 19.05.2008-23.05.2008.

Distinction

- Athias L., Membre du groupe de Travail GREGOR-PPP, IAE, Université de Paris 1 Sorbonne.
- Athias L., Visiting Assistant in Research, Department of Economics, Yale University, United States of America.
- Athias L., Membre du groupe SPOC: Services Publics, Organisations et Contrats; Université Paris 1 Sorbonne.
- Athias L., Membre du pôle suisse en administration publique (SPAN).
- Athias L., Maître de Conférences en Économie (CNU Section 5).

Europe & mondialisation (Prof. Francesco Maiani)

Lignes IDHEAP

- Maiani F.: Legal Europeanization as Legal Transformation: Some Insights from Swiss 'Outer Europe', Working Papers IDHEAP, 24 pages.

Communication dans une conférence

- Maiani F.: L'impact du droit de l'Union européenne sur l'ordre juridique suisse, *UNIL: 300 ans d'enseignement du droit à Lausanne*. Lausanne. 21.11.2008.
- Maiani F.: The EU, its Western Neighbors, and the Functionally Driven Harmonization of Asylum Standards, *WISC: 2nd Global International Studies Conference*. Ljubljana, Slovénie. 23.07.2008 au 26.07.2008.
- Maiani F.: The concept of 'persecution' in refugee law: indeterminacy, context-sensitivity, and the quest for a principled approach, *IUE, Florence: On persecution*. Florence, Italie. 11.10.2008.
- Maiani F.: The Dublin Regulation: an Outsider's Inside Perspective, *ISF, Oslo: Towards a Common European Asylum System*. Oslo, Norvège. 11.11.2008.
- Maiani F.: Legal Europeanization as Legal Transformation: a Swiss Perspective, *IUE, Florence: Integration Without EU Membership in Europe: Models, Experiences, Perspectives*. Florence, Italie. 22.05.2008 au 23.05.2008.

Distinction

- Maiani F., Prix «Professo Walther Hug» pour la thèse: «L'unité familiale et le système de Dublin – entre gestion des flux migratoires et respect des droits fondamentaux».

Gouvernance digitale (Prof. Olivier Glassey)

Article dans revue scientifique

- Glassey O. (2008) Method and Instruments for Modeling Integrated Knowledge. *Knowledge and Process Management*, 15(4), 247-257.
- Glassey, O. (2008). A Case Study on Process Modeling – Three Questions and Three Techniques. *Decision Support Systems*, 44(4), 842-853.

Communication dans une conférence

- Glassey O.: A Case Study on Taxpayer Segmentation, *International Conference on Theory and Practice of Electronic Governance (IceGOV)*. Cairo, Egypt. December 1-4, 2008.

Distinction

- Glassey O., Reviewer for the eGOV 08 Conference.

Légistique (Prof. Luzius Mader)

Article dans revue scientifique

- Mader L. (2008). Zur Evaluation von Gesetzen, *digma* (Zeitschrift für Datenrecht und Informationssicherheit), p. 62-65.

Chapitre/article dans ouvrage coordonné

- Mader L. (2008) Die «Totalrevision» der schweizerischen Bundesverfassung, in Können Verfassungsreformen gelingen? von Peter Bussjäger/Felix Knüpling (Hrsg.) pp. 97-109. ISBN: 978-3-7003-1671-8.
- Brunner S. C., Mader L. (Hrsg.) (2008) Öffentlichkeitsgesetz – Handkommentar zum Bundesgesetz über das Öffentlichkeitsprinzip der Verwaltung vom 17. Dezember 2004 (BGÖ). 392 pages. ISBN: 978-3-7272-2538-3.
- Mader L. (2008) Kommentar der Artikel 115, 116, 124 und 180 Absatz 2 der Bundesverfassung, in Die Schweizerische Bundesverfassung – Kommentar (2. Auflage) von Bernhard Ehrenzeller, Philippe Mastronardi, Rainer J. Schweizer, Klaus Valender (Hrsg.), Zürich.

Lignes IDHEAP

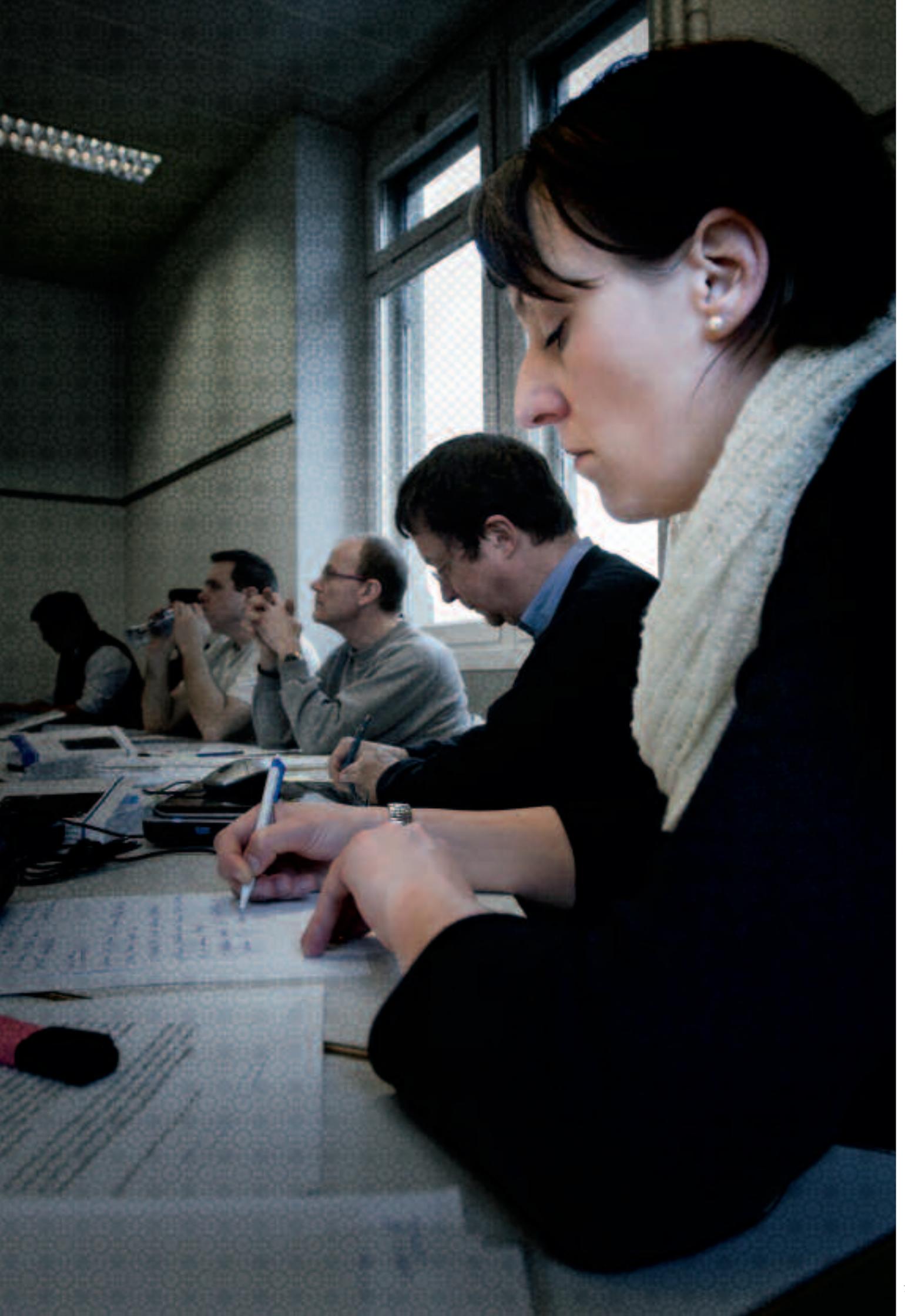
- Affolter S.: La participation des conférences intercantionales au processus de décision sur le plan fédéral, Cahier IDHEAP, 152 pages. ISBN: 978-2-940390-10-6.
- Gautschi P.: Der KMU-Verträglichkeitstest als Element der prospektiven Regulierungsfolgenanalyse im Gesetzgebungsprozess des Bundes, Cahier IDHEAP, 90 pages. ISBN: 978-2-940390-14-4.
- Perréard L.: Monopole des loteries et paris en Suisse: état des lieux et perspectives, Cahier IDHEAP, 124 pages. ISBN: 978-2-940390-11-3.

Communication dans une conférence

- Mader L.: «Entwicklungsperspektiven des schweizerischen Föderalismus», exposé lors de la retraite de la Conférence des gouvernements cantonaux. Gerzensee. 10.01.2008.
- Mader L.: «Zur Evaluation von Gesetzen», exposé lors du 5^e colloque SPS interface consacré au thème *Wirkung und Evaluation – Über die Wirksamkeit von Datenschutzregulierungen* et organisé par le Swiss Re Center for Global Dialogue. Rüschlikon. 05.05.2008.
- Mader L.: «Das revidierte Opferhilfegesetz», exposé lors de la journée sur la nouvelle loi sur l'aide aux victimes d'infractions, organisée par l'Université de St-Gall. Olten. 27.06.2008.
- Mader L.: «Les principales innovations dans la nouvelle loi sur l'aide aux victimes d'infractions», exposé lors du colloque LAVI organisé par l'Université de Neuchâtel. Neuchâtel. 29.08.2008.
- Mader L.: «L'évaluation législative en Suisse: la longue marche d'une idée à travers les institutions étatiques», exposé lors du colloque *De l'évaluation à l'action législatives*, organisé par l'Université de Genève en l'honneur de Jean-Daniel Delley. Genève. 09.09.2008.
- Mader L.: «Stand und Entwicklungsperspektiven der Gesetzesfolgenabschätzung in der Schweiz», exposé lors du colloque *Wissen sie, was sie tun? Perspektiven der Gesetzesfolgenabschätzung in der Anwendung*, organisé par l'Evangelische Akademie Loccum en collaboration avec l'Université de Göttingen. Loccum, Allemagne. 07.10.2008.
- Mader L.: «Expériences des pays de l'OCDE sur l'amélioration des capacités en légistique: le cas de la Suisse», exposé lors de la session spéciale consacrée au thème *Regulatory Management and Reform*. Paris, France. 20.10.2008.
- Mader L.: «Efforts récents visant à améliorer la législation: le cas de la Suisse», exposé lors d'une table ronde d'experts organisée par l'OSCE et consacrée au thème *Amélioration de la législation dans les pays membres de l'OSCE*. Autriche. 05.11.2008.
- Mader L.: «Religionsfreiheit, Völkerrecht und Volksinitiativen: aktuelle Problemfelder», exposé lors de la journée BENEFR1 consacré au thème *Religions et migration en droit européen et implications pour la Suisse*, organisée par l'Université de Fribourg. Fribourg. 14.11.2008.

Distinction

- Mader L, Président de l'Association européenne de législation (dorénavant: Association internationale de législation).
- Mader L, Membre du comité directeur chargé de l'exécution du Programme national de recherche N° 58 (Collectivités religieuses, État et société).



ORGANES DE L'IDHEAP

Conseil de fondation

Le Conseil de fondation s'est réuni à deux reprises sous la présidence de M^{me} Barbara Haering. Hormis les tâches-clés incombant au Conseil – en particulier l'approbation des comptes et les décisions budgétaires – ses membres ont souhaité la bienvenue à M. Pierre Magnin (représentant l'EPFL), à M. Juan F. Perellon (représentant l'État de Vaud) et à M. Armin Schöni (représentant l'AD-IDHEAP).

Le Conseil a nommé trois nouveaux professeurs assistants (Institutions européennes et mondialisation, gouvernance publique et société de l'information, économie publique, avec spécialisation en économie des contrats) dans le cadre du projet de Pôle suisse en administration publique. Le Conseil a également nommé un nouveau professeur assistant en management public et renouvelé, avec remerciements, le mandat du directeur (Prof. J.-L. Chappelet). Relevons enfin que le dossier stratégique du développement de l'IDHEAP a particulièrement occupé les membres du Conseil.

Bureau du Conseil de fondation

Le Bureau du Conseil de fondation s'est réuni à trois reprises dans l'année sous la présidence de M^{me} Haering. Dans le cadre de ses compétences il a suivi avec toute la rigueur nécessaire les finances de l'institut, mis un accent tout particulier sur le développement du projet de Pôle suisse en administration publique, discuté de la stratégie de développement de l'IDHEAP au-delà de 2011, suivi le projet de construction du nouveau siège de l'IDHEAP et agréé la signature d'une convention pour la Formation en Direction d'Institutions de Formation (FORDIF). Cette formation est offerte en partenariat avec trois hautes écoles tertiaires (Haute école pédagogique du canton de Vaud (HEP-VD), Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) et Université de Genève). Les membres du Bureau ont également renouvelé le mandat du Prof. Manfrini (Droit public) et signé la nouvelle convention d'association CUSO-IDHEAP.

Bureau

- M^{me} Barbara Haering, Présidente
- M. le Professeur Dominique Arlettaz, Vice-Président (représentant l'UNIL)
- M. Pierre Magnin (représentant l'EPFL)
- M. Juan F. Perellon (représentant l'État de Vaud)
- M. Armin Schöni (représentant l'AD-IDHEAP)

Membres du conseil (en plus des membres du Bureau)

- M. Alessandro Bignami
- M. Marius Burgat (représentant l'EPFL)
- M. le Prof. François Grize (représentant l'UNIL)
- M. Filip Grund (représentant l'État de Vaud)
- M. Juan. F. Gut (représentant la Confédération)
- M. Pierre Immer
- M. le Prof. Ioannis Papadopoulos (représentant l'UNIL)
- M. le Prof. Étienne Poltier (représentant l'UNIL)
- M. le Prof. Francis-Luc Perret (représentant l'EPFL).
- M. le Prof. Philippe Thalmann (représentant l'EPFL)

Comité de Direction

Le Comité de direction regroupe les responsables des Chaires, le Secrétaire général ainsi qu'un représentant du corps intermédiaire. En 2008, il a tenu onze séances sous la direction du Prof. Chappelet. Lieu d'échange et de réflexion, les séances permettent à la Direction de consulter sur toutes les questions stratégiques quant à la gestion académique et administrative de l'IDHEAP. Le Comité de direction a notamment traité des dossiers suivants: formation doctorale, cours de l'orientation 'Pilote de l'action publique' dans le cadre du Master PMP, rénovation du diplôme exécutif en action publique (DEAP) et stratégie de développement de l'IDHEAP.

Commission des études

La Commission des études, présidée par le professeur Y. Emery, est composée des professeurs J.-L. Chappelet, directeur, K. Horber-Papazian, M. Pasquier et de J.-A. Vulliet, secrétaire général, de deux collaborateurs scientifiques, présents à tour de rôle, O. Mutter et M. Olgiati, ainsi que d'un représentant des étudiants, T. Wolters. Le secrétariat est assuré par M^{me} Scherer.

La Commission des études s'est réunie à six reprises en 2008. Parmi les questions traitées, relevons en particulier: l'axe marketing du programme MPA, avec le choix d'une communication plus dynamique (campagne d'annonces, séances d'information, présentation bilingue français/anglais du programme sur une page, vidéo publicitaire sur site internet et sur CD), la révision du Règlement d'études du programme MPA et la gouvernance des différents programmes d'enseignement de l'IDHEAP. Ce dernier point a été nécessaire suite à la mise en œuvre du nouveau programme de master de Bologne PMP, qui est lui-même conduit par un comité de pilotage ad hoc formé de représentants des institutions partenaires. La Commission des études a également cautionné une admission en continu au programme MPA, offrant une souplesse accrue aux participant-e-s. Finalement, elle a approuvé une révision du plan d'études, en avançant légèrement le planning des cours du trimestre d'automne et en approuvant l'introduction de nouveaux cours.

Commission pour la recherche

La mission de la Commission pour la recherche est de promouvoir, de coordonner et d'accompagner les efforts des chercheuses et des chercheurs de l'IDHEAP, Il s'agit en particulier (a) d'informer les professeur-e-s au sujet des sources de financement et des projets actuels ou futurs, (b) de les conseiller pour concevoir leurs projets de recherche et d'encourager les travaux interdisciplinaires internes, (c) d'évaluer les projets de thèse et de favoriser la publication des données et des informations issues de la recherche, (d) de fonctionner comme comité éditorial des lignes de publications de l'IDHEAP et de soutenir les chercheurs de l'IDHEAP dans leurs publications scientifiques.

La Commission pour la recherche est présidée par le Prof. Nils Soguel. Ses autres membres sont les professeurs Jean-Loup Chappelet (directeur de l'IDHEAP), Andreas Ladner (représentant BADAC), Peter Knoepfel, ainsi que le Secrétaire général de l'IDHEAP, Jacques André Vulliet, et un-e représentant-e du corps intermédiaire, Carole Wyser. Jusqu'au 31 juillet, l'intérim de la présidence a été assuré par le Prof. Ladner, en remplacement du Prof. Soguel en poste sabbatique à l'Université de Bath.

La Commission s'est réunie à cinq reprises au cours de l'année sous revue. Elle a notamment traité des dossiers suivants:

- Suivi du développement de modules de recherche Pro*Doc et de la formation doctorale
- Élaboration des principes pour un nouveau règlement du doctorat
- Préavis de sept (7) projets de thèse en administration publique à l'attention du Comité de direction de l'IDHEAP
- Suivi des propositions de recherche déposées par les membres de l'Institut auprès de diverses institutions (FNS, CTI, EU, etc.)
- Suivi bibliométrique
- Suivi de l'édition de l'ouvrage «Contributions à l'action publique» pour 2008-9, coordonné par le Prof. P. Knoepfel et exploration des possibilités pour les volumes suivants (2010-2011)
- Suivi des travaux de la BADAC.

Conseil de l'Institut

Le Conseil de l'Institut regroupe l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de l'IDHEAP, Il s'est réuni à deux reprises en 2008. Lieu d'échanges, ce conseil permet à la Direction de communiquer sur les projets en cours et aux unités d'enseignement et de recherche de présenter leurs champs d'activités. C'est également l'occasion d'accueillir les nouveaux arrivés au sein de l'institut.

SECRETARIAT GENERAL

Outre les activités habituelles dans les domaines de la communication, de la promotion des cours, des relations publiques, des finances, de l'administration du personnel, du secrétariat aux études et de l'infrastructure, la priorité a été mise sur le développement du projet de réhabilitation du bâtiment industriel 'Mouline 28' qui accueillera l'institut en été 2010. Ainsi, tant le projet d'addenda au plan d'affectation cantonal (PAC 229) que la mise à l'enquête du bâtiment ont été couronnés de succès en été 2008. Cela a permis à l'IDHEAP la mise en soumission des premiers lots aux entreprises et leur adjudication, le démarrage des travaux en octobre et la pose de la première pierre le 5 décembre 2008.

Relevons encore que l'année écoulée a été marquée par de nombreuses améliorations relatives à la qualité du service attendu. Ainsi, l'engagement d'une nouvelle comptable et l'augmentation de son taux d'activité ont apporté une véritable plus-value dans l'élaboration des états financiers et autres tableaux de bord. L'engagement d'une bibliothécaire universitaire supplémentaire (50%) a permis l'augmentation des heures d'ouverture de la bibliothèque et du service aux usagers. Pour l'informatique, de nouveaux serveurs ont été acquis, les applications de gestion ont été perfectionnées, le site web de l'IDHEAP a bénéficié d'une mise à jour de sa ligne graphique et deux nouveaux sites ont également été créés, soit www.swipan.ch (Pôle suisse en administration publique) et www.fordif.ch (Formation en Direction d'Institutions de Formation).

Enfin, soulignons une première pour l'Institut, la réalisation d'un documentaire vidéo de présentation de l'IDHEAP dont l'objectif est de promouvoir la recherche de nouveaux étudiants en Suisse et à l'étranger.

Bibliothèque

Notre bibliothèque s'est enrichie de 1021 nouveaux titres que nous avons répertoriés dans le catalogue du Réseau romand des bibliothèques de Suisse occidentale. Un effort particulier s'est porté sur l'intégration d'un lot d'ouvrages récents et de grande valeur scientifique provenant de la Chaire Europe suite au départ à la retraite du Prof. Freiburghaus. Des références aux articles, dont nos collaborateurs sont les auteurs, ont également été introduites dans ce catalogue, offrant ainsi une mise en valeur et une visibilité optimale pour le public et la communauté académique.

L'engagement d'une bibliothécaire supplémentaire à temps partiel dès le mois d'août a permis une augmentation des heures d'ouverture de la bibliothèque au public, assurant ainsi un accès quotidien et régulier. Nous avons organisé l'accueil, le soutien à la recherche bibliographique et documentaire, la consultation dans nos locaux, l'information et le suivi des demandes par courriel, ainsi que la gestion de 1341 prêts extérieurs. Sur le plan informatique, le passage à Virtua Consortium en fin d'année s'est effectué de manière satisfaisante.

Communication

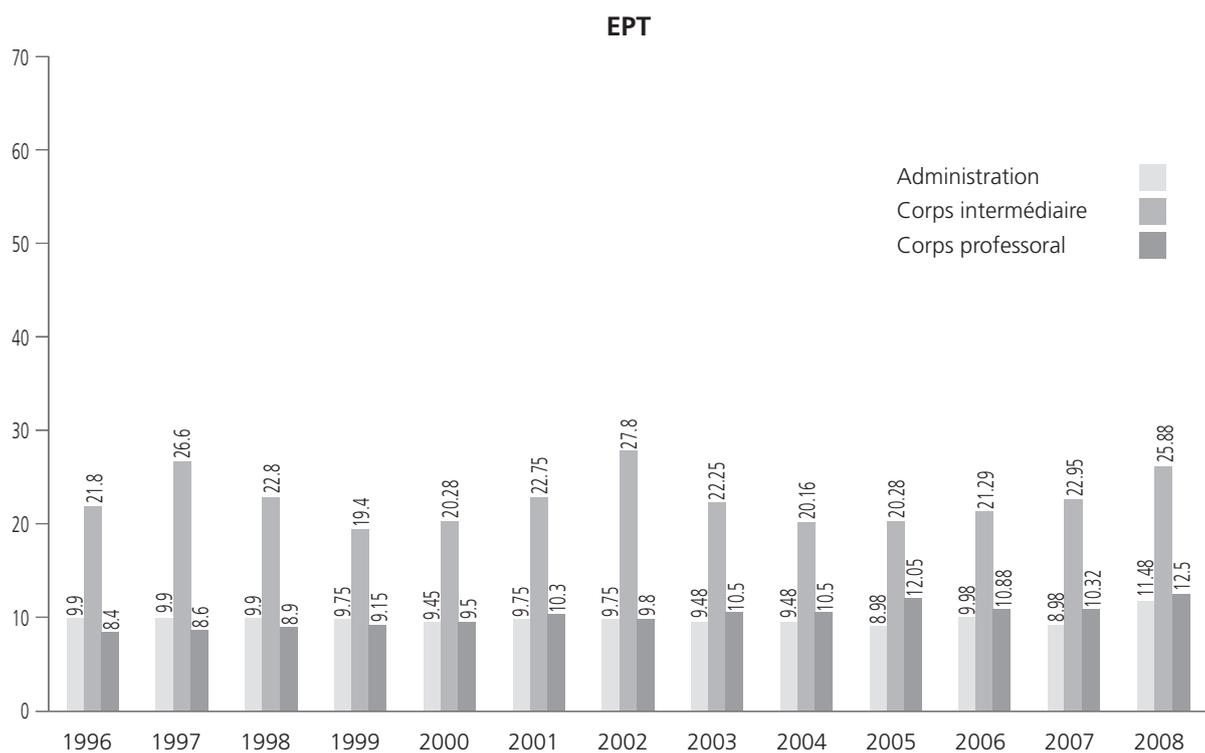
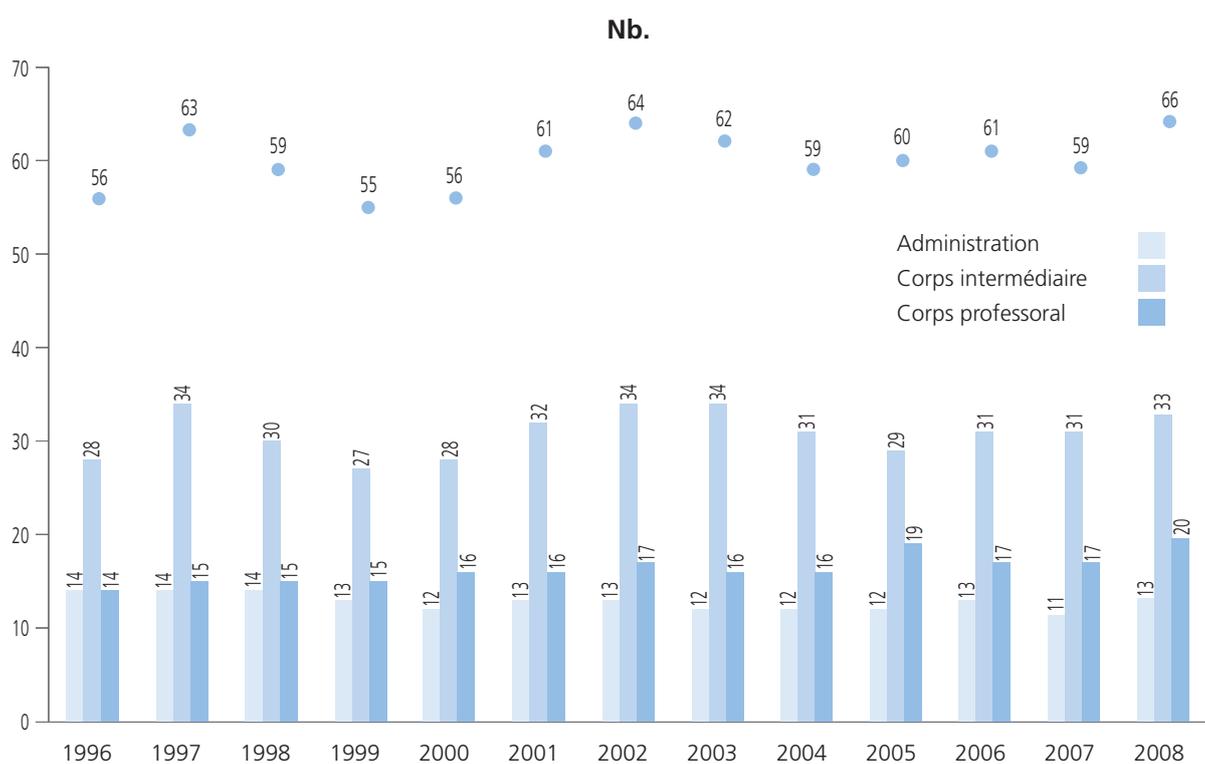
En 2008, l'IDHEAP, à travers ses Chaires et professeur-e-s, a été cité 1329 fois dans quelque 294 différents médias, dont la presse écrite (771), sur Internet (129 articles on-line), tout comme à la radio (12) et la télévision (7).



COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS



COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS Évolution du personnel de l'IDHEAP



COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS

Au 31 décembre 2008, l'IDHEAP comptait 66 collaboratrices et collaborateurs (49,86 Équivalents Plein Temps) ainsi répartis:

Professeurs extraordinaires et assistants

Mader	Luzius	Professeur extraordinaire «Légistique»
Manfrini	Pierre-Louis	Professeur extraordinaire «Droit public»
Athias	Laure*	Professeur assistant «Économie de la régulation»
Glassey	Olivier*	Professeur assistant «Gouvernance digitale
Maiani	Francesco*	Professeur assistant «Europe et mondialisation»

Chaire «Finances publiques»

Soguel	Nils	Professeur ordinaire
Bizzozero	Giordano	Collaborateur scientifique
Chatagny	Florian	Collaborateur scientifique
Hausmann	Béatrice	Secrétaire
Huguenin	Jean-Marc*	Chargé de cours et de projet
Meister	Lea*	Assistante-étudiante
Ziehli	Sonja*	Cheffe de projets

Chaire «Marketing public»

Pasquier	Martial	Professeur ordinaire
Fivat	Etienne*	Assistant
Golay	Joaquim**	Assistant-étudiant
Hardy	Pascale*	Coordinatrice du SPAN
Holsen	Sarah E.	Assistante
Larpin	Blaise**	Assistant
Meilland	Philomène	Collaboratrice scientifique
Meyer	Lea*	Assistante
Wicki	Magdalena**	Collaboratrice scientifique
Yersin	Nadia**	Collaboratrice scientifique
Villeneuve	Jean-Patrick	Assistant

Chaire «Politiques institutionnelles»

Ladner	Andreas	Professeur ordinaire
Fiechter	Julien	Collaborateur scientifique
Fivaz	Jan*	Collaborateur scientifique
Guillaume-Gentil	Glenda	Collaboratrice scientifique
Heuberger	Nils	Collaborateur scientifique
Koller	Christophe	Chef de projet de recherche

Chaire «Politiques locales & évaluation»

Horber-Papazian	Katia	Professeure ordinaire
Dubas	Daniel**	Collaborateur scientifique
Duchêne-Lacroix	Cédric*	Collaborateur scientifique
Dupont-Gressin	Anne**	Secrétaire
Ehrler	Jan*	Collaborateur scientifique
Félix	Ayari*	Assistante
Houmard	Serge**	Collaborateur scientifique
Jacot-Descombes	Caroline	Collaboratrice scientifique
Laessle	Melaine-Noé*	Assistant-étudiant
Möhl	Paola*	Secrétaire
Sermier	Christian**	Collaborateur scientifique
Tanner	Carine**	Secrétaire

Chaire «Politiques publiques & durabilité»

Knoepfel	Peter	Professeur ordinaire
Csikos	Patrick**	Collaborateur scientifique
Dupuis	Johann*	Assistant
Gerber	Jean-David**	Premier Assistant
Nahrath	Stéphane**	Professeur assistant
Nicol	Lee	Assistante
Olgjati	Mirta	Assistante
Rach	Mathias**	Collaborateur scientifique
von Bauer Gauss	Andrea	Secrétaire

COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS

Chaire «Politiques sociales»

Bonoli	Giuliano	Professeur ordinaire
Berclaz	Michel	Collaborateur scientifique
Bertozzi	Fabio**	Collaborateur scientifique
Champion	Cyrielle*	Collaboratrice scientifique
Reber	Frank**	Collaborateur scientifique
Wichmann	Sabine*	Collaboratrice scientifique

Chaire «Ressources Humaines»

Emery	Yves	Professeur ordinaire
Gerber	Sonia*	Collaboratrice scientifique
Gulfo	Myriam	Secrétaire
Launaz	Marie**	Collaboratrice scientifique
Martin	Noémi**	Collaboratrice scientifique
Quarroz	Stéphane	Collaborateur scientifique
Sanchez	Joëlle	Collaboratrice scientifique
Wyser	Carole	Assistante

Chaire «Systèmes d'information»

Chappelet	Jean-Loup	Professeur ordinaire
Bousigues	Amandine* **	Collaboratrice scientifique
Cohen	Benjamin* **	Collaborateur scientifique
Favre Zeiser	Nancy	Collaboratrice scientifique
Gulfo	Myriam	Secrétaire
Kilchenmann	Pierre**	Assistant
Mutter	Olivier	Assistant
Porcheron	Patrice*	Chef de projet et collaborateur scientifique

Administration

Vulliet	Jacques-André	Secrétaire général
Augsburger	Muriel	Secrétaire
Baillif	Séverine*	Gestionnaire Finances – Comptable
Bertolazzi	Annie*	Secrétaire aux études
Ducret	Irène	Secrétaire
Gadina	Marie-Hélène*	Bibliothécaire
Gualtierotti	Ariane**	Comptable
Javet	Danièle	Bibliothécaire
Napoli	Béatrice*	Apprentie de commerce
Parisi-Pastorella	Dahlia**	Apprentie de commerce
Rossat Jakob	Maryrose	Gestionnaire Ressources Humaines
Scherer	Myriam	Secrétariat de la commission aux études
Sutter	Francine	Secrétaire
Thongvilay	Daovary	Informaticien
Wyss Kübler	Fabienne	Coordinatrice de l'AD-IDHEAP

Répartition par corps

Corps professoral	11.48 EPT (23%)	Nb: 13
Corps intermédiaire	25.88 EPT (52%)	Nb: 33
Administration	12.50 EPT (25%)	Nb: 20

* Arrivés en 2008

** Partis en 2008

AD-IDHEAP



L'Association des diplômé-e-s (AD-IDHEAP) a poursuivi en 2008 les activités initiées depuis trois ans, confirmant la dynamique née de l'impulsion donnée par le comité grâce au soutien élargi de l'Institut. Les alumni se sont rencontrés à six reprises et lors d'un voyage d'étude. Ces nombreux échanges ancrent définitivement l'AD-IDHEAP dans le quotidien professionnel et social des alumni.

Organisées à un rythme bimestriel, les rencontres régionales décentralisées organisées jusqu'ici à Berne, Lausanne et Neuchâtel ont vu Fribourg accueillir en 2008 une première édition. Variant de 20 à 40 personnes, la participation s'avère ne pas dépendre du lieu et son niveau élevé confirme l'intérêt des alumni à se retrouver à intervalle régulier pour discuter de leur action professionnelle. Au total, les cinq rencontres organisées en 2008 ont réuni quelque 150 inscriptions sur des thématiques très variées et ont vu l'intervention de spécialistes dont les propos ont suscité de nombreuses discussions. Ces manifestations représentent ainsi pour les participants à la fois des occasions de formation continue et des moments récréatifs qui contribuent au renforcement du réseau.

- Überblick über Herausforderungen der Bundespolitik im Bereich der Humanressourcen in der Bundesverwaltung – Juan Gut, ancien directeur ad interim de l'Office fédéral du personnel (OPER) – 5 février 2008;
- Le contrôle parlementaire – Philippe Schwab (MPA 1993) secrétaire des Commissions de gestion des Chambres fédérales – 6 mars 2008;
- Rôle et conditions d'exercice de la fonction de collaborateur personnel d'un membre du Conseil fédéral – Sébastien Leprat (MPA 2007), ancien conseiller personnel de Madame la Conseillère fédérale Evelyne Widmer Schlumpf
- Marketing urbain et city management – Nicolas Babey, professeur à la Haute École ARC Économie – 2 septembre 2008;
- Harmonisation de la scolarité obligatoire en Suisse (HarmoS) – Isabelle Chassot, Conseillère d'État fribourgeoise et présidente de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) – 19 novembre 2008

L'année 2008 de l'AD-IDHEAP a également été marquée par son Assemblée Générale (AG) organisée le 22 mai. Invité à l'issue de la partie statutaire, le Secrétaire d'État à l'éducation et à la recherche Mauro Dell'Ambroggio a décrit sa vision quant aux récents développements intervenus dans le paysage des hautes écoles suisses amenées à se placer favorablement dans un contexte international marqué par une concurrence toujours plus vive. Ouverte à un plus large public, cette intervention a constitué l'occasion d'un premier contact entre le Secrétaire d'État et l'IDHEAP.

Au cours de l'AG 2008 de l'AD-IDHEAP, les alumni ont par ailleurs réitéré leur attachement à l'annuaire rassemblant tous les diplômés MPA. Ils se sont prononcés favorablement sur la modification du moyen de diffusion du Who's Who qui se présente dorénavant sous une forme électronique grâce à un fructueux travail de collaboration avec l'IDHEAP. Désormais outil multimedia performant, le Who's Who continue de représenter le témoin privilégié du réseau formé par les (futurs) diplômés de l'IDHEAP.

Rome a été la destination du voyage d'études annuel de l'AD-IDHEAP qui a réuni en septembre 2008 plus d'une cinquantaine de personnes pour un programme dense et varié (voir ci-contre). La manifestation romaine a également constitué l'occasion d'accueillir Estelle Papaux qui assumera dorénavant le rôle de présidente de l'association et de prendre congé de Roberto Induni après six années passées à la tête de l'AD-IDHEAP. Durant cette période, les rencontres régionales de l'association et le voyage annuel permettant de prendre connaissance d'autres cultures administratives ont été institués. Un comité efficace a été reconstitué et un nouvel élan a été donné à l'association, prête à se développer dans les années futures. À Rome, Roberto Induni a été chaleureusement remercié par les membres de l'association et par la direction de l'IDHEAP.

L'année 2008 a enfin été marquée par la décision de renforcer la coordination de l'AD-IDHEAP. Soutenue par l'IDHEAP, cette mesure de professionnalisation du réseau sera concrétisée dès l'année 2009 par l'augmentation du taux horaire de la coordinatrice qui passe de 20 à 40%. L'association des alumni a en outre apporté une contribution à l'action de communication de l'IDHEAP dans le cadre du recrutement des futurs étudiants. Cela s'est traduit par divers témoignages lors des séances d'information à l'attention des personnes intéressées par le MPA et lors de la réalisation d'un film promotionnel sur l'IDHEAP. L'association a également renforcé ses liens avec les futurs diplômés et les collaborateurs de l'IDHEAP qui participent de plus en plus activement aux manifestations qu'elle organise et enrichissent ainsi le réseau qu'elle représente.

L'AD-IDHEAP de sortie à Rome

Rome l'éternelle. Le rendez-vous avait été pris en 2007, au terme d'un voyage d'études passionnant à Berlin. En septembre 2008, une cinquantaine d'alumni de l'IDHEAP se sont ainsi retrouvés au cœur de la capitale italienne pour un nouveau périple de deux jours riche en échanges et en rencontres. Dense, le programme de formation et de découverte les a emmenés des coulisses épiscopalo-administratives du plus petit état du monde au cœur d'un havre d'art et de culture sur les flancs de la colline du Pincio.

Après Strasbourg, Morat et Berlin, Rome a été choisie comme destination du voyage annuel d'études organisé par l'Association des diplômé-e-s de l'IDHEAP. Plus d'une cinquantaine de personnes a répondu présente à l'invitation lancée par le comité de l'association. Si elle a notablement accru la complexité de l'organisation logistique de l'événement, cette participation record a toutefois permis une belle intensité des échanges, favorisant notamment la création et le développement de liens entre les diplômés et aussi quelques étudiants actuels de l'IDHEAP représentés parmi les participants.

Le temps de prendre leurs quartiers à Rome, les alumni se sont retrouvés autour d'un repas dans un ristorante au cœur du quartier médiéval juif sur la rive gauche du Tibre. Le lendemain, ils ont rallié la Via della Conciliazione pour une matinée organisée grâce à la collaboration du vice-commandant de la Garde Pontificale Jean-Daniel Pitteloud (MPA 1997) et inscrite sous le signe des institutions.

Dans la salle de presse du centre des médias du Vatican où ils ont été accueillis par son directeur le Père Federico Lombardi, les participants ont ainsi découvert quelques aspects de la structure et du fonctionnement institutionnel d'un état théocratique, dont la citoyenneté n'est pas l'expression d'une appartenance nationale mais résulte du statut de fonctionnaire. Forts de leur expérience d'agents d'une fonction publique plus «conventionnelle», ils ont appréhendé avec intérêt les propos tenus par leurs «homologues» représentant du Saint-Siège. Ils ont ainsi identifié les enjeux existant ou non dans le cadre d'une activité «au service» d'une population de plus d'un milliard de personnes aux quatre coins du monde. Les alumni ont également pu mesurer toute la portée des accords du Latran de 1929 au terme desquels l'état du Vatican a été créé. Cet acte a permis de matérialiser la distinction entre l'organisme qui incarne le pouvoir spirituel de l'Eglise catholique romaine et le territoire de 0.44 km² qui remplit les fonctions de support matériel à ses activités et de conservation de son patrimoine.

Au programme des diplômés de l'IDHEAP, l'Eglise a fait place à un autre type d'institution, lorsque Maria Pia Garavaglia, ancienne vice-maire de Rome, a évoqué les difficultés et succès rencontrés par la ville éternelle en matière de gouvernance. Charismatique et didactique, elle en a détaillé – en français! – les caractéristiques historiques, politiques, économiques et culturelles, ainsi que leurs implications en termes d'urbanisme, de transports et de régionalisation, avant d'évoquer les défis futurs d'une cité à la fois métropole communale, capitale européenne et centre religieux mondial.

Helvètes – ou assimilés comme tels – en terre vaticane, les alumni de l'IDHEAP ont également écouté avec curiosité et attention les propos de l'un des leurs, le lieutenant-colonel Jean-Daniel Pitteloud (MPA 1997). Ils en retiendront l'histoire pleine de hauts-faits de la Garde suisse pontificale créée en 1506 ainsi que le rôle actuel de ces soldats suisses, dignes héritiers de leurs légendaires ancêtres mercenaires, qui prêtent serment de fidélité au Pape. La matinée s'est achevée par la visite des locaux du centre des médias du Vatican où se situe la célèbre radio de la papauté diffusée dans une quarantaine de langues et dont les émissions d'informations internationales, religieuses, culturelles et musicales sont retransmises dans 70 pays environ.

Prenant congé des arcanes du Vatican, les diplômés de l'IDHEAP se sont rendus sur la célèbre colline du Pincio dont les flancs abritent un bâtiment datant de la Renaissance et qui revêt une importance particulière pour le Département fédéral de l'intérieur. Accueillis en musique dans les salons décorés de l'Institut suisse de Rome – puisque c'est de lui dont il s'agit – par son directeur le Prof. Christoph Riedweg, les diplômés ont pu y apprécier l'intervention de Claudio Micheloni, sénateur de Suisse au Parlement italien dans lequel il représente les Italiens de l'étranger. Il a captivé l'attention de son auditoire en évoquant son rôle parlementaire, sa conception de la fonction intégratrice d'un pays, la manière dont la Suisse s'est acquittée de ce rôle notamment envers la communauté italienne émigrante des années 1950-60 et les défis rencontrés actuellement dans ce cadre.



Quittant stucs et lambris, les participants se sont rassemblés sur le toit de l'Institut suisse de Rome pour écouter, sous un soleil radieux, le Prof. Christoph Riedweg exposer l'histoire, l'architecture et l'activité du centre culturel et scientifique qu'il dirige et dont la mission est de promouvoir la diversité culturelle ainsi que la création et la recherche suisses en Italie.

Après la visite des lieux, le groupe a quitté cette belle antenne helvétique en terre italienne pour traverser la rue et parvenir sur le piazzale de la Villa Medici. Au pied du palais qui a accueilli des artistes aussi légendaires que Fragonard, Ingres, Debussy, Berlioz ou Balthus, le secrétaire général François Laurent a évoqué les défis actuels de l'Académie de France à Rome. Son exposé s'est terminé par une promenade dans son fabuleux parc, plusieurs hectares de jardins en plein cœur de Rome.

La journée s'est terminée autour d'un repas dans un ristorante non loin de la Villa Medici au cours duquel les participants du voyage organisé par l'AD-IDHEAP ont eu l'occasion d'entendre l'attachée culturelle de l'ambassade suisse de Rome, Ruth Theus Baldassarre, évoquer l'activité helvétique déployée en matière de culture et de science sur sol italien. C'est en fin de soirée qu'ils ont pris congé de Roberto Induni se retirant après six années de la fonction de président de l'AD-IDHEAP, sous les applaudissements et avec les plus chaleureux remerciements de l'assemblée.

Au lendemain de cette journée au programme intense, les alumni de l'IDHEAP ont visité les musées du Vatican auxquels ils ont pu, malgré la foule, accéder par une porte dérobée ou, libres de (re)découvrir Rome, ont flâné dans ses rues et ruelles avant de regagner l'aéroport en vue du retour. Certains d'entre eux sont restés pour profiter quelques jours encore de la douceur de l'automne romain, mais tous se sont donnés rendez-vous à Bruxelles en septembre 2009, destination du prochain voyage de l'AD-IDHEAP, Arrivederci Roma!

Pour plus de renseignement sur les activités de l'AD-IDHEAP: adidheap@idheap.unil.ch



RAPPORT FINANCIER

Le bilan qui vous est présenté laisse apparaître un bénéfice pour l'exercice 2008 de Fr. 46'057.50.

Dès l'exercice 2008, le compte d'exploitation présente dorénavant les charges et produits de toutes les activités de l'Institut, soit intégration des chaires (Unités d'enseignement et de recherche) ainsi que des programmes gérés en partenariat (SPAN - Pôle suisse en administration publique - et FORDIF - Formation en direction d'institutions de formation -). Afin de permettre une comparaison financière, les comptes 2007 ont été retraités selon un nouveau plan comptable mis en place en conséquence. Dès lors, le compte d'exploitation reflète cet excédent de produits avec un total de Charges d'exploitation de Fr. 11'343'611.20, +41,99% par rapport à 2007 retraité (+14,06% provenant de cette intégration) et un total de Produits d'exploitation de Fr. 11'389'668.70, +39,33% par rapport à 2007 retraité (+14,97% provenant de cette intégration).

Les comptes de l'IDHEAP sont audités par la fiduciaire PricewaterhouseCoopers. Ils ont été approuvés par le Conseil de fondation lors de sa séance du 6 mai 2009.

Bilan consolidé au 31 décembre 2008

	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
ACTIF	11 610 977.33	8 487 844.56
Actifs circulants	6 132 928.03	2 886 869.92
Actifs disponibles	2 341 649.21	542 006.90
<i>Banques</i>	2 334'229.85	522 808.8
<i>Comptes de chèques postaux</i>	7 041.06	18 765.19
<i>Caisse</i>	378.30	432.90
Actifs réalisables	3 791'278.82	2 344 863.02
<i>Clients-Débiteurs</i>	740 406.35	229 831.94
<i>Débiteurs divers</i>	9 932.70	1 552.80
<i>Placements</i>	1 049 419.73	116 789.62
<i>Actifs transitoires</i>	1 991 520.04	1 996 688.66
Actifs immobilisés	5 478 049.30	5 600 974.64
Immobilisations financières	22 507.50	22 434.60
<i>Garantie de loyer</i>	22 507.50	22 434.60
Immobilisations corporelles	5 455 541.80	5 578 540.04
<i>Mobilier & machines de bureau</i>	12 100.00	30 775.15
<i>Matériel informatique</i>	48 500.00	85 305.93
<i>Aménagement locaux</i>	7 800.00	24 833.51
<i>Immeuble Mouline 28</i>	5 387 141.80	5 437 625.45

	31.12.2008	31.12.2007
	CHF	CHF
PASSIF	11 610 977.33	8 487 844.56
Fonds étrangers	9 298 076.56	6 166 001.29
Dettes à court terme	2 311 031.49	1 576 632.62
<i>Créanciers divers</i>	374 631.07	461 996.59
<i>Passifs transitoires</i>	168 929.00	59 038.00
<i>Passifs transitoires - UER</i>	1 092 849.92	1 055 598.03
<i>Passifs transitoires - SPAN</i>	65 598.35	-
<i>Passifs transitoires - PRODOC</i>	101 223.15	-
<i>Passifs transitoires - FORDIF</i>	507 800.00	-
Dettes à moyen et long terme	6 096 111.10	4 000 000.00
<i>Prêt hypothécaire</i>	6 000 000.00	4 000 000.00
<i>Crédit de construction</i>	96 111.10	-
Provisions	890 933.97	589 368.67
<i>Provisions pertes sur débiteurs</i>	13 229.25	13 229.25
<i>Réserves UER</i>	858 122.72	576 139.42
<i>Réserve FORDIF</i>	19 582.00	-
Fonds propres	2 312 900.77	2 321 843.27
Fonds libres	1 369 160.85	1 251 921.75
<i>Réserve générale</i>	702 154.22	630 972.62
<i>Fonds «variation de fortune»</i>	620 949.13	435 426.38
<i>Résultat de l'exercice</i>	46 057.50	185 522.75
Fonds liés	133 739.92	259 921.52
<i>Fonds de bourse</i>	65 000.00	50 000.00
<i>Fonds de secours</i>	20 000.00	20 000.00
<i>Fonds de réserve de construction</i>	-	55 000.00
<i>Fonds «Œuvre d'art Mouline 28»</i>	48 739.92	48 739.92
<i>Fonds des Amis de l'IDHEAP</i>	-	10 930.40
<i>Fonds bourse 25°</i>	-	15 000.00
<i>Contribution de solidarité</i>	-	60 251.20
Capital	810 000.00	810 000.00
<i>Initial de fondation</i>	310 000.00	310 000.00
<i>Libéré ultérieurement</i>	500 000.00	500 000.00

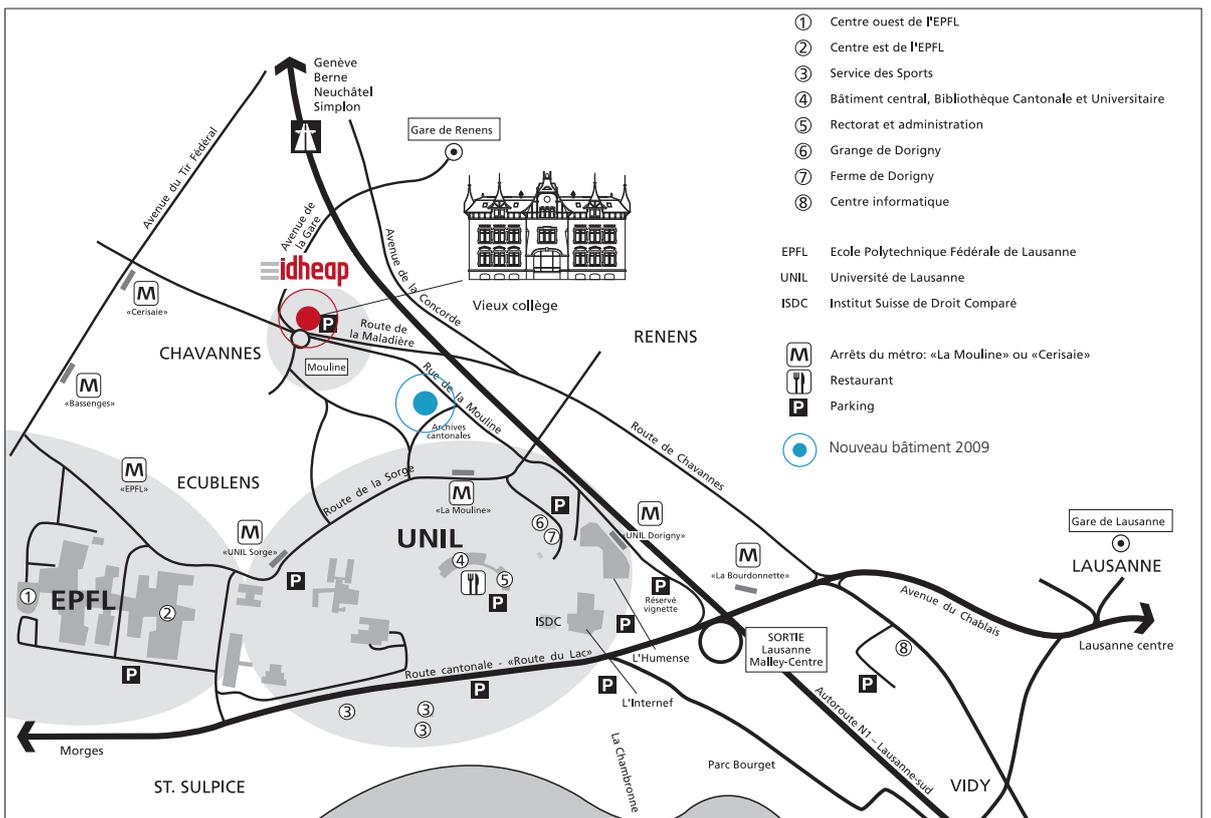
Compte d'exploitation consolidé 2008

	2008	2007 retraité
	CHF	CHF
CHARGES	11 343 611.20	7 988 940.62
Charges de personnel	6 830 372.60	5 548 336.32
Presidence	44 000.00	40 400.00
Personnel administratif & technique	1 382 081.90	926 422.65
<i>Personnel administratif & technique</i>	1 382 081.90	926 422.65
Corps enseignant	4 111 550.58	3 471 578.09
<i>Professeurs ordinaires</i>	1 515 193.95	1 584 740.30
<i>Professeurs extraordinaires / invités</i>	129 514.50	122 164.45
<i>Professeurs assistants (SPAN)</i>	577 730.95	-
<i>Collaborateurs scientifiques</i>	1 185 798.70	1 237 658.55
<i>Assistants</i>	469 672.05	383 309.65
<i>Intervenants / Experts extérieurs</i>	214 560.43	143 705.14
<i>Dotation personnel - Corps enseignant</i>	19 080.00	-
Assurances sociales	944 675.75	874 533.60
<i>Assurances sociales</i>	944 675.75	874 533.60
Autres charges de personnel	348 064.37	235 401.98
<i>Frais de recrutement</i>	23 987.35	16 328.97
<i>Frais de formation / Congrès</i>	19 194.43	3 789.48
<i>Frais de déplacement</i>	304 882.59	215 283.53
Biens, services et marchandises	4 513 238.60	2 440 604.30
Enseignement	308 712.16	171 844.69
<i>Fournitures de bureau / matériel de cours</i>	54 884.94	38 588.78
<i>Livres / Abonnements</i>	70 042.17	72 567.71
<i>Cahiers / Ouvrages</i>	68 978.60	50 509.65
<i>Cadeaux pour intervenants extérieurs</i>	1 645.00	-
<i>Dotation enseignement</i>	113 161.45	10 178.55
Logistique	353 605.54	128 933.56
<i>Photopies</i>	63 356.29	54 023.09
<i>Télécommunications</i>	42 946.25	46 888.34
<i>Frais de port</i>	25 903.00	36 441.30
<i>Overhead (SPAN + FORDIF)</i>	221 400.00	-
<i>Dotation logistique</i>	-	- 8 419.17

	2008	2007 retraité
	CHF	CHF
Projets stratégiques	180 547.90	-
<i>Subventions / Recherches</i>	74 500.00	-
<i>Gestion projet</i>	80 000.00	-
<i>Autres subventions</i>	26 047.90	-
Contributions des UER	139 450.00	213 985.00
Subventions internes attribuées	-	25 000.00
Versements des bourses	-	-
Locaux	515 865.90	443 829.06
<i>Loyers</i>	370 224.60	369 074.00
<i>Eau / Electricité / Chauffage</i>	55 545.25	31 807.85
<i>Mobilier / Matériel informatique</i>	24 030.75	22 974.27
<i>Maintenance / Réparations / Conciergerie</i>	66 065.30	19 972.94
Cafeteria	13 999.00	15 432.55
Honoraires de tiers	488 442.86	548 959.79
<i>Révision/ Fiduciaire / Informatique</i>	262 989.31	239 702.45
<i>Mandats / Expertises / Redevances</i>	223 489.85	307 722.19
<i>Assurances</i>	1 963.70	1 535.15
Représentation & Promotion	576 744.32	337 507.32
<i>Cotisations / Affiliations</i>	28 897.79	30 153.37
<i>Conférences</i>	808.35	-
<i>Relations publiques / Publicités</i>	509 120.83	267 664.70
<i>Rapport annuel / Brochures</i>	37 917.35	39 689.25
Charges financières	350 947.70	9 719.46
<i>Charges d'intérêts / Intérêts hypothécaires</i>	159 933.00	9 719.46
<i>Frais financiers</i>	3 644.81	-
<i>Moins-value réalisées sur placements</i>	25 807.46	-
<i>Moins-value non réalisées sur placements</i>	161 562.43	-
Amortissements / Provisions / Réserves	1 584 923.22	545 392.87
<i>Amortissements</i>	348 829.89	96 107.18
<i>Attributions aux réserves et fonds divers</i>	1 236 093.33	449 285.69

Compte d'exploitation consolidé 2008

	2008	2007 retraité
	CHF	CHF
REVENUS	11 389 668.70	8 174 463.37
Enseignement, services et subventions	11 389 668.70	8 174 463.37
Enseignement	1 714 657.30	930 495.05
<i>MPA</i>	519 752.00	484 000.00
<i>DEAP</i>	-	18 957.60
<i>SSC</i>	412 905.30	427 537.45
<i>FORDIF</i>	782 000.00	-
Ventes de biens et prestations de services	2 363 701.89	2 351 526.69
<i>Ventes de biens</i>	8 349.00	10 395.61
<i>Prestations de services</i>	2 355 352.89	2 341 131.08
Cafeteria	13 141.15	14 226.80
Contributions	169 450.00	218 985.00
Subventions	6 823 930.00	4 576 724.45
<i>Subvention de la Confédération</i>	3 483 000.00	1 898 505.00
<i>Subvention de l'Etat de Vaud</i>	3 035 000.00	2 520 000.00
<i>Subventions internes recues</i>	193 430.00	66 719.45
<i>Autres subventions</i>	112 500.00	91 500.00
Produits financiers	35 402.73	12 689.76
<i>Produits d'intérêts</i>	10 727.67	4 555.62
<i>Produits des placements</i>	24 675.06	-
<i>Plus-value non réalisées sur placements</i>	-	8 134.14
Provisions / Réserves	269 385.63	69 815.62
<i>Dissolutions de réserves et fonds divers</i>	222 687.63	46 762.27
<i>Produits d'ex. antérieurs ou extraordinaires</i>	46 698.00	23 053.35
Excédent de Revenus(+)/Charges(-)	46'057.50	185'522.75



www.idheap.ch



Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome – Route de la Maladière 21
CH - 1022 – Chavannes-près-Renens – Lausanne
T: +41(0)21 557 40 00 – F: +41(0)21 557 40 09
idheap@idheap.unil.ch – www.idheap.ch